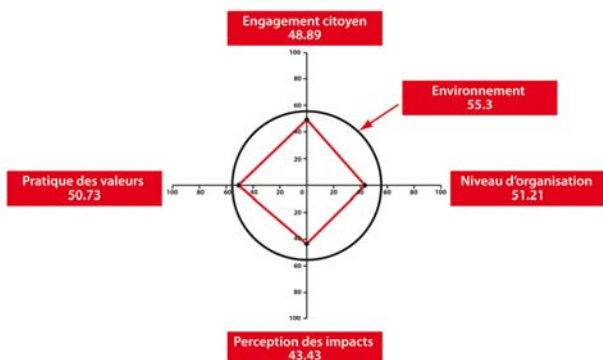




Madagascar



## DÉTERMINATION DE L'INDICE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Rapport final  
Novembre 2011



Contact :

Harijaona ANDRIAMORANIAINA, *Directeur Exécutif* MSIS  
Immeuble Santa (ex Immeuble Ramaroson) - 1 Rue Naka Rabemanantsoa - Antanimena, Antananarivo, Madagascar  
Téléphone : (261) (20) 22 628 41 - E-mail: msismdg@gmail.com

## REMERCIEMENTS

Le Consortium MSIS – CNPC, a conduit, à Madagascar, l'étude pour la détermination de l'Indice de la Société Civile selon la méthodologie de CIVICUS et avec l'appui du PNUD Madagascar.

Synergie – Participation – Enthousiasme étaient les maîtres mots qui ont prévalu tout au long de tout le processus.

Nous tenons donc à adresser nos vifs remerciements, à l'endroit des personnes qui ont concouru, de près ou de loin, à la bonne réalisation de cette étude :

- Madame Fatma SAMOURA, Représentante Résidente du PNUD à Madagascar, qui a toujours veillé à ce que la main nourricière du PNUD soit présente au moment opportun.
- Monsieur Corneille AGOSSOU, Adjoint à la Représentante Résidente du PNUD à Madagascar, qui, par sa présence et son encouragement permanent, a toujours soutenu l'équipe dans toutes les activités.
- Madame Deleau RAZAFIMANANTSOA, Assistant au Représentant Résident du PNUD, en charge du volet Gouvernance, qui a apporté sans aucune réserve, ses expériences en matière de bonne gouvernance.
- Monsieur Mamadou DIALLO, chargé de Programme Société Civile auprès du PNUD et Monsieur Abdou SALAME, Coordonnateur de Projet, l'équipe fortement soudée de DDCS, qui ont dispensé leurs conseils, observations, remarques pertinentes et assuré leur forte implication, en éclairant le chemin de l'Organisation Nationale de Coordination.
- L'Equipe de CIVICUS en la personne de Mesdames Yosi Echeverry Burckhardt et Megan MacGarry qui avaient assuré la formation de l'ENI in situ grâce à leur expertise technique et Madame Patricia Deniz et Monsieur Henri Valot pour l'assistance technique durant le processus.
- Tous les membres du Comité Consultatif National, qui n'avaient pas ménagé leurs efforts et ont sacrifié leur temps pour apporter leur concours dans l'orientation des actions.
- Tous les membres des Groupes Focaux Régionaux qui ont facilité la conduite des enquêtes sur le terrain et apporté et participé à l'appréciation des résultats obtenus.
- Tous les enquêteurs qui ont sillonné les différentes communes pour collecter les données et informations de base nécessaires à l'élaboration du fameux diamant.

Nos exprimons également notre gratitude à l'endroit :

- De l'INSTAT qui avait accepté de nous appuyer dans l'adaptation de la méthodologie d'enquête aux réalités malgaches.
- Des Instituts de Formation et de Recherche et de leurs étudiants qui ont contribué à la réalisation des études de cas : l'Université de Madagascar Département Economie, le CRADEC, l'UCM, l'ISTS.

Que chacun de vous puisse trouver, en ces quelques mots très simples, notre grande reconnaissance de l'importance et de la valeur de votre contribution respective dans la réalisation de la présente étude.

Le Consortium MSIS – CNPC

## SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

ACRONYMES

<b>RESUME EXECUTIF</b>	<b>10</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>13</b>
<b>I. LE PROGRAMME DE L'INDICE DE LA SOCIETE CIVILE ET SON APPROCHE</b>	<b>15</b>
<b>1. LE CADRE</b>	<b>15</b>
<b>2. APPROCHE ET METHODOLOGIE</b>	<b>17</b>
<b>2.1. Principes</b>	<b>17</b>
<b>2.2. Cadre conceptuel</b>	<b>18</b>
2.2.1. Comment définir la société civile ?	18
2.2.2. Comment évaluer la société civile ?	19
<b>2.3. Méthodologie de recherche</b>	<b>22</b>
2.3.1. Description de la méthodologie	22
2.3.2. La collecte de données	26
2.3.3. Le traitement des données	28
<b>3. IMPLEMENTATION DE L'ISC</b>	<b>28</b>
<b>II. LA SOCIETE CIVILE A MADAGASCAR</b>	<b>30</b>
<b>1. CONCEPT DE LA SOCIETE CIVILE</b>	<b>30</b>
<b>2. ANALYSE DES FORCES SOCIALES ET CARTOGRAPHIE DE LA SOCIETE CIVILE</b>	<b>32</b>
<b>III. ANALYSE DE LA SOCIETE CIVILE</b>	<b>35</b>
<b>1. ENGAGEMENT CITOYEN</b>	<b>35</b>
<b>1.1. Etendue de l'engagement social</b>	<b>35</b>
1.1.1. Appartenance à une organisation à vocation sociale	36
1.1.2. Bénévolat dans le domaine social	37
1.1.3. Engagement au niveau de la communauté 1	37
<b>1.2. Profondeur de l'engagement social</b>	<b>38</b>
1.2.1. Appartenance à une organisation à vocation sociale 2	38
1.2.2. Bénévolat dans le domaine social 2	38
1.2.3. Engagement au niveau de la communauté 2	38
<b>1.3. Diversité de l'engagement social</b>	<b>39</b>
1.3.1. Diversité de l'engagement social	39
<b>1.4. Etendue de l'engagement politique</b>	<b>39</b>
1.4.1. Appartenance à une organisation politique 1	39
1.4.2. Bénévolat dans le domaine politique	40
1.4.3. Militantisme à titre individuel 1	40
<b>1.5. Profondeur de l'engagement politique</b>	<b>41</b>
1.5.1. Appartenance à une organisation politique 2	41
1.5.2. Bénévolat dans le domaine politique 2	41
1.5.3. Militantisme à titre individuel 2	41
<b>1.6. Diversité de l'engagement politique</b>	<b>41</b>
1.6.1. Diversité de l'engagement politique	42
<b>2. NIVEAU D'ORGANISATION</b>	<b>43</b>

<b>2.1. Gouvernance interne</b>	<b>43</b>
2.1.1. Direction	43
<b>2.2. Architecture</b>	<b>43</b>
2.2.1. Les organisations de soutien	44
<b>2.3. Communication à l'intérieur du secteur</b>	<b>44</b>
2.3.1. Communication peer to peer 1	44
2.3.2. Communication peer to peer 2	44
<b>2.4. Ressources humaines</b>	<b>44</b>
2.4.1. Stabilité des ressources humaines	45
<b>2.5. Ressources financières et technologiques</b>	<b>45</b>
2.5.1. Stabilité financière	45
2.5.2. Ressources technologiques	45
<b>3. PRATIQUE DES VALEURS</b>	<b>47</b>
<b>3.1. Prise de décision démocratique</b>	<b>47</b>
3.1.1. Gouvernance avec prise de décision démocratique	47
<b>3.2. Droit du travail</b>	<b>47</b>
3.2.1. Égalité des chances	47
3.2.2. Taux de syndiqués	48
3.2.3. Formation au droit du travail	48
3.2.4. Standards de travail	48
<b>3.3. Code de conduite et transparence</b>	<b>48</b>
3.3.1. Code de conduite à disposition du public	48
3.3.2. Transparence	48
<b>3.4. Standards environnementaux</b>	<b>49</b>
3.4.1. Standards environnementaux	49
<b>3.5. Perception des valeurs dans la société civile dans son ensemble</b>	<b>49</b>
3.5.1. Perception de la non-violence	49
3.5.2. Perception de la démocratie interne	49
3.5.3. Perception du degré de corruption	49
3.5.4. Perception de l'intolérance	50
3.5.5. Perception des groupes faisant preuve d'intolérance	50
3.5.6. Perception de la promotion de la non-violence et de la paix	50
<b>4. PERCEPTION DES IMPACTS</b>	<b>51</b>
<b>4.1. Réactivité (perception interne)</b>	<b>51</b>
4.1.1. Impact sur la redevabilité sociale	51
4.1.2. Impact sur le comportement civique	51
<b>4.2. Impact social (perception interne)</b>	<b>51</b>
4.2.1. Impact social général	51
4.2.2. Impact social de sa propre organisation	52
<b>4.3. Impact politique (perception interne)</b>	<b>52</b>
4.3.1. Impact politique en général	52
4.3.2. Activité politique de sa propre organisation	52
4.3.3. Impact politique de sa propre organisation	53
<b>4.4. Réactivité – perception extérieure</b>	<b>53</b>
4.4.1. Impact sur la redevabilité sociale – perception extérieure	53
4.4.2. Impact sur le comportement civique – perception extérieure	53
<b>4.5. Impact social – perception extérieure</b>	<b>53</b>
4.5.1. Impact social sur des sujets précis	53
4.5.2. Impact social en général – perception extérieure	53

<b>4.6. Impact politique – perception de l’extérieure</b>	<b>54</b>
4.6.1. Impact politique sur des sujets précis	54
4.6.2. Impact politique en général	54
<b>4.7. Impact de la société civile sur les comportements</b>	<b>54</b>
4.7.1. Différence sur le niveau de confiance	55
4.7.2. Différence sur le niveau de tolérance	55
4.7.3. Différence en matière d’esprit civique	55
4.7.4. Le crédit accordé à la société civile	55
<b>5. ENVIRONNEMENT EXTERIEUR</b>	<b>56</b>
<b>5.1. Contexte socio-économique</b>	<b>56</b>
5.1.1. Indicateur des capacités de base	56
5.1.2. Corruption	56
5.1.3. Inégalité	56
5.1.4. Contexte économique	57
<b>5.2. Contexte sociopolitique</b>	<b>57</b>
5.2.1. Droits et libertés politiques	57
5.2.2. Autorité de la loi et libertés individuelles	57
5.2.3. Droits des associations et des organisations	58
5.2.4. Vécu de l’encadrement légal	58
5.2.5. Efficacité de l’Etat	58
<b>5.3. Contexte socioculturel</b>	<b>58</b>
5.3.1. Confiance	58
5.3.2. Tolérance	58
5.3.3. Esprit civique	59
<b>IV. FORCES ET FAIBLESSES</b>	<b>60</b>
<b>1. FORCES</b>	<b>60</b>
<b>2. FAIBLESSES</b>	<b>61</b>
<b>V. PLAN D’ACTION ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>63</b>
<b>1. PLAN D’ACTION</b>	<b>63</b>
<b>2. RECOMMANDATIONS</b>	<b>63</b>
<b>3. PROCHAINES ETAPES</b>	<b>64</b>
<b>4. L’APRES ISC</b>	<b>64</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>66</b>
Annexe 1. Matrice des données ISC	68
Annexe 2. Comité Consultatif	71
Annexe 3. Diamant de perception	72
Annexe 4. Identification des activités suivant les dimensions	73
Annexe 5. Plan de renforcement de capacité	76
Annexe 6. Résumé des études de cas	82
Annexe 7. Liste des Organisations enquêtées	92
Annexe 8. Autres informations sur les zones d’intervention	96
Annexe 9. Présentation du PNUD et du Consortium MSIS-CNPC	98
Annexe 10. Liste des participants à l’Atelier National	99
Annexe 11. Liste des membres de l’équipe action	101
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>102</b>

## Liste des tableaux

Tableau I.1: Liste des pays ayant mis en œuvre l'ISC.....	15
Tableau I.2 : Liste des Catégories des OSC.....	19
Tableau I.3 : Sujets pour les études de cas.....	22
Tableau I.4 : Répartition des études de cas par région et par institution.....	22
Tableau I.5 : Les Communes à enquêter.....	25
Tableau I.6 : Répartition des Effectifs enquêtés suivant les régions échantillonnées.....	26
Tableau I.7 : Répartition des effectifs suivant le sexe, la classe d'âge, le milieu d'habitation et le niveau d'étude.....	26
Tableau I.8 : Répartition des effectifs de l'échantillon Organisations par région.....	27
Tableau I.9 : Répartition des effectifs de l'échantillon Perceptions extérieures par région.....	27
Tableau II.1 : Quelques informations sur Madagascar.....	30
Tableau III.1: Les sous dimensions de la dimension 'engagement citoyen'.....	35
Tableau III.2 : Les indicateurs de la dimension 'Etendue de l'engagement social'.....	35
Tableau III.3 : Pourcentages de membres actifs et de bénévoles suivant les types d'organisation.....	36
Tableau III.4: Les indicateurs de la sous-dimension 'profondeur de l'engagement social'.....	38
Tableau III.5: Diversité de l'engagement social.....	39
Tableau III.6 : Sous-dimension 'Etendue de l'engagement politique.....	39
Tableau III.7 : Indicateurs de la sous dimension 'profondeur de l'engagement politique'.....	41
Tableau III.8 : Diversité de l'engagement politique.....	42
Tableau III.9: Les sous-dimensions de la dimension 'Niveau d'organisation'.....	43
Tableau III.10 : Gouvernance interne.....	43
Tableau III.11: Indicateur de la sous-dimension architecture.....	43
Tableau III.12: Indicateurs de la sous-dimension 'Communication à l'intérieur du secteur'.....	44
Tableau III.13 : Sous-dimension 'Ressources humaines'.....	44
Tableau III.14 : Indicateurs de la sous-dimension 'ressources financières et technologiques....	45
Tableau III.15 : Les sous-dimensions de la dimension 'Pratique des valeurs'.....	47
Tableau III.16 : Indicateur de la sous-dimension 'Prise de décision démocratique'.....	47
Tableau III.17 : Les indicateurs de la sous-dimension 'droit du travail'.....	47
Tableau III.18 : Les indicateurs de la sous-dimension 'code de conduite et transparence'.....	48
Tableau III.19 : Indicateur de la sous-dimension 'Standards environnementaux'.....	49
Tableau III.20 : Les indicateurs de la sous-dimension 'Perception des valeurs dans la société civile dans son ensemble'.....	49
Tableau III.21 : Les sous-dimensions de la dimension 'Perception des impacts'.....	51
Tableau III.22 : Les indicateurs de la sous-dimension 'Réactivité - perception interne'.....	51
Tableau III.23 : Les indicateurs de la sous-dimension 'Impact social - perception interne'.....	51
Tableau III.24 : Les domaines les plus cités par la société civile comme ceux où l'on relève le plus d'impact.....	52
Tableau III.25 : Les indicateurs de la sous-dimension 'Impact politique - perception interne' ...	52
Tableau III.26 : Les indicateurs de la sous-dimension 'Réactivité - perception extérieure'.....	53
Tableau III.27 : Les indicateurs de la sous-dimension 'impact social - perception extérieure'....	53
Tableau III.28 : Les indicateurs de la sous-dimension 'Impact politique - perception extérieure'	54
Tableau III.29 : Les indicateurs de la sous-dimension 'impact de la société civile sur les comportements'.....	54
Tableau III.30 : Dimension 'Environnement extérieur'.....	56

Tableau III.31: Les indicateurs de la sous-dimension 'contexte économique' .....	56
Tableau III.32: Les indicateurs de la sous-dimension 'contexte socio-politique' .....	57
Tableau III.33: Indicateurs de la sous-dimension 'contexte socioculturel'.....	58

### **Liste des figures**

Figure I.1 : Diamant ISC .....	11
Figure I.2 : Processus de mise en œuvre de l'ISC .....	28
Figure II.3. Carte de la Société malgache.....	33
Figure II.4. Carte de la Société Civile malgache.....	34
Figure III.5 : Perception de l'impact politique général de la société civile dans son ensemble...	54

## ACRONYMES

AMADIA	: Association Malgache du Diabète
CC	: Comité Consultatif
CCI	: Chambre de Commerce et d'Industrie
CENAM	: Centre National de l'Artisanat Malgache
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CNPC	: Consortium National pour la Participation Citoyenne
CRADEC	: Centre de Recherche et d'Appui au Développement Communautaire
CST	: Conseil Supérieur de la Transition
CT	: Congrès de la Transition
DDCS	: Droit, Devoir et Cohésion Sociale
DSRP	: Document de la Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
ENI	: Equipe Nationale d'Indice
EPM	: Enquête Périodique auprès des Ménages
ESCOPOL	: Espace de Concertation Politique
FDL	: Fonds de Développement Local
FES	: Fondation Friedrich Ebert Stiftung
FFKM	: Fiombonan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara
FFOM	: Force Faiblesse Opportunité Menace
FHORM	: Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar
FIKRIFAMA	: Fifanampiana Kristiana ho an'ny Fampandrosoana eto Madagasikara
FIVMPAMA	: Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy
GEM	: Groupement des Entreprises de Madagascar
GEM	: Groupement Economique de Madagascar
GFR	: Groupes Focaux Régionaux
HAT	: Haute Autorité de la Transition
HCC	: Haute Cour Constitutionnelle
IEC	: Information Education Communication
INSTAT	: Institut National de la Statistique
ISC	: Indice de la Société Civile
ISTS	: Institut Supérieur des Travailleurs Sociaux
MDM	: Mouvement pour la Démocratie à Madagascar
MISONGA	: Managing Information and Strengthening Organizations for Networked Governance Approaches
MONIMA	: Mouvement National pour l'Indépendance de Madagascar
MPE	: Maison du Petit Elevage
MSIS	: Multi Sector Information Service
MTS	: Malagasy Tonga Saina
NTIC	: Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication



ONC	: Organisation Nationale de Coordination
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PFNOSCM	: Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile Malgache
PFPH	: Plate Forme des Personnes Handicapées
PGDI	: Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PRB	: Population Référence Bureau
PREA	: Programme de Reforme pour l'Efficacité de l'Administration
PTF	: Partenaire Technique et Financier
RGPH	: Recensement Général de la Population et l'Habitat
RJDP	: Réseau des Jeunes pour la Démocratie et la Politique
SAVA	: Sambava Antalaha Vohémar Andapa (région)
SC	: Société Civile
SEFAFI	: Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena
SIM	: Syndicat des Industries de Madagascar
SPSS	: Statistical Package for the Social Sciences
TDR	: Termes de Référence
TGV	: Tanora Gasy Vonona
UCM	: Université Catholique de Madagascar
USAID	: United States Agency for International Development
V7V	: Vatovavy Fitovinany
VIF	: Vatsy Iombonana ho amin'ny Fampandrosoana
VMLF	: Vondrona Mira Lenta ho amin'ny Fampandrosoana

## RESUME EXECUTIF

La société civile malgache est considérée comme une des composantes de la société et a contribué dans le développement du pays. Elle est reconnue comme le principal outil permettant aux citoyens de participer à la vie démocratique et socio-économique du pays. Cependant, la société civile n'a pas toujours tous les moyens de jouer et d'assumer pleinement ce rôle. Et même si elle a déployé des efforts considérables dans ce sens, les informations qui permettent d'apprécier l'importance et l'impact de ces efforts et contributions sont encore insuffisantes. Les réelles forces et faiblesses de la société civile et ses besoins en renforcement de capacités sont alors difficilement cernés. La nécessité de disposer des informations et connaissances plus pertinentes à travers une évaluation participative et plus systémique de la société civile malgache faite par les acteurs de la société civile eux-mêmes est devenue presque inévitable.

CIVICUS, l'Alliance mondiale pour la participation citoyenne fondée en 1993 et actuellement constitué par 350 membres répartis dans 110 pays, met en œuvre plusieurs programmes qui suscitent, encouragent et protègent l'action citoyenne dans le monde, plus particulièrement dans les régions où la démocratie participative et la liberté d'association des citoyens sont menacées. Ces programmes visent à développer la capacité des citoyens, et des organisations qu'ils forment, à jouir de leurs droits d'association, d'assemblée et d'expression et de participer pleinement à la vie civique au sein de leur communauté et de leur nation. Parmi ceux-ci, l'Indice de la Société Civile (ISC), un programme de recherche et d'analyse de l'état de la société civile dans le monde a comme principaux objectifs de créer une base de connaissances fiables ainsi que de favoriser l'engagement dans des initiatives visant à renforcer la société civile. En tant qu'outil d'autoévaluation pour la société civile, le projet est mis en application par des partenaires nationaux (des organisations de la société civile). Il combine une variété d'éléments de recherche avec des processus participatifs et consultatifs.

Le PNUD à travers son engagement d'accompagner le développement de Madagascar et de renforcer la société civile malgache, et en particulier par le biais de son programme Droit, Devoir et Cohésion Sociale (DDCS), a pris l'initiative d'appuyer techniquement et de financer la conduite de l'ISC Madagascar. Après une sélection rigoureuse en concert avec Civicus, il a confié au Consortium MSIS-CNPC l'Organisation Nationale de Coordination, la réalisation et coordination opérationnelle de l'étude.

Le projet ISC Madagascar a commencé en Octobre 2010 et comme indiqué dans la méthodologie de Civicus, il a débuté avec la mise en place de toutes les structures de coordination et de pilotage de l'étude. L'Equipe Nationale de l'Indice (ENI) composée par le PNUD et le Consortium MSIS et CNPC a bénéficié d'une formation sur l'application de l'outil par l'équipe de Civicus. Le Comité Consultatif, constitué par 20 personnes dont deux tiers issus des OSC et les restes provenant des autres Organismes étatiques et du secteur privé, ont été mis en place pour à la fois piloter la mise en œuvre de l'étude et appuyer l'ENI en tant qu'ambassadeur de l'ISC auprès des autres OSC et du public.

Le premier sujet traité par ce Comité était de développer une compréhension commune de la Société civile à commencer par la définition même de ce terme à Madagascar. Pour ce faire, la définition de la société civile utilisée par Civicus au niveau mondial comme étant une « **Arène distincte de la famille, de l'Etat ou du marché, créée par des actions individuelles ou collectives, des organisations et des institutions, au bénéfice d'intérêts partagés** », a été prise comme base. En prenant en compte les expériences de Madagascar et les différents cadres légaux en vigueur et notamment suite aux travaux déjà réalisés au sein du PFNOSCM et après des débats fructueux au sein du Comité, les parties prenantes se sont accordées de retirer la société politique (partis politiques) dans l'arène de la société civile. La définition de la société civile utilisée dans le cadre de l'ISC Madagascar est donc devenue « **L'arène, distincte de la famille, de l'État ou du marché, de la société politique, créée par des actions individuelles ou collectives, des organisations et des institutions, au bénéfice d'intérêts partagés** ».

Une fois la définition validée, les façons d'évaluer la société civile selon la méthodologie de Civicus ont été également expliquées et discutées au niveau du Comité Consultatif. Quatre dimensions sont ainsi considérées et évaluées dans le cadre de l'ISC dont :

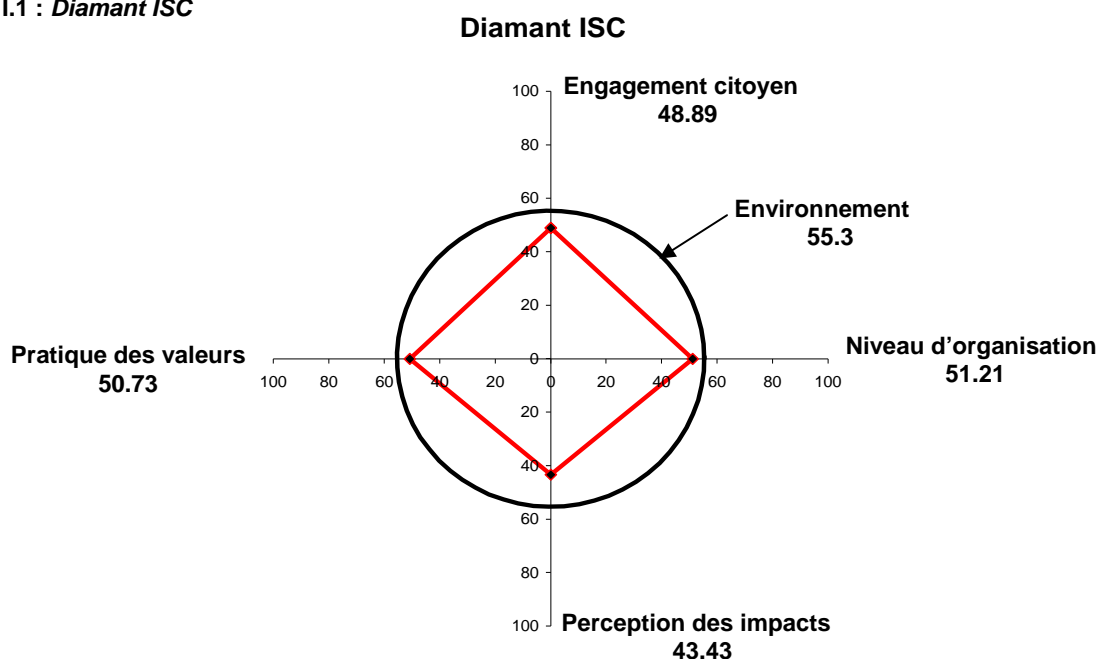
- **Engagement citoyen** : le degré auquel les personnes individuelles s'engagent dans des initiatives sociales ou politiques.
- **Niveau d'organisation** : cette dimension s'intéresse au degré d'institutionnalisation des organisations de la société civile.
- **Pratique des valeurs** : cette dimension analyse les différentes façons de pratiquer les valeurs au sein de la société civile.
- **Perception des impacts** : cette dimension évalue les perceptions internes et externes sur le degré d'impact que peut avoir la société civile.

Ces 4 dimensions sont analysées dans le contexte d'une cinquième dimension appelée **Environnement extérieur**, qui a trait aux conditions socio-économiques, sociopolitiques et socioculturelles dans lesquelles opère la société civile.

Ces dimensions serviront à produire le « **Diamant de la société civile** ». Ce dernier est une représentation des 4 dimensions sur une base de repère orthonormé. Les forces et faiblesses de la société civile sont visualisées à travers ce Diamant obtenu à partir d'un système de scoring adapté sur les indicateurs de chaque dimension ou sous dimension sur une échelle de 0 à 100 (où 0 traduit une situation médiocre et 100 une très bonne situation).

Pour alimenter et expliquer les informations de ce diamant, deux méthodologies de recherche sont combinées : (i) des enquêtes quantitatives (enquêtes auprès de la population et enquêtes auprès des organisations de la société civile) et (ii) des enquêtes qualitatives formées par les enquêtes sur les perceptions extérieures, les groupes focus régionaux et les études de cas pour chaque dimension.

Figure I.1 : *Diamant ISC*



Les zones d'interventions du projet ont été ensuite proposées par le Consortium. Suite à des discussions intenses au niveau du Comité Consultatif et des consultations permanentes avec le PNUD et Civicus, les régions de **SAVA, Boeny, Analamanga, Analanjirifo, Vatovavy Fitovinany et Atsimo Andrefana** ont été choisies et validées comme représentatives de Madagascar pour l'ISC. Trois critères ont motivé ce choix dont l'appartenance aux six Provinces, la concentration des activités des OSC et le niveau de développement économique de chaque région.

Une fois ces régions validées, le Consortium avec l'appui et la validation de l'INSTAT a adapté les méthodologies de recherche de Civicus selon le contexte propre de Madagascar. Les plans d'échantillonnages et les catégorisations des individus et des organisations à enquêter conformément aux trois types d'enquêtes à mener (Enquête auprès de la population, enquête auprès des organisations, enquêtes des perceptions extérieures). Pour bien respecter les structures administrative et démographique, pour chaque région d'intervention, 04 communes ont été choisies dont 02 communes urbaines (la commune chef lieu de région, une commune chef lieu de district, une commune rurale proche et une commune rurale assez éloignée par rapport au chef lieu de région/principal centre urbain).

**Engagement citoyen :** L'engagement des malgaches dans les actions sociales est moyen. Les types d'organisations qui comptent le plus de membres actifs et de bénévoles sont les organisations confessionnelles, les associations familiales et les associations de natifs. Les personnes issues de la classe inférieure sont sous-représentées dans les actions sociales. Quant aux actions politiques, ce sont les femmes qui y sont sous-représentées.

**Niveau d'organisation :** D'après les résultats obtenus, plus de la moitié des organisations enquêtées ont un comité ou conseil de direction, mais le score est biaisé car la loi oblige les organisations formelles à avoir de telles structures. Une majorité d'organisations enquêtées est affiliée à un réseau et se communiquent entre elles. Mais cela ne signifie pas que les organisations affiliées à un réseau / fédération sont plus efficaces. Les personnes qui s'impliquent dans une OSC recherchent souvent des avantages personnels et il y a souvent un déficit de compétences dans les petites organisations, qui sont pourtant les plus nombreuses. Les ressources technologiques sont assez largement accessibles aux OSC, mais beaucoup de localités n'ont toujours pas l'électricité ou ne sont pas couvertes par les réseaux téléphoniques. Moins du dixième de ces organisations ont connu une évolution favorable de leurs finances relativement au précédent exercice. Cet indicateur est fragile pour apprécier la stabilité financière des OSC.

**Pratique des valeurs :** Un peu moins de la moitié des experts et des OSC enquêtées pensent que l'impact de la société civile sur la redevabilité sociale et sur le comportement civique est significatif. L'impact social de la société civile est aussi perçu comme moyenne et les OSC sont plus optimistes que les experts sur ce sujet. Près de 40% des experts et OSC pensent que l'impact politique des OSC est au moins tangible. Les valeurs de confiance, tolérance, esprit civique ne différencient pas vraiment les membres des non membres de la société civile. Enfin, une forte majorité de la population accorde sa confiance aux OSC.

**Perception des impacts :** Un peu moins de la moitié des experts et des OSC enquêtées pensent que l'impact de la société civile sur la redevabilité sociale et sur le comportement civique est significatif. L'impact social de la société civile est aussi perçu comme moyenne et les OSC sont plus optimistes que les experts sur ce sujet. L'impact politique de la société civile est perçu par les organisations comme étant faible. Les experts ont un avis un peu moins pessimiste. Il n'y a pas de différence significative entre membres et non membres de la société civile en matières de confiance, de tolérance et d'esprit civique. Enfin, une forte proportion de personnes fait confiance aux organisations de la société civile.

**Environnement Extérieur :** Le contexte socio-économique est caractérisé par un indice des capacités de base moyen, une corruption endémique, une dette extérieure représentant près du cinquième du revenu national brut. Le contexte sociopolitique est caractérisé par une liberté politique très restreinte, depuis la crise politico-économique de 2009. L'état de droit et les libertés individuelles peuvent être qualifiés de moyenne. L'encadrement légal est plutôt bien perçu par les organisations, tandis que l'efficacité de l'état fait défaut. Le contexte socioculturel peut être résumé par une forte proportion de personnes ayant un esprit civique, une proportion moyenne de personnes tolérantes envers les autres et une faible proportion de personnes faisant naturellement confiance à leurs semblables.

## INTRODUCTION

Ce document présente les résultats provisoires de l'Indice de la Société Civile de Madagascar. L'étude a été conduite sur une année d'octobre 2010 à octobre 2011 avec la coordination générale et technique de Civicus, promoteur de l'approche. Le Consortium MSIS/CNPC a été sélectionné pour mener la mise en œuvre de l'étude avec un soutien et financement du PNUD.

L'ISC est un outil d'évaluation participative des besoins des acteurs de la société civile au niveau de chaque pays. Il a pour objectif de créer une base de connaissances et de susciter des initiatives pour renforcer la société civile. Il est mis en œuvre par et pour les Organisations de la Société Civile. Il implique plusieurs acteurs, notamment, le gouvernement, le secteur privé, les donateurs, les universitaires et le grand public.

La première phase pilote en 2000-2001 a été menée au niveau de 13 pays. Une refonte de la méthodologie a été effectuée en 2002. Puis de 2003-2006, la première phase d'implémentation a été entamée dans environ 50 pays. Une nouvelle révision méthodologique en partenariat avec l'Université de Heidelberg a été faite de 2007-2008. Pour la période de 2008-2010, l'ISC a été mis en œuvre au niveau d'environ 42 pays.

Pour Madagascar, la société civile a toujours contribué dans le développement du pays. Même reconnue et considérée comme un outil permettant aux citoyens de participer à la vie démocratique et socioéconomique du pays, la société civile n'a pas tous les moyens de jouer et d'assumer pleinement ses rôles. De même, les informations permettant d'apprécier la contribution de la société civile sont encore insuffisantes et les besoins en renforcement de capacités ne sont pas suffisamment ciblés. Ces manques ont confirmé la nécessité de conduire l'évaluation de la société civile qui a pour but de :

- générer les informations et connaissances pertinentes sur la société civile
- faire une évaluation participative de l'état actuel de la société civile par les acteurs de la société civile eux-mêmes et ceux des autres sphères (Etat, secteur privé, grand public)

Comme mentionnée dans la méthodologie de Civicus, la mise en œuvre de ce projet a nécessité la mise en place de l'Equipe Nationale de l'Indice composée par le PNUD et le Consortium MSIS et CNPC, puis le Comité Consultatif en tant qu'ambassadeur de l'ISC et enfin l'équipe de CIVICUS qui assure l'assistance et le cadrage technique.

Le démarrage de l'étude ISC a commencé par le lancement officiel du projet à l'échelle nationale et régionale.

Une analyse préliminaire sur les données secondaires existantes sur la société civile a été élaborée par l'ENI. Cette étape a permis de capitaliser les informations qualitatives et quantitatives sur les OSC. Une analyse des forces sociales a été également effectuée afin d'identifier les forces sociales existantes et de les trier selon leur influence au niveau de la société.

Pour mieux approfondir les informations sur la société civile, des enquêtes ont été menées. La méthodologie a été discutée avec les équipes de Civicus et validée auprès de l'INSTAT. Les questionnaires ont été adaptés au contexte malgache. Le Diamant de la Société Civile, résultant de l'analyse des données collectées a été établi et présenté au niveau de chaque région où des groupes focaux ont été mis en place pour les approfondir. Les études de cas menées pour chaque dimension ont servi à apporter des informations qualitatives sur la société civile.

Par ailleurs, il faut noter le fort engagement de tous les acteurs durant le processus de mise en œuvre du projet.

Les retombées positives du projet pouvant être citées sont :

- la clarification du concept de la société civile
- l'acquisition d'informations (qualitatives et quantitatives) pertinentes sur la société civile malgache
- l'identification des forces et faiblesses de la société civile
- l'identification des axes stratégiques pour les interventions futures afin d'améliorer et renforcer la situation de la société civile actuelle
- la situation de la société civile malgache face aux sociétés civiles des autres pays.

Le présent rapport comporte 5 sections :

- o **La section I** : Le programme de l'Indice de la Société Civile et son approche, fournit des informations sur le cadre conceptuel de l'étude, les approches et méthodologies adoptées
- o **La section II** : La société civile à Madagascar, décrit les informations sur le concept de la société civile et l'analyse des forces sociales
- o **La section III** : Analyse de la société civile, fournit l'analyse de la société civile selon les cinq dimensions
- o **La section IV** : Donne des informations sur les Forces et Faiblesses de la société civile
- o **La section V** : Décrit le Plan d'action établi conjointement avec les participants lors de l'Atelier National ainsi que les Principales Recommandations.

# I. LE PROGRAMME DE L'INDICE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET SON APPROCHE

## 1. LE CADRE

CIVICUS est une alliance internationale fondée en 1993 pour susciter, encourager et défendre l'action citoyenne dans le monde, plus particulièrement dans les régions où la démocratie participative et la liberté d'association des citoyens sont menacées.

Le premier jalon de la fondation de CIVICUS a été la décision, en 1991, d'un groupe de leaders de la société civile du monde entier de développer et de soutenir la participation des citoyens dans toutes les régions du monde. Ce groupe de 20 membres s'est constitué en Comité d'orientation ayant pour tâche de matérialiser cette idée en créant une organisation. Ils ont décidé d'étudier la possibilité de créer une alliance internationale d'individus et d'organisations qui pourrait renforcer les institutions de la société civile, défendre la cause de la société civile auprès des décideurs et stimuler le dialogue entre les organisations de la société civile, et entre elles et le secteur non-marchand, le monde des affaires et le secteur public.

CIVICUS, l'Alliance mondiale pour la participation citoyenne, compte autour de 350 membres dans 110 pays. La principale mission de CIVICUS est de renforcer l'action citoyenne et la société civile à travers le monde.

Les programmes de CIVICUS visent à s'assurer de la capacité des citoyens, et des organisations qu'ils forment, à jouir de leurs droits d'association, d'assemblée et d'expression et de participer pleinement à la vie civique au sein de leur communauté et de leur nation. Cinq principaux programmes sont actuellement mis en œuvre :

- Indice de la Société Civile
- Sentinelle de la Société Civile
- Gouvernance participative
- Légitimité, Transparence et Responsabilité
- Réseaux de la société civile

L'ISC est un programme de recherche et d'intervention dont l'objet est d'analyser l'état de la société civile dans le monde. Ceci est fait avec l'objectif de créer une base de connaissances ainsi que de favoriser l'engagement dans des initiatives visant à renforcer la société civile. En tant qu'outil d'autoévaluation pour la société civile, le projet est mis en application par des partenaires nationaux (des organisations de la société civile). Il combine une variété d'éléments de recherche avec des processus participatifs et consultatifs.

L'ISC a été initié en 2000 avec une phase pilote en 2001 suivie d'une première phase d'application entre 2003 et 2006. Actuellement, le programme entre dans une nouvelle phase avec une nouvelle méthodologie et de nouveaux partenaires.

**Tableau I.1:** Liste des pays ayant mis en œuvre l'ISC

1. Albanie	14. Ghana	28. Nicaragua
2. Argentine	15. Italie	29. Niger
3. Arménie	16. Japon	30. Philippines
4. Bahreïn	17. Jordanie	31. Russie
5. Belarus	18. Kazakhstan	32. Serbie
6. Bulgarie	19. Kosovo	33. Slovénie
7. Burkina Faso	20. Liban	34. Corée du Sud
8. Chili	21. Liberia	35. Soudan
9. Croatie	22. Macédoine	36. Togo
10. Chypre	23. Madagascar	37. Turquie
11. Djibouti	24. Mali	38. Ouganda
12. République Démocratique de Congo	25. Malte	39. Ukraine
13. Georgie	26. Mexique	40. Uruguay
	27. Maroc	41. Venezuela
		42. Zambie

Source : CIVICUS

A Madagascar, le projet ISC est exécuté dans le cadre de la mise en œuvre du programme Droit, Devoir et Cohésion Sociale (DDCS) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui a lancé un appel d'offre pour le recrutement d'une organisation pour la « Détermination de l'Indice de la Société Civile à Madagascar ». Le Consortium MSIS-CNPC a été choisi, après une sélection rigoureuse par le PNUD pour conduire l'étude avec l'appui et le cadrage technique de CIVICUS.

L'étude de la société civile à Madagascar a été entreprise du fait que la société civile n'a pas encore pu, jusqu'à maintenant, jouer convenablement son rôle d'interface entre les gouvernants et les gouvernés, et transmettre de manière efficace les aspirations et préférences des citoyens aux pouvoirs publics. De plus, si le concept de la société civile est devenu très populaire dans le pays, on ne sait pas grand-chose sur les sociétés civiles réelles et sur la façon de les renforcer. Le projet se focalise donc sur deux principaux axes dont :

- (i) Évaluation participative des besoins des OSC.
- (ii) Détermination de l'Indice de la Société Civile, un outil permettant de forger une vision systémique de la société civile malgache.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :

- Faire une évaluation participative des besoins des OSC à travers une analyse de cinq principales dimensions que sont : l'engagement civique, le niveau d'organisation, la pratique des valeurs, l'impact perçu et l'environnement externe ;
- Amener tous les acteurs de la société civile (SC) eux-mêmes et les autres partenaires de développement à avoir une compréhension commune de l'état de la société civile et des OSC ;
- Procéder à un diagnostic des OSC en identifiant leurs forces et leurs faiblesses spécifiques dans chacune des principales dimensions de l'indice ISC ;
- Créer une carte visuelle de la société civile qui se focalise sur les relations entre les acteurs de la SC ;
- Tracer le diamant de la société civile de Madagascar en comparaison avec les autres pays utilisant l'ISC ;
- Identifier les secteurs prioritaires de l'intervention de la SC communément acceptées par les différents acteurs de la SC ;
- Etablir une dynamique partenariale à travers des cadres de concertation et à travers la création de réseaux entre OSC elles mêmes et celle du niveau sous régional et international ;
- Elaborer un plan d'action de renforcement de capacités en termes d'axes stratégiques.

Différentes étapes ont été entamées depuis le démarrage du projet en octobre 2010. Les activités correspondantes à la phase préparatoire ont été terminées. Il s'agit de la collecte et l'analyse des données secondaires sur la société civile malgache, l'inventaire des forces sociales existantes, les différentes visites et ateliers d'information à tous les niveaux (national, régional), le lancement officiel du projet avec la mise en place du Comité Consultatif, l'élaboration du Diamant de perception, l'élaboration d'un premier draft de la méthodologie d'enquêtes ainsi que la définition des six régions d'intervention (Cf. Rapport préliminaire du mars 2011).

Le présent document constitue le rapport d'intervention du Consortium MSIS-CNPC pendant la période de « février 2011 à septembre 2011 ». Il contient la définition de la société civile adopté pour Madagascar, la carte de la société civile malgache, l'analyse de la société civile selon les cinq dimensions issues des résultats des enquêtes menées sur le terrain, le tracé du Diamant de la société civile, les forces et faiblesses des OSC, le plan de renforcement des capacités des OSC traduit en axes stratégiques et quelques recommandations pour la suite du processus. Il s'agit du rapport provisoire, second livrable selon le contrat.



## 2. APPROCHE ET METHODOLOGIE

### 2.1. Principes

L'approche utilisée par le Consortium MSIS-CNPC dans la mise en œuvre de ce Projet est basée sur une vision de durabilité. Les principes suivants ont été adoptés afin d'assurer la fiabilité et la pérennité des résultats obtenus.

- **Capitalisation des acquis** : Les expériences acquises ont été valorisées tout au long de ce projet. Les données existantes sur les OSC sont exploitées pour éviter la duplication des efforts et optimiser l'utilisation des ressources. Ne sont collectées que les données manquantes nécessaires aux analyses.
- **Mobilisation sociale/Implication de tous les acteurs** : En cohérence avec les principes de Civicus et pour assurer l'engagement des acteurs concernés, les acteurs à multi niveaux sont activement impliqués pour qu'ils se sentent responsables dans le processus. Ce principe constitue un des facteurs clés de la réussite du projet. Les membres du CC ont été et seront toujours spécialement mobilisés et consultés durant le processus de mise en œuvre du projet. Ils ont toujours été sollicités dans l'identification des organisations et des personnes à enquêter durant les descentes sur terrain et cela a beaucoup facilité les travaux de recherches. Les membres des groupes focaux ont été identifiés au niveau de chaque région d'intervention et ont beaucoup contribué dans l'élaboration des plans de renforcement de la société civile.
- **Equité** : Le projet respecte l'intégration de l'approche genre et l'intégration des groupes vulnérables notamment des femmes, des jeunes, des personnes en situation d'handicap, des personnes âgées,... tant dans l'identification des membres du Comité Consultatif que dans l'identification des participants (personnes et institutions).
- **Représentativité** : Intervention au niveau de 6 régions bien distinctes et présentant différentes caractéristiques en termes de concentration d'organisations de la société civile et de potentiel socio-économique.
- **Communication et partage** : La diffusion des informations constitue un élément critique pour un dialogue public ouvert et transparent, et pour le partage des expériences et des connaissances. Un système adéquat de communication, de partage d'informations et de rapportage pour le suivi du processus est donc mis en place notamment en favorisant un partenariat efficace avec les médias qui ont relayé de manière soutenue les activités.
- **Promotion de groupement** : Dans cette approche, l'émergence et le développement de « groupement de réseaux des organisations de la société civile » sont promus afin de renforcer les échanges et la durabilité des résultats et le suivi.
- **Adaptabilité** : Les outils et les approches sont adaptés au contexte et aux contraintes locales que ce soit en termes de ressources que de potentiel de capacités/compétences.

Outre ces différents principes, le projet ISC a toujours adopté l'approche de recherche-action participative. En effet, contrairement aux recherches classiques, les publics cibles font partie intégrante du projet et collaborent étroitement avec les équipes de chercheurs.

## 2.2. Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel décrit les différents concepts et notions utilisés pour la détermination de l'indice de la Société Civile. Il définit les différentes étapes suivies pour la mise en œuvre de l'étude.

### 2.2.1. Comment définir la société civile ?

Dans le cadre de ce projet, pour nous permettre de définir la société civile malgache, les étapes entamées consistaient à partir de la définition de la société civile proposée par Civicus et ensuite proposer une nouvelle définition si besoin.

Il existe des textes spécifiques régissant chaque type d'organisation composante de la société civile à Madagascar.

- Associations laïques et non confessionnelles : Ordonnance 60 133, portant régime général des associations à Madagascar, son Décret d'Application n° 60-383 du 05 Octobre 1960 et l'ordonnance n° 75-017 modifiant l'ordonnance n° 60-133 du 03 Octobre 1960
- ONG : Loi 96.030 du 14 août 1997 portant régime particulier des ONG à Madagascar et le décret n° 98-711 fixant les modalités de son application
- Fondations : Loi 95.028 du 26 septembre 1995 portant création des fondations à Madagascar et Loi 2004.014 portant refonte du régime des fondations à Madagascar
- Coopératives : Loi 99.004 du 21 avril 1999
- Partis politiques : Loi 002/2009

Malgré l'existence de ce cadre juridique, la notion de la société civile malgache est encore assez floue. La société civile regroupe sous une seule appellation des organisations dont les caractéristiques sont très variées et les intérêts parfois contradictoires. CIVICUS, par leur recherche accentuée sur la société civile a opté pour la définition suivante : **« Arène distincte de la famille, de l'Etat ou du marché, créée par des actions individuelles ou collectives, des organisations et des institutions, au bénéfice d'intérêts partagés ».**

Cette définition a fait l'objet d'une longue discussion lors de l'atelier organisé avec les membres du Comité Consultatif de l'ISC. Cette étape fait d'ailleurs partie du processus initié par Civicus qui consiste à étudier et valider ou modifier le cas échéant la définition de la société civile. La discussion s'est portée essentiellement sur l'appartenance ou non de la société politique dans la société civile. Après une analyse de la mission de la société civile et surtout des expériences propres de Madagascar, les partis politiques ont été exclus de l'arène de la société civile. La vocation affirmée des partis politiques de conquête et d'exercice du pouvoir ne correspond pas forcément à celle de la société civile, de partage d'intérêts communs.

Par ailleurs, les membres du Comité consultatif présents étaient d'accord sur le fait que le secteur privé, considéré comme faisant parti du marché, ne fait pas non plus corps avec les organisations de la société civile, car il est orienté sur la recherche du profit économique. Cependant, il faut noter que l'évolution actuelle de la notion de société civile s'élargit de plus en plus et prend en compte les structures associatives du secteur privé.

Partant de la définition proposée par Civicus, les membres du Comité Consultatif de l'ISC Madagascar ont finalement adopté la définition suivante: **« L'arène, distincte de la famille, de l'État ou du marché, de la société politique, créée par des actions individuelles ou collectives, des organisations et des institutions, au bénéfice d'intérêts partagés ».**

Ainsi, en partant de la liste des catégories proposées par Civicus, à l'exclusion des partis politiques, la liste des catégories suivantes a été validée par le Comité Consultatif.

**Tableau I.2 : Liste des Catégories des OSC**

1. Organisations confessionnelles
2. Syndicats
3. Organisations de femmes
4. Organisations d'étudiants ou de jeunes
5. OSC de développement (par exemple, ONG pour l'alphabétisation, la santé, les services sociaux)
6. OSC de plaidoyer (par exemple, pour l'action citoyenne, la justice sociale, les droits humains, ou les associations de consommateurs)
7. OSC pour la recherche, l'information, l'éducation ou la formation (par exemple, « think thanks », centres de ressources, écoles sans but lucratif)
8. Médias sans but lucratif
9. Associations de marginalisés sur le plan socioéconomique (par exemple, pauvres, sans-abri, sans terre, immigrés, réfugiés)
10. Associations relatives aux services sociaux ou à la santé (par exemple, associations pour la levée de fonds en faveur de la recherche médicale ou les services, associations pour la santé mentale, associations d'handicapés)
11. Autres organismes ou organisations s'occupant de lever des fonds
12. Organisations liées à des corporations ou au secteur des affaires (par exemple, Chambres de commerce, associations professionnelles)
13. Associations communautaires (par exemple, associations de village, de quartier ou de voisinage)
14. Organisations intervenant au niveau d'une communauté (par exemple, sociétés funéraires, groupes d'entraide, associations de peuples autochtones, Waqfs, monastères, associations liées à une mosquée)
15. OSC d'intérêt économique (par exemple, coopératives, organismes de crédit, mutuelles d'épargne)
16. Associations ou organisations ethniques, traditionnelles ou indigènes
17. OSC écologistes
18. OSC pour la culture, les arts ou les loisirs
19. Réseaux, fédérations, ou groupes inter associatif d'OSC

Source : CIVICUS

## **2.2.2. Comment évaluer la société civile ?**

### **Les dimensions considérées**

L'évaluation participative des besoins des organisations de la société civile a pour finalité d'identifier les points forts et les lacunes des organisations existantes en vue d'orienter les renforcements de capacité. C'est dans ce cadre que l'Indice de la société civile se propose d'être un outil permettant de forger une vision systémique de la société civile malgache. Quatre (04) dimensions sont considérées et évaluées :

- **Engagement citoyen** : le degré auquel les personnes individuelles s'engagent dans des initiatives sociales ou politiques. Cette dimension mesure l'étendue, la profondeur et la diversité de l'engagement des citoyens malgaches dans des actions sociales et politiques.

Elle est mesurée à travers 3 sous dimensions chacun pour l'aspect social et pour l'aspect politique.

- **Niveau d'organisation** : cette dimension s'intéresse au degré d'institutionnalisation des organisations de la société civile. Elle est mesurée à travers 6 sous dimensions dont la gouvernance interne, l'architecture, la communication à l'intérieur du secteur, les ressources humaines, les ressources financières et technologiques, les liaisons à l'international. Bref, c'est le développement organisationnel de la société civile dans son ensemble qui est analysé dans cette dimension.
- **Pratique des valeurs** : cette dimension analyse les différentes façons de pratiquer les valeurs au sein de la société civile. Les sous dimensions servant à mesurer cette dimension concernent la prise de décision démocratique, le respect du droit de travail, le code de conduite et la transparence, les standards environnementaux, la perception des valeurs au sein de la société. Ainsi cette dimension analyse à la fois l'évaluation de la praxis interne des valeurs et les valeurs qui caractérisent et représentent l'ensemble de la société civile.
- **Perception des impacts** : cette dimension évalue les perceptions internes et externes sur le degré d'impact que peut avoir la société civile. Les impacts des deux sujets de préoccupation identifiés ensemble avec les membres du Comité Consultatif sur la société civile en général sont analysés. Les impacts sont également analysés sur le comportement et la politique en général.

Ces 4 dimensions sont analysées dans le contexte d'une cinquième dimension appelée **Environnement extérieur**, qui a trait aux conditions socio-économiques, sociopolitiques et socioculturelles dans lesquelles opère la société civile.

Les sous dimensions mentionnées sont alimentées à leur tour par des indicateurs. Le processus de mise en œuvre de l'indice est centré sur la recherche et l'analyse au regard de chacun de ces indicateurs.

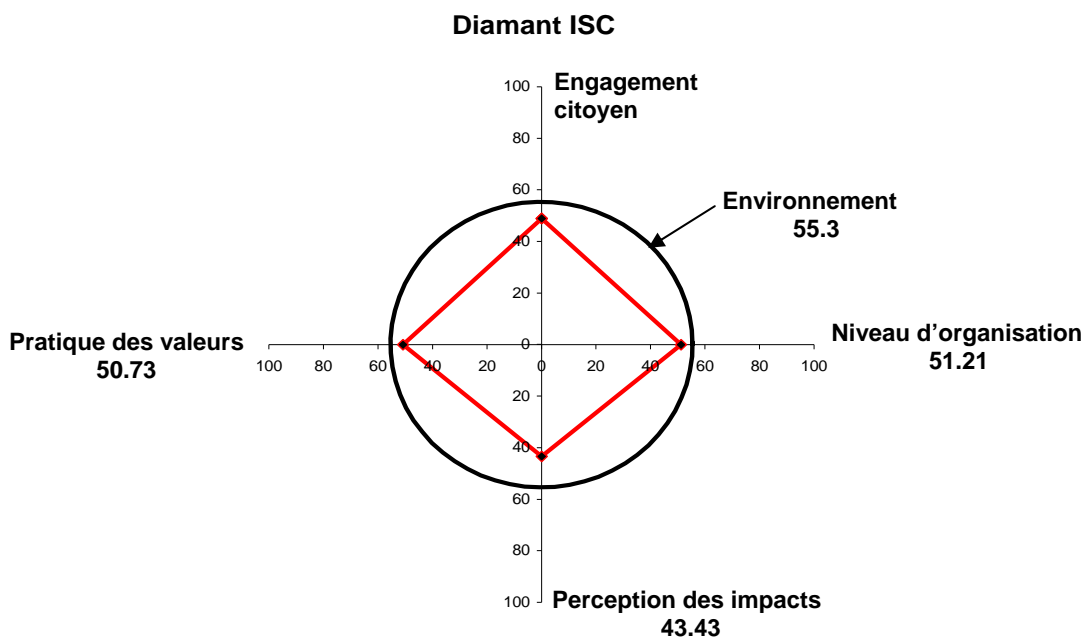
### **Le Diamant de la Société Civile**

Conformément à la méthodologie préconisée par Civicus, les dimensions serviront à produire le « Diamant de la société civile ». Ce dernier est une représentation des 4 dimensions sur une base de repère orthonormé. Les forces et faiblesses de la société civile sont visualisées à travers ce Diamant.

Le Diamant de la société civile est obtenu à partir d'un système de scoring adapté sur les indicateurs. Chaque dimension ou sous dimension est en effet notée sur une échelle de 0 à 100 où 0 traduit une situation médiocre et 100 une très bonne situation.

Les débats générés par le Diamant permettent d'aboutir à l'identification des besoins à intégrer dans le plan de renforcement de capacités de la société civile. En plus d'être un outil permettant de situer l'état de la société civile malgache au niveau national et global, le diamant constituera un outil de plaidoyer pour la société civile et les différentes parties prenantes pour identifier les opportunités d'amélioration et de développement du secteur.

Le Diamant de la société civile est obtenu à partir de la combinaison des données quantitatives collectées sur les organisations de la société civile enquêtées, sur la population cible et auprès des experts ayant une relation étroite avec la société civile mais qui ne font pas partie de la société civile.



### Les Groupes Focaux Régionaux

Les groupes focaux régionaux mis en place au niveau des régions d'intervention ont pour rôle de discuter sur les résultats des enquêtes quantitatives et d'en tirer des conclusions sur les forces, les faiblesses et les défis auxquels est confrontée la société civile en général. La réunion des GFR sert également à identifier les activités à considérer dans le plan de renforcement de capacités de la société civile de la région concernée.



*Membres des GFR dans la région de V7V*

Constitué par des représentants de la société civile de différents horizons et ceux des autres secteurs, les groupes focaux régionaux contribuent à fournir une analyse détaillée de la société civile de leurs régions respectives.

### Les Etudes de cas

Mis à part les données quantitatives, l'évaluation de la société civile intègre également les données qualitatives à travers les études de cas pour chaque dimension. Ces études de cas permettent d'avoir une image plus fine de la société civile en apportant une analyse en profondeur d'un sujet de préoccupation par dimension. Les données qualitatives seront importantes dans la mesure où elles sont cruciales pour la formulation des stratégies politiques et des recommandations pour améliorer la société civile. Elles permettent aux organisations de la société civile d'accomplir une analyse détaillée et systématique des questions spécifiques, ou d'aspects qui ne pourraient pas être capturés adéquatement par les données quantitatives.

Le choix des sujets à traiter a été effectué d'une manière participative. Les sujets retenus avec les membres du Comité Consultatif sont montrés dans le tableau suivant :

**Tableau I.3 : Sujets pour les études de cas**

Dimension	Sujet retenu pour l'étude de cas
1. Engagement citoyen	Volontariat
2. Niveau d'organisation	La structuration de la SC selon les zones d'implantation, secteurs, populations cibles, ....
3. Pratique des valeurs	Obligation de rendre compte (en interne et à l'extérieur des OSC)
4. Perception des impacts	Influence des OSC dans la prise de décision en matière de politique publique (local, régional, national)
5. Environnement	Cadre juridique des OSC

Source : Atelier CC, 2010

Le Consortium MSIS CNPC a sollicité la collaboration de différentes institutions supérieures pour la mise en œuvre des études de cas. Chaque sujet a été également réparti sur l'ensemble des zones d'intervention.

**Tableau I.4 : Répartition des études de cas par région et par institution**

Dimension	Sujet retenu pour l'étude de cas	Région	Institution Responsable
1. Engagement citoyen	Volontariat	Vatovavy Fitovinany	Institut Supérieur de Travail Social (ISTS)
2. Niveau d'organisation	La structuration de la SC selon les zones d'implantation, secteurs, populations cibles, ....	Analanjirifo Analamanga	Centre de Recherche et d'Appui au Développement Communautaire (CRADEC)
3. Pratique des valeurs	Obligation de rendre compte (en interne et à l'extérieur des OSC)	Atsimo Andrefana	Institut Supérieur de Travail Social (ISTS)
4. Perception des impacts	Influence des OSC dans la prise de décision en matière de politique publique (local, régional, national)	Boeny	Département Economie – Université Antananarivo
5. Environnement	Cadre juridique des OSC	Sava, Analamanga	Département Droit – Université Catholique de Madagascar (UCM)

Chaque institution supérieure a fourni une équipe de chercheurs composée d'un encadreur pédagogique et de deux étudiants chercheurs de niveau maîtrise. L'encadrement technique est assuré par le Consortium.

## 2.3. Méthodologie de recherche

Comme la mise en œuvre de l'indice de la société civile repose sur des données, en se basant sur la méthodologie proposée par CIVICUS, une méthodologie adéquate a été élaborée par l'ENI avec l'appui de l'INSTAT, l'institut de référence à Madagascar en matière de collecte de données.

### 2.3.1. Description de la méthodologie

#### a. Choix des zones d'intervention

Pour l'échantillonnage des zones d'enquête, le processus comporte deux niveaux à savoir les régions et les communes. Le niveau principal pour l'échantillonnage reste la région mais dans le but de ne pas éparpiller l'échantillon pour plus d'opérationnalité, un dernier niveau d'échantillonnage des communes est fait à l'intérieur de chaque région échantillon étant donné qu'une région reste assez vaste en termes de superficie, ce qui impliquera des difficultés majeurs en termes de gestion des quotas au niveau de l'enquête auprès des individus. Il convient de noter que la méthode reste les unités-types à tous les niveaux d'échantillonnage.

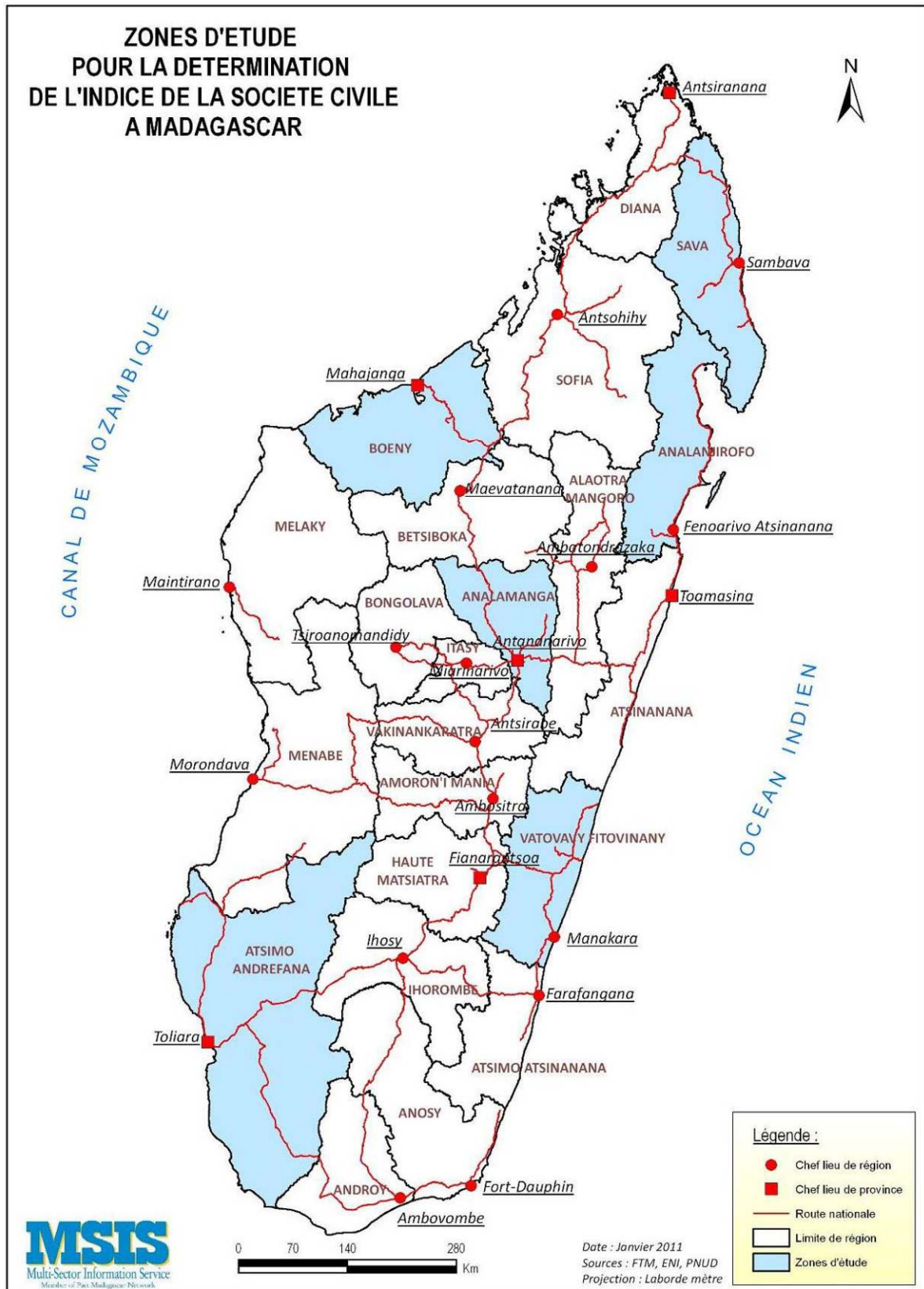
Madagascar comporte 22 régions. Et pour la stratification des ces régions, trois critères ont été choisis : la province d'appartenance, le niveau de pauvreté et le degré d'activité des OSC. La principale variable d'intérêt de l'enquête population étant la participation citoyenne aux activités des OSC, il est clair que ces critères sont parfaitement corrélés à cette variable d'intérêt. Il existe à Madagascar six ex provinces. A partir du niveau de pauvreté, trois groupes de régions sont constitués (les moins pauvres, les moyennement pauvres et les très pauvres). A partir du degré d'intervention des OSC, quatre groupes de régions peuvent être constitué (à très forte intervention, à forte intervention, à intervention moyenne, à faible intervention). L'application de la méthode de l'unité type impose donc qu'il faut choisir au moins six (6) régions après croisement des ces trois critères.

Pour les communes, deux cas sont à distinguer : les communes urbaines et les communes rurales. Etant donné que le niveau de participation citoyenne dépend plus du degré de développement des communes, deux groupes de communes urbaines ont été considérés; les chefs lieux de région qui s'apparentent plus à un grand centre urbain et les autres chefs lieux de district de la région qui sont plus des centres urbains secondaires. Pour les communes rurales, il est clair que son niveau de développement dépend de son éloignement et de son enclavement. Deux groupes de communes rurales ont été également adoptés; les communes rurales proches du chef lieu de région et les communes rurales éloignées. Ainsi, l'application de la méthode de l'unité type implique de choisir au sein d'une région quatre (4) communes : deux communes urbaines (le chef lieu de région et un chef lieu de district) et deux communes rurales (une commune rurale proche et une commune rurale éloignée).

Ainsi, comme résultats de l'échantillonnage des zones d'enquête, 6 régions ont été choisies parmi les 22 régions de Madagascar pour la réalisation de l'enquête population du projet ISC. Le choix (non aléatoire) de ces régions a été dicté par la volonté de représenter toutes les provinces de Madagascar. Le Comité Consultatif a été impliqué dans la validation du choix de ces régions.

Les 6 régions retenues pour la réalisation des enquêtes représentent différents degrés de richesse / pauvreté. **Analamanga** qui est la région de la capitale et **Boeny** sont classées parmi les régions « moins pauvres » ; **Sava** constitue une région moyennement pauvre avec l'existence de revenus issus des cultures de rente. Les régions très pauvres sont représentées par **Vatovavy Fitovinany**, **Analanjirifo**, **Atsimo Andrefana**. Parallèlement les 6 régions représentent aussi des degrés de concentration différents en termes d'interventions d'OSC (cf. tableau ci-dessous). En termes de disposition géographique, ces 6 régions sont bien réparties avec (cf. carte ci-dessous) la région Analamanga représentant le plateau central des hautes terres centrales, Boeny pour l'ouest, Atsimo Andrefana pour le sud-ouest, Vatovavy Fitovinany représente le sud-est, Analanjirifo pour l'est, et enfin, SAVA pour le nord.

**ZONES D'ETUDE  
POUR LA DETERMINATION  
DE L'INDICE DE LA SOCIETE CIVILE  
A MADAGASCAR**





Pour les communes, la mise en œuvre des choix a abouti aux résultats présentés par le tableau suivant qui montre les quatre (4) Communes échantillons par région échantillon.

**Tableau I.5 : Les Communes à enquêter**

Région	Chef lieu de Région	Commune chef lieu de District	Commune proche	Commune éloignée
Sava	Sambava	Antalaha	Daraina	Marovato
Boeny	Mahajanga	Marovoay	Katsepy	Ambondromamy
Atsimo Andrefana	Toliary	Betioky	Anakao Toliary II	Ejeda Ampanihy
Analanjirifo	Fenoarivo Atsinanana	Soanierana Ivongo	Vohipeno	Sahatavy
Analamanga	Antananarivo	Manjakandriana	Ambalavao Atsimondrano	Mangamila
Vatovavy Fitovinany	Manakara	Mananjary	Marofarihy	Ranomafana Ifanadiana

Source : INSTAT, EPM, 2010, ENI

### **b. Plan d'échantillonnage de l'enquête auprès de la population**

L'univers de l'enquête est constitué par les individus susceptibles de participer à des activités d'une OSC sur le territoire malgache. Les individus à considérer doivent donc présenter une certaine maturité vis-à-vis des activités sociales et associatives. Dans ce cadre, nous fixons l'âge minimum des individus à considérer à 15 ans. Ainsi, la population de l'enquête est constituée par les individus de 15 ans et plus résident sur le territoire malgache.

Du fait de l'inexistence d'une base de sondage pour la population cible, la méthode d'échantillonnage adoptée pour l'enquête auprès de la population est de type empirique. En fait, ce choix permet d'optimiser l'opération en sachant que l'enquête ISC auprès de la population est une enquête d'opinion. Donc, il s'agit d'une enquête de type léger. L'adoption des techniques classiques d'enquête auprès des ménages ne fera qu'alourdir l'opération au risque de n'obtenir que des gains de résultat non significatifs. La méthode adoptée étant empirique et basée sur des choix raisonnés, l'échantillon sera une image réduite et fidèle de la population d'enquête.

Etant donné que le territoire malgache est très vaste, dans le but d'optimiser une fois de plus l'opération sur l'enquête population, nous adoptons un sondage à deux degrés basé sur des méthodes empiriques. Au premier degré, il s'agit de choisir les zones géographiques d'enquête et au deuxième degré, les individus de 15 ans et plus à enquêter vont être échantillonnés. Cette approche permet de ne pas éparpiller l'échantillon.

Au premier degré, l'échantillonnage des zones géographiques est basé sur la méthode des « unités-types ». Cette technique consiste dans un premier temps à stratifier les unités d'enquête de façon à obtenir des groupes dont chacun est constitué par des unités homogènes. Après cela, il est question de choisir une unité d'enquête la plus représentative pour chaque groupe. Les critères de stratification choisis sont en relation avec les variables d'intérêt de l'enquête.

Au deuxième degré, le choix des individus à enquêter est fait selon la méthode des quotas croisés avec des critères de quotas qui sont aussi liés positivement aux variables d'intérêt de l'enquête. Cette méthode consiste à imposer à l'échantillon d'avoir la même structure que la population mère suivant certains critères qui déterminent par la suite les quotas à respecter pour l'enquête.

Il convient de noter que ce plan d'échantillonnage offre l'avantage de son opérationnalité en l'absence de base de sondage valable tout en optimisant l'enquête elle-même. Pour évaluer la précision des enquêtes selon la méthode de quotas, il est d'usage de prendre comme référence le cas de l'utilisation d'un plan de Sondage Aléatoire Simple (SAS). Ainsi pour cette taille d'échantillon de 1 800 individus de 15 ans et plus enquêtés, on s'attend à une précision absolue de l'ordre de (+/-) 2,36% pour l'estimation d'une proportion dont la valeur réelle est fixée à 50%, au seuil de confiance de 95%.

### 2.3.2. La collecte de données

Une formation des enquêteurs et superviseurs d'enquête a été effectuée avant la descente sur terrain proprement dite. Les enquêteurs ont été recrutés localement afin de faciliter leurs interventions au niveau des régions.

Pour un meilleur déroulement des travaux de collecte, les enquêtes auprès de la population ont été confiées aux enquêteurs tandis que les enquêtes auprès des organisations et celles sur les perceptions extérieures ont été effectuées par les superviseurs d'enquête issus du Consortium MSIS-CNPC.

#### a. Enquête auprès de la population

Pour la mise en œuvre de la méthode des quotas pour l'échantillonnage des individus, les variables de contrôle utilisées sont le sexe, le milieu d'habitation, le niveau d'étude et la classe d'âge. Le choix de ces variables de contrôle est jugé pertinent car elles sont susceptibles d'être bien corrélées avec les indicateurs qu'on désire renseigner.



Interview d'une personne de plus de 45 ans – région SAVA

La taille initiale de l'échantillon est de 1800 individus. Mais suite aux nettoyages et redressements effectués, la taille est ramenée à 1777. La cause de ces ajustements tient du fait que les enquêteurs ont eu du mal à identifier des personnes sans instructions en milieu urbain ainsi que d'identifier des personnes avec un niveau d'étude universitaire en milieu rural. Conséquemment, certains quotas se trouvaient surreprésentés et d'autres sous-représentés. Ce qui a motivé les ajustements effectués. Finalement, l'échantillon utilisé s'écarte très peu (écarts de moins de 0,5% pour chacune des variables de quotas).

Tableau I.6 : Répartition des Effectifs enquêtés suivant les régions échantillonnées

Région échantillon	Quotas prévus en %	Quotas réels en %	Effectifs
Analamanga	26,8	27,07	481
Vatovavy Fitovinany	21	20,82	370
Analanjorofo	15,8	15,7	279
Boeny	12	11,87	211
Atsimo Andrefana	16,1	15,98	284
SAVA	8,4	8,55	152
Total	100	100	1777

Source : ONC

Tableau I.7 : Répartition des effectifs suivant le sexe, la classe d'âge, le milieu d'habitation et le niveau d'étude

Critères	Modalités	Poids prévus en %	Poids réels en %
Genre	Hommes	49,10%	48,79%
	Femmes	50,90%	51,21%
	Total	100,00%	100,00%
Milieu	Urbain	22,30%	21,72%
	Rural	77,70%	78,28%
	Total	100,00%	100,00%
Age	15 à 25 ans	34,30%	33,73%
	25 à 45 ans	41,20%	41,55%
	+ de 45 ans	24,5%	24,72%
	Total	100,0%	100,00%

Critères	Modalités	Poids prévus en %	Poids réels en %
Niveau d'instruction	Sans Instruction	31,2%	31,34%
	Primaire	50,6%	50,90%
	Secondaire	14,9%	14,86%
	Supérieur	3,2%	2,87%
	Total	100,0%	100,00%

Source : INSTAT/EPM 2010, ENI

## **b. Enquête auprès des Organisations**

L'enquête auprès des organisations de la société civile s'est effectuée dans les mêmes régions que celles de l'enquête population. La méthode de tirage de l'échantillon est une méthode empirique visant à représenter les différents types d'organisations de la société civile (OSC) présents dans chaque région/commune où les enquêtes ont été effectuées.

Il a été projeté environ 25 organisations par région dans les cinq autres régions autres que celle de la capitale et un nombre plus important dans la région Analamanga, où les OSC sont concentrées. Finalement, plus d'organisations que prévues ont été enquêtées dans la région Analamanga car une partie des enquêtes y a été effectuée par correspondance. Pour les autres régions, les effectifs prévus n'ont pas toujours été atteints pour cause de contrainte de terrain et de temps.

La répartition géographique de l'échantillon est donnée par le tableau ci-dessous :

**Tableau I.8** : Répartition des effectifs de l'échantillon Organisations par région

Région	Effectifs prévus	Effectifs réalisés
ANALAMANGA	63	82
ANALANJIROFO	25	15
ATSIMO ANDREFANA	25	25
BOENY	25	20
SAVA	25	22
VATOVAVY FITOVINANY	25	19
<b>TOTAL</b>	<b>183</b>	<b>100</b>

Source : ENI

## **c. Enquête sur les perceptions extérieures**

Les enquêtes de perceptions extérieures ont été effectuées auprès de personnes connaissant bien la société civile malgache, mais n'y appartiennent pas. Les personnes enquêtées sont issues des six régions précédemment décrites. Par ailleurs, différents profils de personnes ont été inclus dans l'échantillon, tels que les représentants du pouvoir, les universitaires, les journalistes, les représentants du secteur privé, etc.

**Tableau I.9** : Répartition des effectifs de l'échantillon Perceptions extérieures par région

Types de Répondants	Effectifs
Pouvoir exécutif	13
Pouvoir législatif (Parlement)	2
Pouvoir judiciaire (Cour suprême, Conseil constitutionnel, etc.)	4
Secteur privé	5
Médias	6
Universités	3
Organisation gouvernementale internationale	2
Agence de donateur	3
Autre	8
<b>TOTAL</b>	<b>44</b>

### 2.3.3. Le traitement des données

Les données utilisées pour le calcul du diamant ont été saisies et traitées avec le logiciel SPSS17.

La saisie des données a été effectuée à partir de masques mis à disposition par Civicus. Ces masques ont subi quelques ajouts de variables en vue de prendre en compte certaines informations collectées, qui sont spécifiques pour Madagascar.

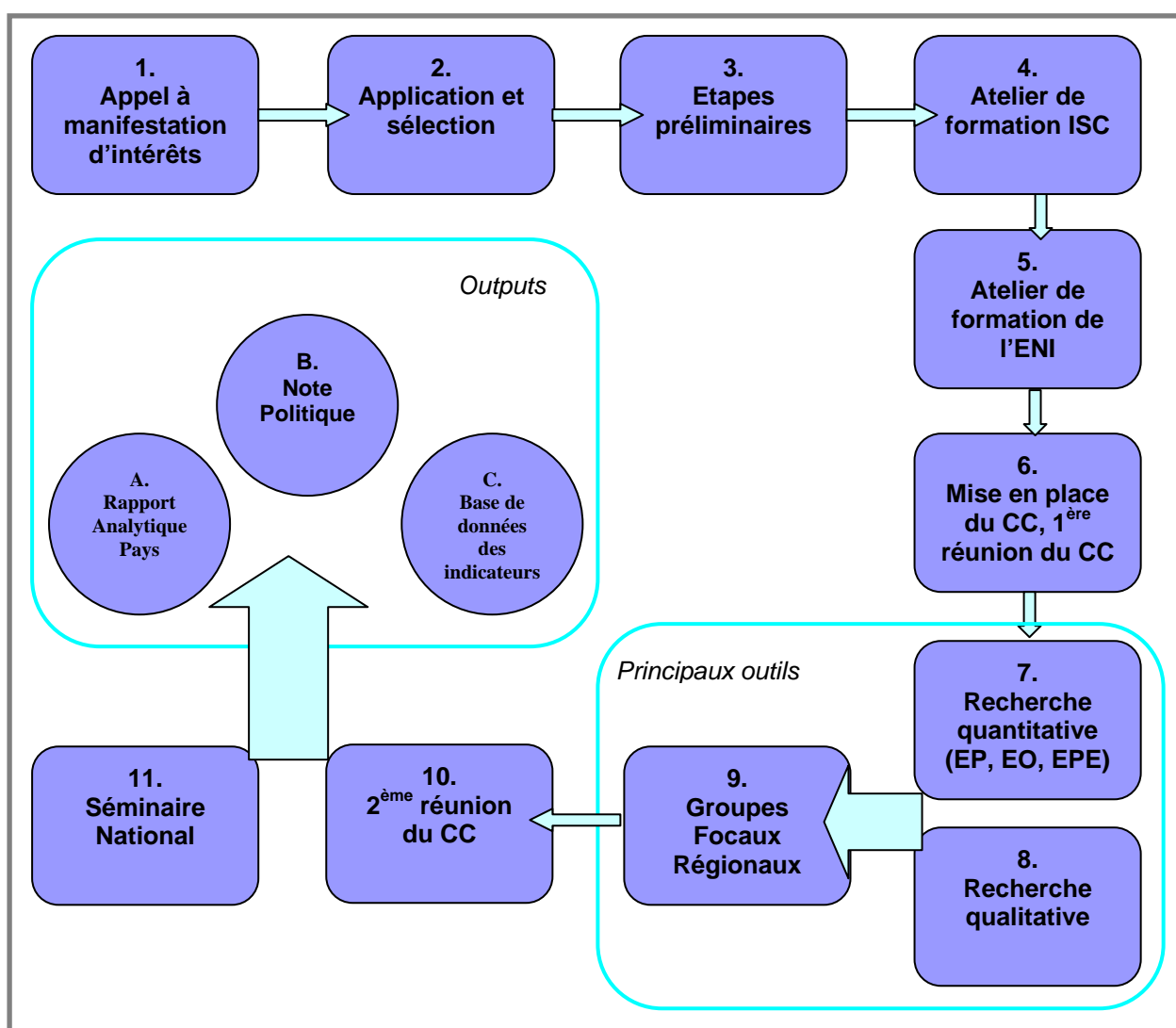
Quant aux traitements, ce sont les syntaxes d'analyse préparés par Civicus qui ont été utilisés, de façon à respecter les méthodes de calcul des indicateurs du Diamant.

Par la suite, les données obtenues ont été intégrées dans la matrice élaborée par Civicus en vue de produire le Diamant de la société civile.

## 3. IMPLEMENTATION DE L'ISC

Plusieurs activités sont mises en œuvre par l'ISC. La figure ci-après résume les différentes phases suivies ainsi que les différentes structures établies pour l'implémentation.

Figure I.2 : *Processus de mise en œuvre de l'ISC*



Les principaux outils et les éléments de mise en œuvre de l'ISC comprennent :

- Différentes enquêtes comprenant : (i) Enquête auprès de la population dont 1777 individus répartis sur les six régions, (ii) Enquête auprès des Organisations au nombre de 183, (iii) Enquête sur les perceptions extérieures impliquant plusieurs experts.
- Cinq études de cas dont une étude de cas par dimension, toujours menée au niveau des six régions (cf Annexe 5 Résumé des études de cas)
- Les réunions avec le Comité Consultatif permettant de guider la mise en œuvre du processus ISC
- Six Groupes Focaux Régionaux où près de 120 personnes ont pu s'échanger sur l'état de la société civile

Suite à ces différentes recherches en profondeur, les résultats ont été présentés et débattus lors du Séminaire National réunissant plusieurs acteurs de tous les secteurs (public, privé, société civile). Ce Séminaire a permis de discuter et d'élaborer des stratégies d'actions.

## II. LA SOCIÉTÉ CIVILE A MADAGASCAR

### 1. CONCEPT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le concept de la société civile a toujours existé à Madagascar quoiqu'il n'ait pas été toujours clair pour l'ensemble de la population.

**Tableau II.1 : 1** *Quelques informations sur Madagascar*

<b>Superficie</b> : 592 000km <sup>2</sup>
<b>Capitale</b> : Antananarivo
<b>Population</b> : plus de 20 millions <sup>1</sup> d'individus, dont plus de 20% est âgée de 5ans ou moins et 49% a 15 ans ou moins
<b>Densité de la population</b> : 37.3 habitants/km <sup>2</sup>
<b>Monnaie</b> : Ariary
<b>Langue officielle</b> : Malagasy
<b>Taux d'alphabétisation</b> : 71.4%
<b>PIB par habitant</b> (en dollar US): 900\$
<b>Espérance de vie à la naissance</b> : 61.2 ans
<b>Indice de pauvreté multidimensionnelle</b> : 0.413
<b>Indice de développement humain</b> : 0.435 (rang = 135)
<b>Pourcentage de femmes au parlement</b> (2008) : 7.9%

*Source* : EPM 2010/INSTAT, PRB 2010, Rapport sur le Développement Humain Durable 2010/PNUD

Le Fokonolona est la première forme de la société civile malgache. C'est une organisation communautaire sous-tendue par la culture du Fihavanana et qui a traversé tous les temps de l'histoire de la vie associative à Madagascar. La résolution de problèmes particuliers se faisait dans le cadre du Fokonolona: l'organisation collective du travail, les achats collectifs, le règlement de conflits, la gestion de périmètre villageois.

A la veille de l'Indépendance, les premières associations malgaches étaient des associations chrétiennes au sein de l'église. « FIFANAMPIANA MALAGASY » fut la première association à lutter pour la libération des condamnés suite aux événements de 1947.

A partir de l'Indépendance en 1960, date à laquelle l'Ordonnance 60-133 portant régime général des associations est rédigée, l'idée d'une organisation de producteurs commence à se développer. Le changement d'orientation des politiques de développement de 1975 s'est traduit par la mise en place des coopératives dont la charte obligeait toute forme d'organisation paysanne à se transformer en coopérative socialiste.

L'Etat s'est affaibli dans son rôle de fournisseurs de services publics et s'est engagé dans un processus de décentralisation politique et administrative. Cette situation a permis la création de nombreuses organisations de la société civile intervenant dans différents domaines, entre autres : éducation et santé, de même que leur participation aux processus d'élaboration et de mise en œuvre de projets de développement.

Les années 1979-82 ont vu émerger toute une floraison d'organisations sociales, économiques, caritatives et religieuses qui se sont substituées à l'Etat et/ou complétées les actions de celui-ci dans plusieurs domaines. Depuis le milieu des années 80, un certain nombre d'organisations ont été mises en place grâce à l'action des églises (FIKRIFAMA, SAFAFI), des projets de développement, des structures publiques et para publiques, des ONG et du secteur privé. Cette émergence d'associations est favorisée par le développement de partenariats décentralisés bailleurs - OSC, soit par l'octroi de financements à des ONG du Nord chargées d'intervenir avec des organisations malgaches ; soit par financement direct aux communes et OSC du milieu rural.

<sup>1</sup> Ceci est en cohérence avec les estimations de la cartographie du RGPH3

La politique d'ajustement structurel et les politiques de désengagement de l'Etat dans les années 80, ont provoqué un véritable essor du monde associatif et l'émergence de la société civile sous sa forme actuelle.

Au début des années 90, les organisations professionnelles du secteur privé commençaient à se structurer, de mieux en mieux au niveau national et régional, afin de lutter pour la reprise en main de l'économie détenue par l'Etat.

« La foire des ONG », a été organisée pour la première fois par Pact Madagascar et Friedrich Ebert Stiftung (FES) en 1997 et a rassemblé l'ensemble des initiatives non étatiques avec des conférences et des stands d'exposition. C'est à partir de là qu'a germé le premier projet de plate forme nationale dénommée « Vahinala » mais qui n'avait pas abouti suite à une dissension interne.

Depuis 1997 également, la Conférence des Travailleurs Malgaches, une plate forme de concertation des syndicats malgaches, essaie de dynamiser et de développer le mouvement syndical.

Créé en 1979, le Conseil Œcuménique des Eglises de Madagascar (FFKM), une organisation confessionnelle a joué, en 1991 et en 2002, un rôle important dans la résolution de crise politique à Madagascar. C'est une des particularités des mouvements de la société civile malgache.

Le 23 Juin 2000, l'Accord de Cotonou a été signé entre l'Union Européenne et les 77 pays ACP pour une période de 20 ans révisable tous les 5 ans. Il comprend entre autres, la nécessaire participation des Acteurs Non Etatiques, dont la Société Civile, à tous les niveaux du processus de développement : depuis la définition des politiques jusqu'à la mise en œuvre de projets et programmes. On peut dire que c'est une ère nouvelle qui commençait pour la société civile malgache.

En 2003 une prise de contact entre organisation de la société civile et la Fondation Friedrich Ebert a eu lieu dans le but de mettre en place une nouvelle plate forme de la société civile. Des ateliers inter – régionaux ont été tenus, clôturés par un atelier national où une convention nationale des OSCM pour la mise en place de la Plate forme Nationale de la Société Civile et une Charte Commune de la Société Civile ont été adoptées en juin 2005 par 450 délégués des 22 régions et 6 provinces de Madagascar.

En 2004, la Société Civile a été impliquée dans l'élaboration du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) par le Secrétariat Technique de l'Ajustement (STA).

Les évènements successifs survenus au Pays ont fait prendre conscience de la nécessité de plus de démocratie et de transparence dans la gestion des affaires publiques.

En Mai 2005, un Groupe de lancement composé de la Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile, la Confédération Nationale des Plates-formes des Droits Humains, du Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité, du Programme MISONGA, de l' USAID, du PNUD, du PGDI, de la FES, du Ministère de la Population, la Primature et la Direction de la Bonne Gouvernance auprès de la Présidence a préparé sa mise en place.

Le 18 Octobre 2007, le processus arrive à maturité et les personnes élues se sont structurées en association régie par l'ordonnance 60-133 du 03 octobre 1960 portant régime général des associations afin de circonscrire leurs actions dans un cadre formel.

La composante Participation Citoyenne est désormais reconnue comme l'un des trois piliers de la Bonne Gouvernance avec l'Efficacité de l'Etat et l'Intégrité de l'Etat dans le processus de décentralisation initié à Madagascar.

La promotion de la bonne gouvernance et la lutte pour la réduction de la pauvreté requiert une société civile structurée, crédible, jouant un rôle fort dans la conception, la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques publiques locale, régionale et nationale.

Les réflexions d'un groupe d'ONG internationales ont montré la nécessité de développer des procédures et des instruments innovants et performants pour le financement des OSC. Le groupe a lancé une étude pour création d'un basket fund destiné au renforcement de capacité

de la société civile malgache pour son implication dans le développement et la lutte contre la pauvreté.

Actuellement, un consortium constitué de cinq entités, PFNOSCM – CITE – CNPC – Aide et Action – Gret, pilote la mise en place de ce Basket fund, baptisé « VIF » (Vatsy lombonana ho amin'ny Fampandrosoana) suivant un modèle de statut fédératif.

## **2. ANALYSE DES FORCES SOCIALES ET CARTOGRAPHIE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

La cartographie de la société civile consiste à situer la société civile dans le cadre plus vaste des acteurs de la société à Madagascar. Elle permet de voir comment se présente la société civile malgache ? Quelles sont ses relations avec les autres acteurs clés de la société dans son ensemble ?

Les données sur les forces sociales ont été recensées. Une étude des forces sociales a été élaborée par l'ONC à l'issue de laquelle un classement des forces existantes a été effectué.

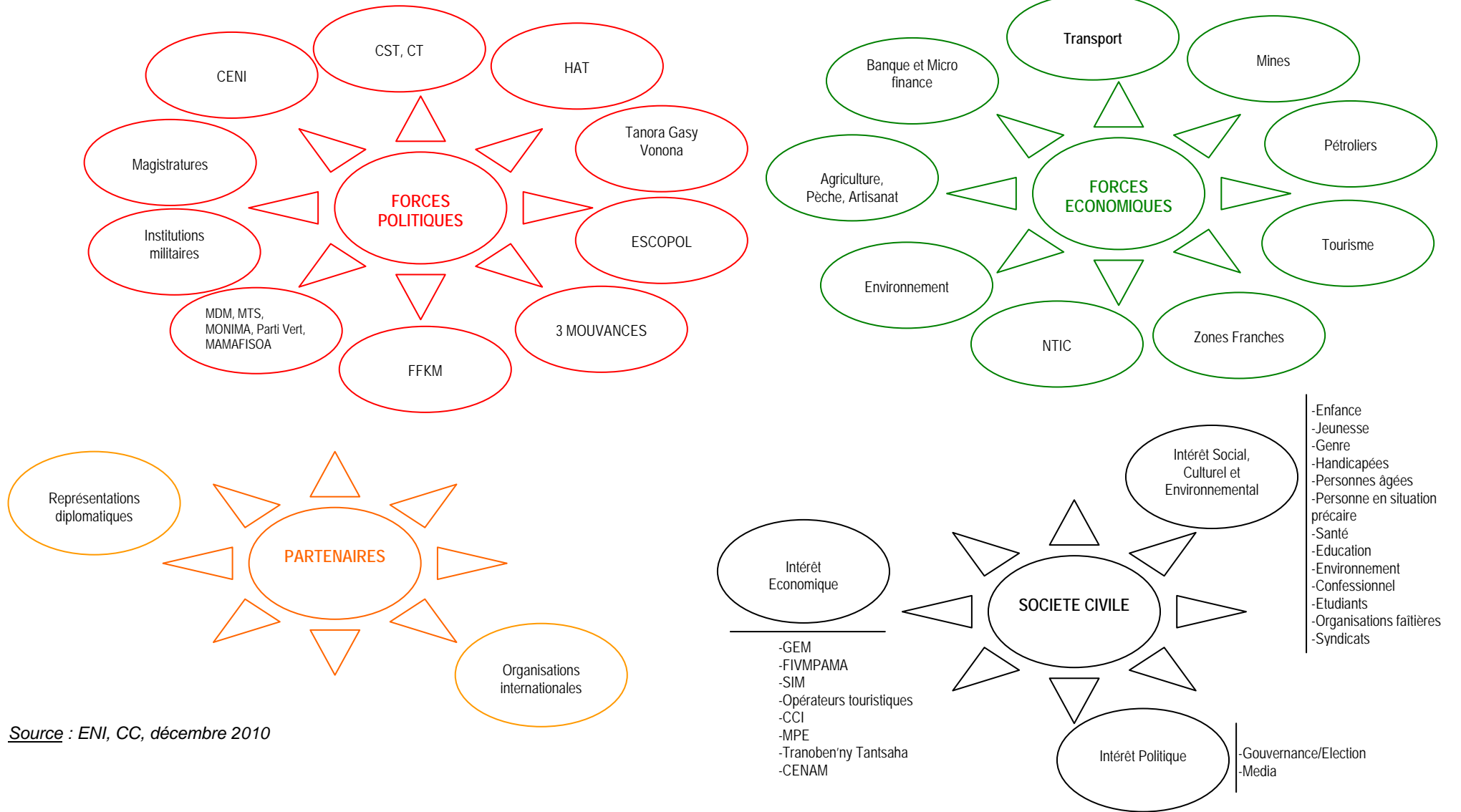
Il est à noter que cet exercice n'est pas destiné à porter des jugements de valeur mais seulement à répertorier les forces sociales clés. La liste élaborée par l'ONC n'est pas exhaustive mais elle contient seulement les acteurs que l'ONC a considéré comme important.

Deux cartes ont été tracées de façon participative avec les membres du Comité Consultatif. La première est la carte de la société civile en général et la deuxième est celle de la société civile en particulier. La société malgache en général est composée de quatre grands secteurs classés ici par ordre d'importance dans lesquels évoluent respectivement les acteurs : l'Etat, le Secteur privé, la Société Civile et les Partenaires en développement.

Toutes les forces sociales inventoriées ont été triées suivant l'influence que ces acteurs ont sur la société. Le tri s'est fait suivant les quatre degrés d'influence préconisés par Civicus (très influent, influent, plutôt influent et peu influent). Il est à noter que la notion d'influence est fonction de la force pouvant apporter ou bloquer des changements (socio-économiques et politiques) au moment du classement.

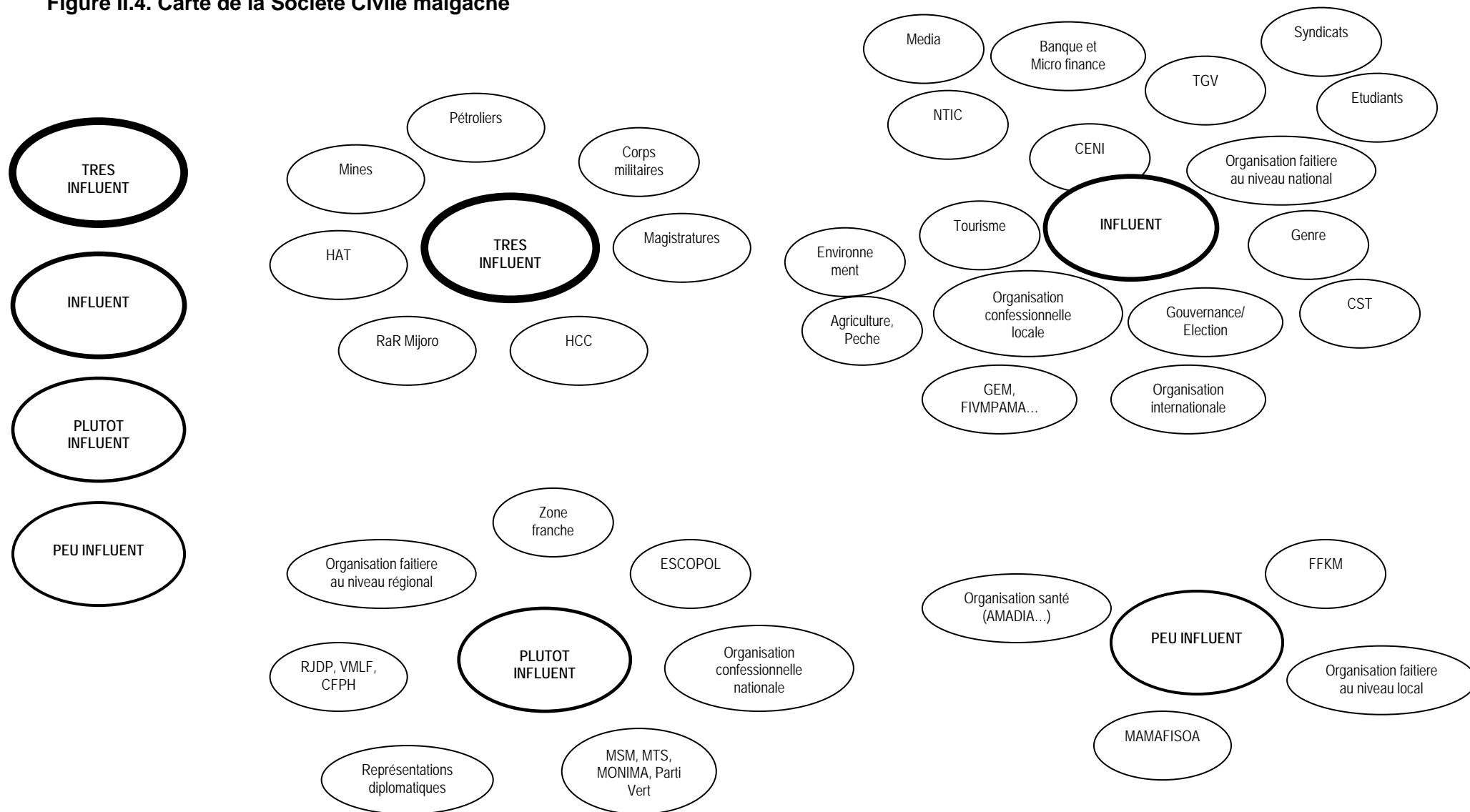


**Figure II. 3. Carte de la Société malgache**



Source : ENI, CC, décembre 2010

**Figure II.4. Carte de la Société Civile malgache**



Source : ENI, CC, décembre 2010

### III. ANALYSE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les informations et les données collectées au cours du projet sont présentées dans cette section. L'analyse porte essentiellement sur les dimensions, les sous dimensions et les indicateurs qui les alimentent. Chaque indicateur mesure ce qui est considéré comme un aspect spécifique important de l'état de la société civile.

Cette section est divisée en 5 parties conformément au cadre analytique de l'Indice et en référence aux cinq dimensions, dont l'Engagement citoyen, le niveau d'organisation, la pratique des valeurs, la perception des impacts, l'environnement extérieur. Elle présente et intègre les principaux résultats des trois enquêtes menées pour alimenter l'indice de la société civile.

Les résultats des trois enquêtes sont présentés suivant les dimensions retenues pour la détermination de l'indice de la société civile.

#### 1. ENGAGEMENT CITOYEN

La dimension « engagement citoyen » mesure l'étendue, la profondeur et la diversité de l'engagement des citoyens malgaches dans des actions sociales et politiques. L'étendue de l'engagement fait référence à l'importance des personnes qui s'engagent comme membres actifs ou comme bénévoles dans les organisations à vocation sociale et celles d'intérêt politique. La profondeur de l'engagement fait référence à l'importance relative de personnes qui sont plus actives dans leur engagement social ou politique. Enfin la diversité de l'engagement fait référence à la représentation de différents groupes sociaux (tels que les ruraux ou les personnes issues de la classe sociale inférieure) dans les actions sociales et politiques.

Le score obtenu pour cette dimension est moyen 48.9 sur une échelle de 100<sup>2</sup>.

L'engagement social des malgaches est substantiel (44,2). En revanche, l'engagement politique est faible (16,3). Les profondeurs de l'engagement social /politique obtiennent respectivement les scores 36 et 22,7. Les diversités de l'engagement social (85,5) et politique (88,7) recueillent des scores plutôt élevés.

**Tableau III.1:** Les sous dimensions de la dimension 'engagement citoyen'

Réf.	Dénomination	Score
1.	<b>Engagement citoyen</b>	<b>48,9</b>
1.1	Etendue de l'engagement social	44,2
1.2	Profondeur de l'engagement social	36
1.3	Diversité de l'engagement social	85,5
1.4	Etendue de l'engagement politique	16,3
1.5	Profondeur de l'engagement politique	22,7
1.6	Diversité de l'engagement politique	88,7

#### 1.1. Etendue de l'engagement social

**Tableau III.2 :** Les indicateurs de la dimension 'Etendue de l'engagement social'

Réf.	Dénomination	Score
1.1.1	Appartenance à une organisation à vocation sociale 1	36,4
1.1.2	Bénévolat dans le domaine social 1	43,1
1.1.3	Engagement au niveau de la communauté 1	53,1

L'étendue de l'engagement social obtient un score relativement important (44,2). Les indicateurs associés sont : 1) les membres actifs dans une organisation à vocation sociale (organisations confessionnelles, sportives ou de loisirs, les organisations culturelles dans le domaine de l'art et de l'éducation, les organisations caritatives et humanitaires) : 36,4%. 2) le

<sup>2</sup> Tous les scores de dimensions, sous dimensions et indicateurs prennent des valeurs entre 0 et 100. Une situation plus favorable est associée à un score plus important.

pourcentage de bénévoles dans au moins une organisation à vocation sociale : 43,1%. 3) Le pourcentage de personnes donnant de leur temps (plusieurs fois par an) dans des organisations de bénévoles, clubs de sport ou organisations de services au niveau de la communauté : 53,1%.

### 1.1.1. Appartenance à une organisation à vocation sociale

Les hommes sont relativement plus nombreux (39%) que les femmes (34%) à adhérer activement dans une organisation à vocation sociale. De même, les habitants du milieu urbain enregistrent une proportion plus importante d'adhésion active (40,7%) comparativement aux ruraux (35,2%). Suivant les classes d'âge, les moins de 25 ans ont un taux d'adhésion plus élevé (41,6%) que les classes d'âge supérieures (33 à 34%).

Suivant les six régions de l'enquête, c'est dans la région Analanjirifo qu'on enregistre le plus fort taux d'adhésion active dans les organisations à vocation sociale (50,5%), tandis que la région Boeny enregistre le plus faible taux (16,1%).

L'adhésion active dans une organisation à vocation sociale est aussi corrélée positivement au niveau d'étude : 25% d'adhérents actifs pour les 'sans instruction' contre 56,9% chez les universitaires.

Suivant les types d'organisation, celles qui comptent le plus de membres actifs et le plus de bénévoles sont par ordre décroissant : les organisations confessionnelles, les associations familiales, les associations sportives et de loisirs, les associations de natifs et les organisations féminines, les organisations paysannes et les organisations de jeunes et d'étudiants. (cf. tableau ci-dessous). Les autres types d'organisations sont plus rares et comptent logiquement moins de membres actifs et de bénévoles.

La prépondérance des organisations confessionnelles, familiales et les associations de natifs est liée à la culture même des malgaches. En effet, une forte majorité de malgaches est affiliée à une église (seulement 13,5% des répondants ont déclaré n'appartenir à aucune confession). De même, pratiquement tout le monde appartient à une association familiale. Madagascar compte près d'une vingtaine d'ethnies et les associations de natifs sont nombreuses dans les différentes régions de l'île. Les organisations de jeunes ou d'étudiants ainsi que les organisations de paysans ont aussi des taux d'adhésion notables car le pays est majoritairement constitué de paysans et de jeunes.

**Tableau III.3** : Pourcentages de membres actifs et de bénévoles suivant les types d'organisation

Type de l'organisation	Membres actifs (%)	Bénévoles (%)
Organisations liées à un lieu de culte ou confessionnelles	25,5	32,8
Associations sportives ou de loisirs	12	15,3
Organisations culturelles dans le domaine des arts ou celui de l'éducation	3,5	6,4
Syndicats	0,8	2,4
Partis politiques	2,3	2,9
Organisations écologistes	2,9	4,8
Associations professionnelles	2,2	4,1
Organisations humanitaires ou caritatives	2,8	4,8
Associations de consommateurs	0,5	2,4
Organisation de Femmes	6,8	10,2
Organisation de jeunes et d'étudiant	5,1	7,1
Organisation s'occupant de la défense des Droits humains, de l'enfant, ...	0,7	3,5
Cercle de réflexion	0,2	1,7
Association de personnes Handicapées	0,3	3,5
Organisations Paysannes (dont coopératives)	5,2	8,2
Organisations Communautaires	2,2	4,3
Associations de Natifs	10,8	15,8
Associations Familiales	18,1	21,5

### **1.1.2. Bénévolat dans le domaine social**

La proportion d'hommes faisant du bénévolat dans les organisations sociales est plus importante (44,5%) comparativement aux femmes (40,9%). De même, les populations urbaines font plus de bénévolat dans les organisations à vocation sociale (48,7% contre 41% en milieu rural). Suivant les classes d'âge, les moins de 25 ans sont relativement plus fréquents dans le bénévolat (47,6% chez les moins de 25 ans, contre environ 40% chez les plus de 25 ans).

Suivant le niveau d'étude, c'est dans les catégories des personnes ayant au moins un niveau d'étude secondaire qu'on rencontre les plus forts taux de bénévoles dans les organisations à vocation sociale (un peu moins de 60%).

A la ressemblance de l'adhésion active dans une organisation à vocation sociale, ce sont les organisations confessionnelles, les associations familiales, les associations de natifs et les associations sportives ou de loisirs qui comptent relativement les plus grands taux de personnes impliquées dans le bénévolat social. On note aussi des taux de bénévoles significatifs dans les groupes de femmes, les organisations paysannes, les organisations de jeunes et d'étudiants.

D'après l'étude de cas sur le bénévolat, les principales motivations des bénévoles sont :

- la conviction religieuse (les organisations confessionnelles sont celles qui comptent le plus de bénévoles)
- la perspective d'une indemnité ou compensation matérielle : souvent, même si les gens s'engagent dans une organisation en tant que bénévoles, ils espèrent toutefois percevoir des indemnités, quand le financement obtenu par l'organisation le permet. Le contexte économique est difficile<sup>3</sup> et l'implication des gens comme bénévoles dans les organisations peut souvent être considérée comme une forme de chômage déguisé.
- L'élargissement du réseau de relations
- L'entraide : les associations offrent la possibilité aux bénévoles d'aider leurs prochains. Ces aides peuvent être matérielles, morales, psychologiques, etc.
- L'acquisition d'expériences : l'activité bénévole au sein d'une association est une opportunité d'acquérir des expériences, qui aideront les concernés dans leur préparation à la vie professionnelle.

### **1.1.3. Engagement au niveau de la communauté 1**

Cet indicateur mesure la proportion de personnes qui passent du temps (au moins quelques fois par an) au niveau de la communauté, dans les activités sociales au niveau de clubs de sport, d'associations de bénévoles ou des organisations de services. Les hommes s'avèrent être bien plus engagés (60,8% contre 45,8% chez les femmes). De même, les urbains semblent plus impliqués (57,8%) que les ruraux (51,8%).

Suivant les régions de l'enquête, on enregistre le plus faible taux d'engagement communautaire dans la région Analanjirifo (38,4%), tandis que le taux correspondant est particulièrement haut dans la région Sava (85,5%).

Suivant les classes d'âge, c'est dans la classe d'âge intermédiaire (25-44 ans) qu'on relève la plus grande proportion de personnes donnant de leurs temps au niveau de la communauté (56,5%).

Suivant le niveau d'étude, il s'avère que les plus instruits sont plus impliqués dans les actions sociales au niveau de la communauté comparativement à ceux qui ont eu moins d'instruction.

---

<sup>3</sup> D'après le résultat de l'enquête périodique auprès des ménages (EPM) de l'INSTAT en 2010, 76,5% des ménages malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le sous-emploi lié à la durée du travail et à la situation d'emplois inadéquats représente respectivement 25% et 42% des actifs occupés.

## 1.2. Profondeur de l'engagement social

La profondeur de l'engagement social évalue le pourcentage de personnes membres actifs ou bénévoles dans plus d'une organisation à vocation sociale, ainsi que le pourcentage de personnes donnant activement du temps dans les organisations au niveau de la communauté. Le score de cette sous dimension est de 36. Les valeurs des indicateurs de cette sous dimension sont : 1) 17,8% des personnes membres actifs dans une organisation sociale le sont dans plus d'une organisation. 2) 25,9% des bénévoles le sont dans plus d'une organisation. 3) 64,4% de ceux qui donnent de leur temps dans des organisations au niveau de la communauté (clubs de sport, organisations de bénévoles ou de services) le font activement (au moins une fois par mois).

**Tableau III.4:** Les indicateurs de la sous-dimension 'profondeur de l'engagement social'

Réf.	Dénomination	Score
1.2.1	Appartenance à une organisation à vocation sociale 2	17,8
1.2.2	Bénévolat dans le domaine social 2	25,9
1.2.3	Engagement au niveau de la communauté 2	64,4

### 1.2.1. Appartenance à une organisation à vocation sociale 2

La proportion de membres actifs dans une organisation à vocation sociale qui le sont dans plus d'une organisation est de 17,8%. La différence entre hommes (22,5%) et femmes (12,6%) est assez marquée. De même que la différence suivant le niveau d'étude : seulement 6,5% des sans instructions contre 27,6% des personnes ayant un niveau universitaire. Suivant l'âge, c'est la classe d'âge intermédiaire (25-44 ans) qui enregistre le plus grand taux (20,6%). Les personnes vivant dans le milieu urbain sont aussi relativement plus nombreux (24,2%) que celles du milieu rural (15,7%) à adhérer activement dans plus d'une organisation à vocation sociale. Ceci s'explique en partie par une plus grande diversité d'organisations implantées en milieu urbain. Suivant les régions de l'enquête, c'est la région Atsimo Andrefana qui enregistre le plus fort taux (26,1%) tandis que Boeny obtient le taux le plus bas (8,8%).

### 1.2.2. Bénévolat dans le domaine social 2

La proportion moyenne de bénévoles qui le sont dans plus d'une organisation à vocation sociale est de 25,9%. Les hommes sont plus nombreux à faire du multi bénévolat social (31,9%) relativement aux femmes (19,6%). De même, les populations urbaines (30,3%) sont plus impliquées dans le multi bénévolat relativement aux ruraux (24,4%). Suivant les classes d'âge, c'est la classe d'âge intermédiaire qui enregistre le plus fort taux : 28,2%. Suivant le niveau d'étude, le pourcentage de multi bénévoles dans le domaine social est positivement corrélé avec le niveau d'étude (21,5% des sans instruction contre 40% des universitaires). Enfin, suivant les régions enquêtées, le plus fort taux est enregistré dans la région Atsimo Andrefana (59,2%) tandis que la région Boeny obtient le plus bas taux de multi bénévoles (8,1%).

Les motivations des gens à faire du multi bénévolat dans le domaine social sont les mêmes que celles présentées dans 1.1.2. On peut toutefois ajouter que les personnes qui font du multi bénévolat recherchent en plus à maximiser leurs réseaux de relations, à combiner la recherche d'avantages et le don de soi; ou sont particulièrement attachées à leurs familles, leur lieu d'origine ou aiment faire du sport et font donc du bénévolat dans les organisations familiales, de natifs et les organisations liées au sport, en plus du bénévolat qu'ils font au sein d'autres organisations. Parmi les bénévoles, certains ont aussi le sentiment que l'engagement social demeure faible et ils s'efforcent de s'impliquer dans le maximum d'actions sociales où ils pensent qu'ils peuvent être utiles.

### 1.2.3. Engagement au niveau de la communauté 2

Cet indicateur mesure la proportion de ceux qui consacrent du temps de façon très active (au moins une fois par mois) dans des activités sociales au niveau de la communauté, tels que

clubs de sports, associations de bénévoles ou organisations de services. La différence entre sexes est minime (65,1% chez les hommes contre 63,5% chez les femmes). En revanche la différence de scores est plus marquée entre les milieux (66,9% en milieu rural contre 56,5% en milieu urbain).

Suivant les régions, c'est dans la région Boeny (90,6%) qu'on enregistre le plus haut taux de personnes très actives parmi celles qui donnent de leurs temps au niveau de la communauté. La plus faible proportion est relevée au niveau de la région Analanjirofo (34,6%).

Suivant les classes d'âge, les personnes issues des classes d'âge supérieures sont légèrement moins nombreuses à s'impliquer très activement au niveau de la communauté relativement aux moins de 25 ans. Suivant le niveau d'étude, la catégorie des sans instruction sont moins nombreux (59,1%) à s'engager activement dans les actions sociales au niveau de la communauté.

### 1.3. Diversité de l'engagement social

Tableau III.5: Diversité de l'engagement social

Réf.	Dénomination	Score
1.3	Diversité de l'engagement social	85,5
1.3.1	Diversité de l'engagement social	85,5

#### 1.3.1. Diversité de l'engagement social

Cet indicateur mesure le degré d'inclusion de différentes catégories de personnes dans les actions sociales suivant leur profil. Il intègre aussi bien des éléments sur l'étendue que des éléments sur la profondeur de l'engagement social. Par ailleurs, quatre critères ont été impliqués dans le calcul de l'indicateur : le genre, la classe sociale, le milieu d'habitation et le caractère éloigné ou non de la région. Le score global s'avère fort<sup>4</sup>, indiquant une bonne inclusion des différentes catégories de personnes. La différence entre régions d'habitation (Analamanga et Boeny ont été classées comme centrales et les quatre autres, comme éloignées : Analanjirofo, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Andrefana et Sava) n'ont pas pénalisé les régions éloignées. Les femmes et les habitants du milieu rural ne sont que très légèrement sous représentés. En revanche, la catégorie sensiblement sous-représentée est celle des personnes appartenant à la classe sociale inférieure (indice=76,1 pour l'étendue et 65,9 pour la profondeur).

### 1.4. Etendue de l'engagement politique

Le score moyen de cette sous-dimension est faible : 16,3.

Tableau III.6 : Sous-dimension 'Etendue de l'engagement politique

Réf.	Dénomination	Score
1.4.1	Appartenance à une organisation politique 1	7,4
1.4.2	Bénévolat dans le domaine politique 1	9,5
1.4.3	Militantisme à titre individuel 1	31,9

#### 1.4.1. Appartenance à une organisation politique 1

Cet indicateur mesure le pourcentage de personnes membres d'une organisation « politique ». Le qualificatif de politique doit être compris dans le sens où ces organisations tendent à influencer sur les rapports de force. Ce sont les organisations telles que les syndicats, les partis politiques, les organisations écologistes, les associations professionnelles, les associations de défense des consommateurs. Tout d'abord, il est à noter que la proportion de personnes qui adhèrent à ces types d'organisation est faible (7,4% pour la moyenne nationale). Suivant le

<sup>4</sup> Un score de 100 est atteint pour l'indicateur, si chaque groupe social pris en compte dans le calcul de l'indicateur est bien représenté dans les actions sociales. Il en va de même pour chaque groupe social.

sexe, les hommes sont relativement plus importants que les femmes à adhérer à ces types d'organisation (respectivement 9,8% et 5,2%). Suivant le milieu d'habitation la différence est moins marquée avec 8,5% d'urbains contre 7,1% chez les ruraux.

Suivant les régions, les régions Atsimo Andrefana et Sava sont celles où l'on dénombre les p taux d'adhésion active les plus 'significatifs' au sein d'organisations politiques (13 à 14%). A l'inverse, les régions Analamanga et Boeny enregistrent les plus faibles taux d'adhésion (près de 4%).

La faiblesse de l'engagement dans les actions politique s'explique en partie par la faiblesse du mouvement syndical; par ailleurs, les associations professionnelles bien que relativement nombreuses, sont généralement peu efficaces et n'arrivent donc pas à mobiliser beaucoup de gens. De même, les partis politiques n'attirent pas la majorité des gens, sans doute à cause de l'image peu reluisant des politiciens qui aux yeux du grand nombre font surtout de la politique politicienne. Les associations de consommateurs sont rares et n'ont pas de poids, alors que les problèmes de non-conformité de produits de consommation sont nombreux et l'on relève régulièrement dans les médias des cas de victimes de produits contrefaits ou impropres à la consommation.

#### **1.4.2. Bénévolat dans le domaine politique**

Cet indicateur mesure le pourcentage de personnes faisant du bénévolat dans les organisations politiques. Le score moyen enregistré est aussi faible (9,5%). Les hommes sont plus impliqués que les femmes (11,6% des hommes contre 7,4% des femmes). On ne relève pas de différence marquée suivant le milieu d'habitation. En revanche, les personnes les plus instruits (23,5% des personnes de niveau universitaire) et la classe d'âge plus âgée (13% des plus de 45 ans) sont plus impliquées dans le bénévolat politique. Il existe de grandes disparités régionales car si l'on relève 28,9% de bénévoles dans les organisations politiques dans la région Atsimo Andrefana, ce taux n'est que de 1,8% dans la région Analanjirofo.

D'après l'étude de cas sur le bénévolat, les multiples raisons qui motivent une personne à faire du bénévolat dans une organisation à caractère politique sont : le souci pour l'environnement, la protection des générations futures, l'idéalisme, la défense des droits humains, pouvoir s'exprimer, la vocation et la conviction politique. A ces motivations, l'on peut ajouter la recherche d'avantages personnels, qui est largement partagée par les personnes impliquées, bien que rarement avouée.

#### **1.4.3. Militantisme à titre individuel 1**

Cet indicateur mesure le pourcentage de personnes ayant pris part à un boycott ou signé une pétition ou participé à une manifestation ou une grève, dans les cinq dernières années. Le score moyen est de 31,9%. Les hommes s'avèrent plus importants (36,7%) que les femmes (27,4%) à avoir participé à de telles actions. Suivant le milieu d'habitation, les comportements sont similaires (autour de 32%). Suivant les classes d'âge, les 25-44 ans enregistrent le plus grand taux (34,4%). Quant au niveau d'étude, le pourcentage de personnes ayant fait du militantisme à titre individuel augmente avec le niveau d'étude (22,8% des sans instruction et 47,1% des personnes de niveau universitaire).

Suivant les régions, c'est dans la région Sava qu'on enregistre le plus haut pourcentage de personnes ayant fait du militantisme (50%) tandis que la région Boeny enregistre les plus bas taux (7,1%).

Les malgaches n'ont pas vraiment une culture du militantisme. Ainsi, 55,8% des personnes enquêtées ont déclaré qu'ils ne signeraient jamais une pétition ; près de 81% ne participeront jamais à un boycott et 59% ne participeraient jamais à une manifestation. Ces faits peuvent être associés à la peur de représailles et au manque de conviction quant à l'utilité des actions de militantisme.



## 1.5. Profondeur de l'engagement politique

Le score moyen de cette sous dimension est de 22,7.

**Tableau III.7 : Indicateurs de la sous dimension 'profondeur de l'engagement politique'**

Réf.	Dénomination	Score
1.5.1	Appartenance à une organisation politique 2	15,2
1.5.2	Bénévolat dans le domaine politique 2	33,9
1.5.3	Militantisme à titre individuel 2	18,9

### 1.5.1. Appartenance à une organisation politique 2

Cet indicateur évalue le pourcentage de personnes membres actifs, qui le sont dans plus d'une organisation politique (cf. 1.4.1.). Le pourcentage moyen est de 15,2%<sup>5</sup>. Les hommes sont plus nombreux (17,6%) que les femmes (10,6%) à adhérer activement dans plus d'une organisation politique. Le milieu d'habitation n'influe pas sur le pourcentage d'adhérents dans plus d'une organisation politique. Suivant les classes d'âge, c'est dans la catégorie la plus âgée (plus de 45 ans) que le taux est le plus élevé (23,5% contre 12% pour les moins de 25 ans). Quant au niveau d'étude, les personnes de niveau universitaire se distinguent avec un taux d'adhérents actifs dans plus d'une organisation de 38,5% (contre 13% chez les personnes sans instruction).

### 1.5.2. Bénévolat dans le domaine politique 2

L'indicateur mesure la proportion de bénévoles faisant du bénévolat dans plus d'une organisation politique. Les hommes sont légèrement plus importants (35,8%) que les femmes (32,7%) à faire du multi bénévolat dans les organisations politiques. Suivant le milieu, c'est en milieu rural que l'on rencontre plus de multi bénévoles (36,6% contre 24,3% en milieu urbain). Suivant les classes d'âge, c'est la catégorie des moins de 25 ans qui enregistre les plus fort taux (45,8%) et suivant le niveau d'étude, c'est la catégorie des sans instruction qui a le plus grand score (42,5%).

Suivant les régions, la région Atsimo Andrefana se distingue par le fort taux de bénévoles faisant du multi bénévolat au sein d'organisations politiques (62,2%). Les pourcentages correspondants dans les autres régions sont généralement faibles.

### 1.5.3. Militantisme à titre individuel 2

Cet indicateur mesure la proportion de personnes ayant fait du militantisme qui sont très actifs, dans le sens de cumuler plusieurs actions de militantisme, dans le domaine de l'action politique (cf. 1.4.3). Les hommes très actifs dans le militantisme sont légèrement plus importants (20,1%) que les femmes (17,3%). Par rapport au milieu d'habitation, le milieu rural est associé à une proportion légèrement supérieure relativement au milieu urbain (respectivement 19,6% et 16,1%). Suivant les classes d'âges, les plus de 45 ans sont relativement plus nombreux (22,3%) que les autres classes d'âge. Quant au niveau d'étude, les personnes de niveau universitaire se distinguent avec un taux de 41,7%, soit plus du double de la moyenne générale.

Suivant les régions, la région Sava détient le plus haut score pour cet indicateur (34,2%), tandis que les scores les plus faibles sont enregistrés dans les régions Analanjirofo et Boeny (respectivement 6,1% et 6,7%).

## 1.6. Diversité de l'engagement politique

Le score obtenu par cette sous-dimension est relativement élevé : 88,7.

<sup>5</sup> Les pourcentages se réfèrent pour cet indicateur, aux membres actifs d'au moins une organisation politique et non à l'ensemble de la population.

**Tableau III.8 : Diversité de l'engagement politique**

Réf.	Dénomination	Score
1.6	Diversité de l'engagement politique	88,7
1.6.1	Diversité de l'engagement politique	88,7

### **1.6.1. Diversité de l'engagement politique**

Cet indicateur mesure le degré d'inclusion de différents groupes sociaux (femmes, classe sociale inférieure, milieu rural et régions éloignées) dans les actions politiques. L'indicateur intègre des éléments sur l'étendue, ainsi que la profondeur de l'engagement politique. Il s'avère que les femmes sont sensiblement sous-représentées en matière d'engagement politique. (Score de 69,5 pour l'étendue de l'engagement et 48,8 pour la profondeur). D'après les réflexions des participants à l'atelier national sur l'ISC, la sous représentation des femmes dans les actions politiques tient à la tradition culturelle qui donne à la femme une place secondaire dans les actions politiques. Aussi, les femmes ont du mal à se faire entendre et s'impliquent moins dans les actions politiques.

Le milieu rural se trouve très légèrement sous-représenté. Quant aux régions éloignées et la classe sociale inférieure, leur degré d'inclusion dans l'engagement politique est correct.

### **Conclusion**

L'engagement des malgaches dans les actions sociales est assez substantiel. Les types d'organisations qui comptent le plus de membres actifs et de bénévoles sont les organisations confessionnelles, les associations familiales et les associations de natifs. Ce sont les plus jeunes, les plus diplômés et les personnes vivant dans le milieu urbain qui sont relativement les plus nombreux à s'impliquer en tant que membres actifs ou bénévoles. Donner de son temps dans les organisations au niveau de la communauté est la forme d'engagement la plus fréquente. Toutefois, cela ne dit rien sur l'efficacité de l'action sociale des personnes engagées.

L'une des principales motivations des bénévoles est la recherche d'avantages personnels, même s'il y a d'autres motivations plus avouables. L'engagement dans les actions politiques est faible. Les actions de militantisme ne concernent qu'une minorité de personnes, car la plupart des personnes ont peur de possibles représailles ou manquent de conviction.

Les personnes issues de la classe inférieure sont sous-représentées dans les actions sociales. Quant aux actions politiques, ce sont les femmes qui y sont sous-représentées.

## 2. NIVEAU D'ORGANISATION

Cette dimension s'intéresse au degré d'institutionnalisation des organisations de la société civile. Ces sous-dimensions sont la gouvernance interne, l'architecture, la communication à l'intérieur du secteur, les ressources humaines, les ressources financières et technologiques. Le score enregistré pour cette dimension est de 51,2.

**Tableau III.9:** Les sous-dimensions de la dimension 'Niveau d'organisation'

<i>Réf.</i>	<i>Dénomination</i>	<i>Score</i>
2.	<b>Niveau d'organisation</b>	<b>51,2</b>
2.1	Gouvernance interne	55,6
2.2	Architecture	61
2.3	Communications à l'intérieur du secteur	61,3
2.4	Ressources humaines	18,7
2.5	Ressources financières et technologiques	59,4

### 2.1. Gouvernance interne

Cette sous-dimension comporte un seul indicateur : 'Direction'. Les scores pour la gouvernance interne sont de 55,6%.

**Tableau III.10 :** Gouvernance interne

<i>Réf.</i>	<i>Dénomination</i>	<i>Score</i>
2.1	Gouvernance interne	55,6
2.1.1	Direction	55,6

#### 2.1.1. Direction

Cet indicateur calcule la proportion d'organisations possédant un comité de direction ou un conseil d'administration. L'indice est plutôt élevé (55,6). Les régions Analamanga et Vatovavy Fitovinany sont les régions où l'on enregistre les plus hauts taux d'organisations dotées d'un conseil ou comité de direction. A l'inverse, les régions Atsimo Andrefana et Boeny enregistrent les plus faibles scores pour cet indicateur (respectivement 39,1% et 45%).

De fait, les organisations formelles (associations et ONG) sont contraintes par la loi<sup>6</sup> d'avoir ces structures. Par ailleurs, il est fréquent que la formalisation des organisations résulte du fait que les bailleurs de fonds exigent que leurs partenaires soient formalisés. Des associations se sont créées, pour saisir les opportunités de financement offertes par les programmes / projets des bailleurs de fonds, puis ont disparu avec la fin des programmes / projets.

Conséquemment, on doit considérer le score comme faible et le pourcentage enregistré traduit aussi l'importance des organisations informelles.

D'après l'étude de cas sur le niveau d'organisation, les petites organisations rurales trouvent souvent la démarche de formalisation de leurs organisations comme compliquée. Aussi la plupart d'entre elles demeurent informelles.

### 2.2. Architecture

Cette sous-dimension comporte un seul indicateur : les organisations de soutien.

**Tableau III.11:** Indicateur de la sous-dimension architecture

<i>Réf.</i>	<i>Dénomination</i>	<i>Score</i>
2.2	Architecture	61
2.2.1	Organisations de soutien	61

<sup>6</sup> Les lois en question sont l'ordonnance 60-133 du 3 octobre 1960 portant régime général des associations et la loi 96-030 du 14 août 1997 portant régime particulier des ONG.

### 2.2.1. Les organisations de soutien

L'indicateur associé à cette sous dimension évalue le pourcentage d'organisations affiliées à une fédération ou un réseau. Le score enregistré est de 61%. Ce score relativement élevé est dû en partie à la concentration des OSC dans la région Analamanga qui comprend la capitale de Madagascar et où les opportunités d'affiliation à un réseau ou fédération sont plus nombreuses.

Suivant les régions, les OSC des régions éloignées comme Analanjirofo ou la Sava ont un taux inférieur d'affiliation à un réseau. On peut avancer l'hypothèse d'une moindre affiliation des OSC à mesure que la zone d'implantation est moins accessible.

Si l'affiliation à un réseau n'est pas rare, la question qui se pose est : est-ce que les organisations affiliées à ces réseaux ou fédérations sont plus efficaces que celles qui ne sont pas affiliées.

### 2.3. Communication à l'intérieur du secteur

Le score moyen enregistré pour cette sous-dimension est 61,3.

Tableau III.12: Indicateurs de la sous-dimension 'Communication à l'intérieur du secteur'

Réf.	Dénomination	Score
2.3.1	Communication "peer-to-peer" 1	62,8
2.3.2	Communication "peer-to-peer" 2	59,9

#### 2.3.1. Communication peer to peer 1

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations qui ont eu, dans les trois derniers mois, une réunion avec d'autres organisations ayant les mêmes domaines d'intérêt. Suivant les régions, les organisations de Boeny (78,9%) et Analamanga (69,1%) sont les plus nombreuses à avoir eu des réunions avec d'autres organisations. Analanjirofo tient la lanterne rouge (20%). Les autres régions enregistrent des résultats intermédiaires. Il apparaît que la fréquence d'OSC ayant eu des réunions est liée à la concentration d'OSC présentes dans chaque région. Ainsi il est normal que la région Analamanga et Boeny enregistrent des taux élevés d'organisations ayant eu des réunions, car les OSC sont très nombreuses dans ces régions. A l'inverse, Analanjirofo qui compte relativement à Analamanga, bien moins d'organisations, enregistre un faible pourcentage d'organisations ayant eu des réunions avec d'autres organisations.

#### 2.3.2. Communication peer to peer 2

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations ayant eu des échanges d'informations avec une autre organisation, ces trois derniers mois. Le score moyen est de 59,9%. Suivant les régions, Analanjirofo est loin derrière les autres régions (avec seulement 14,3% des organisations). Atsimo Andrefana, Boeny et Analamanga sont les trois premières concernant cet indicateur avec des taux d'organisations ayant eu des échanges d'informations variant d'environ 63% à 75%. Ici aussi, il apparaît que la concentration géographique d'organisations influe sur la fréquence d'échanges.

### 2.4. Ressources humaines

La sous-dimension comporte un seul indicateur : 'stabilité des ressources humaines'

Tableau III.13 : Sous-dimension 'Ressources humaines'

Réf.	Dénomination	Score
2.4	Ressources humaines	18,7
2.4.1	Stabilité des ressources humaines	18,7

### 2.4.1. Stabilité des ressources humaines

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations possédant des ressources humaines stables (où les bénévoles représentent moins de 25% du personnel de base). Il s'avère que le faible score obtenu (18,7) traduit l'existence d'une majorité de petites organisations aux moyens limités. Il s'avère que l'écrasante majorité des OSC malgaches dépendent fortement du bénévolat. Par ailleurs, les bénévoles intègrent souvent les OSC dans l'espoir d'y trouver quelques avantages matériels ou pécuniaires. Aussi, même s'il y a une minorité de grandes organisations capables d'employer des personnels salariés compétents ; la grande majorité des organisations existantes ont très peu de moyens et manquent de personnels compétents.

## 2.5. Ressources financières et technologiques

Cette sous-dimension obtient un score moyen de 59,4.

Tableau III.14 : Indicateurs de la sous-dimension 'ressources financières et technologiques

Réf.	Dénomination	Score
2.5.1	Stabilité financière	67,4
2.5.2	Ressources technologiques	51,4

### 2.5.1. Stabilité financière

Cet indicateur mesure le pourcentage d'organisations qui disposent de ressources financières stables. Cette stabilité financière est ici appréciée d'après l'évolution relative des revenus et dépenses de l'organisation par rapport à l'année précédente. D'après cet indicateur, une organisation qui a vu ses revenus et dépenses varier dans le même sens (augmentation des revenus et dépenses ; revenus et dépenses stables ; revenus et dépenses diminuées) sera catégorisée parmi les organisations ayant une stabilité de ressources. Aussi, le score obtenu pour cet indicateur est anormalement haut (67,4) alors que 57,7 points de pourcentages ne concernent que des évolutions dans le même sens des revenus et dépenses.

Si on ne tenait en compte que les évolutions réellement favorables (revenus augmentés et dépenses stables ou en diminution ou revenus stables et dépenses en diminution), le pourcentage d'organisations qui ont eu une évolution favorable de leurs finances ne serait plus que de 9,7%. Par ailleurs, les organisations ayant eu une évolution défavorable de leurs revenus relativement aux dépenses représentent 32,6% des organisations enquêtées.

### 2.5.2. Ressources technologiques

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations ayant accès de façon régulière à des ressources technologiques. Le score moyen est de 51,4%. L'accès régulier à un téléphone concerne 54,1% des organisations. La moitié des organisations ont un accès régulier à un ordinateur. L'accès régulier à internet représente 39% des organisations et l'accès régulier à un fax ne représente que 8,3% des organisations. Le faible accès à l'utilisation de fax vient de ce que ce dernier a été supplanté par le courrier électronique.

La région Analamanga en tant que celle de la capitale détient normalement le premier rang (63,3%). Il s'avère que les faibles taux d'accès des organisations des régions comme Vatovavy Fitovinany (21,05%), Analanjirifo (26,7%) et dans une moindre mesure Atsimo Andrefana (44%) sont en partie dues à l'éloignement de ces régions. La région Sava, malgré son éloignement semble profiter d'un accès pas trop faible aux ressources technologiques (59,1%). Il faut noter que c'est une région relativement bien lotie, avec l'existence de cultures de rente.

L'accès aux ressources technologiques a profité du développement et de l'extension des réseaux téléphoniques sans fil avec la multiplication des opérateurs de téléphonie<sup>7</sup>. Concomitamment, le prix des ordinateurs neufs et d'occasion ne cesse de descendre.

Toutefois des contraintes subsistent car il demeure beaucoup de localités qui n'ont pas encore accès à l'électricité. De même, plusieurs localités ne sont pas encore couvertes par les réseaux téléphoniques.

### **Conclusion**

Plus de la moitié des organisations enquêtées ont un comité ou conseil de direction, mais le score est biaisé car la loi oblige les organisations formelles à avoir de telles structures. La plupart des organisations rurales sont découragées par les procédures administratives et préfèrent rester informelles. L'existence d'un comité / conseil de direction ne garantit pas la qualité d'une gouvernance effective car l'engagement au niveau d'une organisation est une activité secondaire pour les personnes impliquées

Une majorité d'organisations enquêtées est affiliée à un réseau et se communiquent entre elles. Mais cela ne signifie pas que les organisations affiliées à un réseau / fédération sont plus efficaces.

Les OSC malgaches dépendent fortement du bénévolat / volontariat. Et les bénévoles ont généralement de faibles compétences. Les personnes qui s'impliquent dans une OSC recherchent souvent des avantages personnels et il y a souvent un déficit de compétences dans les petites organisations, qui sont pourtant les plus nombreuses.

Les ressources technologiques sont assez largement accessibles aux OSC, mais beaucoup de localités n'ont toujours pas l'électricité ou ne sont pas couvertes par les réseaux téléphoniques.

Moins du dixième de ces organisations ont connu une évolution favorable de leurs finances relativement au précédent exercice. Cet indicateur est fragile pour apprécier la stabilité financière des OSC. On peut dire que l'écrasante majorité des OSC ont peu de moyens et que ces dernières orientent souvent leurs activités selon l'existence de financement au lieu de l'inverse.

---

<sup>7</sup> On dénombre actuellement à Madagascar, 4 opérateurs en téléphonie qui offrent aussi l'internet. Le taux de couverture géographique, tous opérateurs confondus, est assez développé dans l'île.

### 3. PRATIQUE DES VALEURS

Cette dimension comporte les sous-dimensions : prise de décision démocratique, droit du travail, code de conduite et transparence, standards environnementaux, perception des valeurs dans la société civile dans son ensemble. Le score obtenu par la dimension Pratique des valeurs est 50,7.

**Tableau III.15** : Les sous-dimensions de la dimension 'Pratique des valeurs'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
3)	<b>Pratique des Valeurs</b>	<b>50,73</b>
3.1	Prise de décisions démocratique	78
3.2	Droit du travail	37,3
3.3	Code de conduite et transparence	45
3.4	Standards environnementaux	39,2
3.5	Perception des valeurs dans la société civile dans son ensemble	54,1

#### 3.1. Prise de décision démocratique

Cette sous-dimension comporte un seul indicateur : gouvernance avec prise de décision démocratique. Le score de cette sous-dimension est assez élevé : 78,0.

**Tableau III.16** : Indicateur de la sous-dimension 'Prise de décision démocratique'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
3.1.	Prise de décisions démocratique	78
3.1.1	Gouvernance avec prise de décision démocratique	78

##### 3.1.1. Gouvernance avec prise de décision démocratique

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations où en interne, les décisions sont prises de façon démocratique (impliquant un conseil ou comité). Suivant les régions, ce sont les régions Sava (95,5%) et Analanjirifo (86,7%) qui enregistrent les plus hauts- scores. A l'inverse, la région Boeny est relativement en recul avec 65%.

De fait, les études de cas ont montré que même au niveau des organisations dotées d'un comité / conseil de direction (pratiquement, l'ensemble des organisations formelles), les décisions importantes sont prises par le ou les principaux dirigeants et l'implication du conseil ou comité de direction et de façon plus large l'ensemble des membres, est le plus souvent à titre informatif.

#### 3.2. Droit du travail

Cette sous-dimension récolte un score moyen de 37,3.

**Tableau III.17** : Les indicateurs de la sous-dimension 'droit du travail'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
3.2.1	Egalité des chances	63,1
3.2.2	Taux de syndiqués	13,2
3.2.3	Formation au droit du travail	34,4
3.2.4	Standards de travail	38,6

##### 3.2.1. Egalité des chances

Le score moyen enregistré pour cet indicateur est de 63,1%. De fait, une majorité d'organisations déclarent effectivement qu'elles ont une politique d'égalité des chances et de salaires entre hommes et femmes; mais il est rare que cette politique soit inscrite dans leurs statuts.

### 3.2.2. Taux de syndiqués

Cet indicateur mesure le pourcentage de personnels des organisations qui sont syndiqués. Le syndicalisme est encore rare à Madagascar. 3 régions ne dénombreraient aucun cas parmi les organisations enquêtées (Atsimo Andrefana, Boeny et Sava). C'est à Analanjirofo et Analamanga que l'on a rencontré les plus hauts scores (respectivement 19,4% et 17,9%).

A titre illustratif, la fixation du salaire minimum ne résulte pas vraiment d'une négociation avec les syndicats, mais est le fait de l'Etat. De plus, la grande majorité des travailleurs ne connaissent même pas le montant exact du salaire minimum. Par ailleurs, le secteur informel est largement prépondérant par rapport au secteur formel et la notion même de salaire minimum n'a pas de sens dans le secteur informel.

### 3.2.3. Formation au droit du travail

Cet indicateur mesure le pourcentage d'organisations ayant offert à son personnel nouvellement recruté une session de formation sur le droit du travail. Le score moyen enregistré est plutôt faible (34,4%). Il apparaît que les régions éloignées comme Atsimo Andrefana, Analanjirofo et Sava enregistrent des scores plus faibles. Et, en général les cas d'organisations offrant des séances de formation sur le droit de travail sont encore peu nombreux.

### 3.2.4. Standards de travail

Le pourcentage d'organisations déclarant avoir une politique en matière de standards de travail est relativement faible (38,6%). Les organisations formelles les plus organisées ont des contrats formels avec leurs personnels, font connaître à ces derniers leurs droits et respectent les standards tel que le droit de congé. Mais ces organisations sont encore minoritaires au sein de la société civile et elles ont rarement une politique écrite en matière de standards de travail. Ainsi, les scores sur le taux d'organisations ayant offert à leurs personnels une session sur le droit du travail et le taux d'organisations ayant une politique à disposition du public en matière de standards de travail sont surévalués.

## 3.3. Code de conduite et transparence

Le score moyen obtenu pour cette sous-dimension est de 45,0.

Tableau III.18 : Les indicateurs de la sous-dimension 'code de conduite et transparence'

Réf.	Dénomination	Score
3.3.1	Code de conduite à disposition publique	55,7
3.3.2	Transparence	34,4

### 3.3.1. Code de conduite à disposition du public

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations qui ont à disposition du public un code de conduite pour son personnel. Le score enregistré est moyen, en général et faibles pour les régions Analanjirofo et Sava. Il est à remarquer que pour les associations ou ONG légalement constituées, ces codes de conduite sont en général le règlement intérieur de l'association.

### 3.3.2. Transparence

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations dont les informations financières sont consultables par le public.

Il est à noter que les malgaches n'ont pas une culture de transparence des comptes. A titre d'exemple, il n'est généralement pas possible pour tout un chacun, de connaître les résultats d'exercice des grandes sociétés œuvrant à Madagascar. Aussi, les 34,4% d'organisations qui disent accepter qu'on consulte leurs comptes ne le permettent en fait, que si elles trouvent que ces consultations sont justifiées.



### 3.4. Standards environnementaux

Cette sous-dimension comporte un seul indicateur. Le score enregistré est de 39,2.

**Tableau III.19 :** Indicateur de la sous-dimension 'Standards environnementaux'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
3.4.	Standards environnementaux	39,2
3.4.1	Standards environnementaux	39,2

#### 3.4.1. Standards environnementaux

Cet indicateur mesure le pourcentage d'organisations qui ont une politique à disposition publique concernant les standards environnementaux. On relève que les régions de Boeny, Analamanga et Atsimo Andrefana, qui sont des régions grandement peuplées, enregistrent de plus hauts scores relativement aux trois autres régions.

Pratiquement, on doit considérer le score obtenu comme surévalué car s'il est possible que certaines OSC ont des préoccupations environnementales, elles ont rarement une politique inscrite et consultable en la matière.

### 3.5. Perception des valeurs dans la société civile dans son ensemble

Le score moyen enregistré pour cette sous-dimension est de 54,1.

**Tableau III.20 :** Les indicateurs de la sous-dimension 'Perception des valeurs dans la société civile dans son ensemble'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
3.5.1	Perception de la non-violence	55,4
3.5.2	Perception de la démocratie interne	54,7
3.5.3	Perception du degré de corruption	25,3
3.5.4	Perception de l'intolérance	61,4
3.5.5	Perception du poids des groupes faisant preuve d'intolérance	72,4
3.5.6	Perception de la promotion de la non-violence et de la paix	55,3

#### 3.5.1. Perception de la non-violence

Cet indicateur mesure la perception des organisations enquêtées, sur la place des groupes utilisant la violence au sein de la société civile. Un fort score est synonyme d'une perception de peu de violence. Les régions où les organisations de la société civile perçoivent moins de violences sont Boeny (75%) et Analanjirifo (73,3%).

#### 3.5.2. Perception de la démocratie interne

Cet indicateur évalue la perception des organisations enquêtées sur le rôle de la société civile dans la promotion de la prise de décision démocratique en son sein. C'est dans les régions de Vatovavy Fitovinany (72,2%) et Boeny (63,2%) qu'on enregistre les plus hauts scores. Analamanga se situe dans la moyenne d'ensemble.

#### 3.5.3. Perception du degré de corruption

Cet indicateur évalue la perception par les organisations enquêtées de l'importance de la corruption au sein de la société civile. Le faible score enregistré (25,3) témoigne d'une perception par les organisations de corruptions fréquentes au sein de la société civile. Certaines organisations disent même que la corruption est la règle du jeu et on n'y échappe pas. Suivant les régions, Sava et Analamanga sont les régions où les organisations perçoivent plus de corruption au sein de la société civile.

### **3.5.4. Perception de l'intolérance**

Cet indicateur mesure la perception de l'importance de groupes xénophobes, intolérants ou racistes au sein de la société civile. D'après la perception des organisations enquêtées, les courants racistes et xénophobes sont encore minoritaires, d'où un score assez bon (61,4%). Toutefois, les organisations de la région Atsimo Andrefana perçoivent dans leur majorité une forte présence de courants xénophobes ou racistes.

### **3.5.5. Perception des groupes faisant preuve d'intolérance**

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations qui trouvent les courants intolérants ou xénophobes comme isolés. Le haut score 72,4% indique que les organisations enquêtées perçoivent les courants xénophobes comme ayant peu de poids. Tout comme dans l'indicateur précédent, les organisations de la région Atsimo Andrefana sont moins nombreuses à voir les choses de cette manière.

### **3.5.6. Perception de la promotion de la non-violence et de la paix**

Cet indicateur évalue la perception des organisations enquêtées sur le rôle de la société civile dans la promotion de la non-violence et de la paix. Il s'avère que la balance est légèrement en faveur de la promotion de la non-violence (55,3%). Les régions où la promotion de la non-violence par la société civile a été mieux notée sont, Vatovavy Fitovinany (84,2%) et Boeny (70,6%).

## **Conclusion**

Près de huit dixième des organisations déclarent avoir une prise de décision démocratique, impliquant un comité ou conseil. Mais en fait, dans la plupart des cas, les conseils / comités de direction sont surtout impliqués à titre informatif. S'agissant du droit du travail, près de six dixième des organisations déclarent avoir une politique en matière d'égalités des chances et de salaires entre hommes et femmes. Mais cette politique est rarement écrite. Par ailleurs, très peu de personnes employées dans les organisations sont syndiquées. Près de quatre dixième des organisations ont donné une session de formation ou plutôt d'information à leurs personnels sur le droit du travail et une proportion similaire déclare avoir une politique en matière de standards de travail. Un peu plus de la moitié des organisations ont un code de conduite pour le personnel. Le plus souvent, il s'agit du règlement intérieur. Près du tiers acceptent qu'on consulte leurs informations financières. Près de quatre dixième des organisations déclarent avoir une politique en matière de standards environnementaux, mais il s'agit surtout d'organisations ayant des préoccupations environnementales. La perception des organisations, sur la pratique de valeurs comme la démocratie interne, la non-violence, la tolérance, enregistre un score moyen.

## 4. PERCEPTION DES IMPACTS

Cette dimension enregistre un score moyen de 43,4.

**Tableau III.21** : Les sous-dimensions de la dimension 'Perception des impacts'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
4.	<b>Perception des impacts</b>	<b>43.43</b>
4.1	Réactivité (perception interne)	40,9
4.2	Impact social (perception interne)	58,9
4.3	Impact politique (perception interne)	40,7
4.4	Réactivité (perception de l'extérieur)	47,6
4.5	Impact social (perception de l'extérieur)	50,6
4.6	Impact politique (perception de l'extérieur)	41,9
4.7	Impact de la société civile sur les comportements	23,4

### 4.1. Réactivité (perception interne)

Dans cette sous-dimension, on évalue la perception par les organisations de deux sujets de préoccupation pour les OSC : la redevabilité sociale et le comportement civique. Le score obtenu pour cette sous-dimension est 40,9.

**Tableau III.22** : Les indicateurs de la sous-dimension 'Réactivité - perception interne'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
4.1.1	Impact sur le premier sujet de préoccupation	37,3
4.1.2	Impact sur le deuxième sujet de préoccupation	44,6

#### 4.1.1. Impact sur la redevabilité sociale

Cet indicateur évalue la perception interne (par les OSC) de l'impact de la société civile sur la redevabilité sociale. Le score correspond au pourcentage d'organisations qui considèrent l'impact des OSC sur la redevabilité sociale comme moyen ou fort. Le score pour l'indicateur est plutôt faible (37,3). Les organisations de la région de Fitovinany sont relativement plus nombreuses à considérer des impacts significatifs des OSC sur la redevabilité sociale. A l'inverse, les organisations d'Atsimo Andrefana sont rares à percevoir de tels impacts (8,7%).

#### 4.1.2. Impact sur le comportement civique

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations qui estiment que la société civile a eu un impact moyen ou fort sur le comportement civique. C'est dans les régions de Vatovavy Fitovinany et Analanjirifo que l'on enregistre les plus hauts scores pour cet indicateur (respectivement, 77,8% et 64,3%). Il est intéressant de noter que les organisations de la région Analamanga ont été les plus rares à estimer que la société civile a eu des impacts significatifs sur le comportement civique (32%).

### 4.2. Impact social (perception interne)

Le score moyen de cette sous-dimension est de 58,9.

**Tableau III.23** : Les indicateurs de la sous-dimension 'Impact social - perception interne'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
4.2.1	Impact social en général	53,8
4.2.2	Impact social de sa propre organisation	64,0

#### 4.2.1. Impact social général

Cet indicateur évalue la proportion d'organisations qui trouvent que l'impact social en général de la société civile dans son ensemble est significatif. Le score obtenu est de 53,8, soit une évaluation plutôt favorable.

Les trois premiers domaines dans lesquels les organisations déclarent avoir eu leurs plus importants impacts sont par ordre décroissant : le développement social, l'éducation et la santé (cf. tableau ci-dessous). Il est intéressant de remarquer que les points de vue des experts et des OSC concordent sur les trois premiers domaines où l'impact de la société civile est le plus important. L'avis des experts diffère en ce que d'après ces derniers, la santé, l'assistance aux pauvres et l'aide humanitaire se classent au même rang.

**Tableau III.24** : Les domaines les plus cités par la société civile comme ceux où l'on relève le plus d'impact

Domaine	Point de vue des OSC (%)	Point de vue des experts (%)
Développement social	28,61%	31,40%
Education	28,32%	20,93%
Santé	10,32%	12,79%
Autres	7,96%	0,00%
Emploi	7,67%	4,65%
Aide aux pauvres	7,37%	12,79%
Alimentation	5,01%	3,49%

#### 4.2.2. Impact social de sa propre organisation

Cet indicateur évalue le pourcentage d'organisations qui trouvent que leurs actions ont eu un impact social moyen ou fort. De façon générale, les organisations enquêtées sont en moyenne, plus optimistes sur leurs propres impacts relativement à l'impact de la société civile dans son ensemble. Le plus bas score est enregistré dans la région Atsimo Andrefana, tandis que le score le plus haut est relevé dans les régions Vatovavy Fitovinany et Analamanga.

#### 4.3. Impact politique (perception interne)

Cette sous-dimension enregistre un score moyen de 40,7

**Tableau III.25** : Les indicateurs de la sous-dimension 'Impact politique - perception interne'

Réf.	Dénomination	Score
4.3.1	Impact politique en général	28,7
4.3.2	Activité politique de sa propre organisation	39,7
4.3.3	Impact politique de sa propre organisation	53,6

##### 4.3.1. Impact politique en général

Cet indicateur évalue la perception de l'impact politique en général de la société civile. L'impact politique étant entendu dans le sens des influences que la société civile a eu sur les politiques menées dans le pays.

Le score général est faible (28,7), tout comme les scores obtenus dans les différentes régions. Les scores les plus importants sont enregistrés dans les régions de Vatovavy Fitovinany et Sava (respectivement 38,9% et 36,4%), tandis que le score le plus faible est relevé dans la région Boeny (22,2%).

##### 4.3.2. Activité politique de sa propre organisation

Cet indicateur évalue la proportion d'organisations ayant milité, dans les deux dernières années, en faveur de l'adoption d'une politique. Le score général est relativement faible (39,7). Suivant les régions, le pourcentage maximum est relevé au niveau de la région Sava (72,7%), tandis que la région Analanjirifo enregistre le plus faible taux d'organisations ayant milité en faveur de l'adoption d'une politique (16,7%).

### 4.3.3. Impact politique de sa propre organisation

Cet indicateur évalue, parmi les organisations ayant milité en faveur d'une politique, la proportion de celles qui ont eu du succès dans au moins un domaine (i.e. dont les propositions ont été approuvées). Le score obtenu est moyen : 53,6.

### 4.4. Réactivité – perception extérieure

Cette sous-dimension synthétise deux indicateurs qui ont trait à la perception des impacts sur deux sujets de préoccupation (la redevabilité sociale et le comportement civique), par des personnes connaissant bien la société civile, mais n'appartenant pas à cette dernière (ces personnes sont, dans un sens, des experts de la société civile). Le score moyen de cette sous-dimension est 47,6.

Tableau III.26 : Les indicateurs de la sous-dimension 'Réactivité - perception extérieure'

Réf.	Dénomination	Score
4.4.1	Impact sur la redevabilité sociale	45,2
4.4.2	Impact sur le comportement civique	50,0

#### 4.4.1. Impact sur la redevabilité sociale – perception extérieure

Cet indicateur évalue le pourcentage de personnes, connaissant bien la société civile mais qui lui sont extérieures, qui trouvent que l'impact de la société civile sur la redevabilité sociale a été moyen ou fort. Un peu moins de la moitié (45,2%) des personnes interrogées évaluent qu'il y a eu un impact moyen ou fort.

#### 4.4.2. Impact sur le comportement civique – perception extérieure

Cet indicateur évalue le pourcentage de personnes extérieures à la société civile qui pensent qu'il y a un impact moyen à fort de la société civile sur le comportement civique. 50% des personnes interrogées pensent qu'il y a eu un tel impact.

### 4.5. Impact social – perception extérieure

Cette sous-dimension regroupe deux indicateurs : la perception extérieure de l'impact de la société civile sur les sujets évalués par les « experts » comme ceux sur lesquels les impacts ont été les plus substantiels; ainsi que l'impact social en général de la société civile du point de vue des experts. Le score obtenu pour cette sous-dimension est moyen (50,6).

Tableau III.27 : Les indicateurs de la sous-dimension 'impact social - perception extérieure'

Réf.	Dénomination	Score
4.5.1	Impact social sur des sujets précis	52,3
4.5.2	Impact social en général	48,8

#### 4.5.1. Impact social sur des sujets précis

Cet indicateur évalue la proportion d'« experts » qui pensent qu'il y a eu un impact tangible ou fort de la société civile sur les domaines de l'action sociale, évalués par les experts comme ceux sur lesquels les plus grands impacts ont été observés. Environ la moitié des personnes interrogées pensent qu'il y a eu un impact tangible ou fort.

#### 4.5.2. Impact social en général – perception extérieure

Cet indicateur évalue le pourcentage d'experts qui pensent qu'il y a eu un impact social général, au moins tangible, de la société civile dans son ensemble. 48,8% des personnes interrogées pensent qu'il y a eu un tel impact.

## 4.6. Impact politique – perception de l'extérieure

Cette sous-dimension regroupe deux indicateurs : l'impact politique de la société civile tel que perçu par les « experts » et la perception par ces derniers de l'impact politique en général de la société civile. Le score obtenu pour cette sous-dimension est relativement faible (41,9).

Tableau III.28 : Les indicateurs de la sous-dimension 'Impact politique - perception extérieure'

Réf.	Dénomination	Score
4.6.1	Impact politique sur des sujets précis	51,2
4.6.2	Impact politique en général	32,6

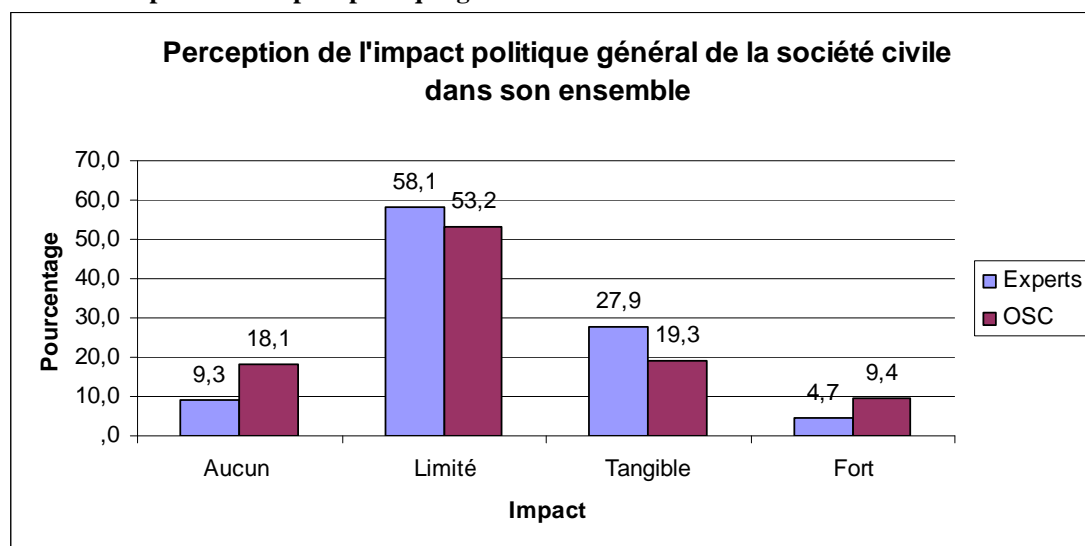
### 4.6.1. Impact politique sur des sujets précis

Cet indicateur évalue le pourcentage d'experts qui pensent que des impacts politiques tangibles ou forts ont été obtenus sur des sujets qu'ils estiment comme les plus importants (en termes d'impacts). Le pourcentage d'experts pensant que de tels impacts ont été obtenus est de 51,2%

### 4.6.2. Impact politique en général

Cet indicateur évalue le pourcentage d'experts pensant que l'impact politique général de la société civile est tangible ou fort. Le pourcentage d'experts pensant qu'il y a eu de tels impacts est de 32,6%, soit un score assez faible. Plus de la moitié des experts considèrent l'impact politique de la société civile comme limité. Comparativement aux OSC, les experts sont relativement plus nombreux à penser qu'il y a eu un impact politique tangible ou fort de la société civile.

Figure III.5 : Perception de l'impact politique général de la société civile dans son ensemble



## 4.7. Impact de la société civile sur les comportements

Cette sous-dimension regroupe des indicateurs évaluant les différences de comportements entre membres et non membres de la société civile en matière de confiance mutuelle, tolérance des autres, esprit civique. Cette sous-dimension intègre aussi l'évaluation par la population de la confiance accordée à la société civile. Le score obtenu par cette sous-dimension est assez faible (23,4).

Tableau III.29 : Les indicateurs de la sous-dimension 'impact de la société civile sur les comportements'

Réf.	Dénomination	Score
4.7.1	Différence sur le niveau de confiance	0,4
4.7.2	Différence sur le niveau de tolérance	7,1
4.7.3	Différence en matière d'esprit civique	1,7
4.7.4	Le crédit accordé à la société civile	84,4

#### **4.7.1. Différence sur le niveau de confiance**

Cet indicateur évalue la différence entre membres et non membres de la société civile en matière de confiance envers les autres. Le score très faible obtenu (0,42) indique qu'il n'y a pas de différence significative entre membres et non membres de la société civile en matière de confiance envers autrui. Par ailleurs, il est à noter que la proportion de personnes qui ont une confiance envers les autres est faible (29,8%).

#### **4.7.2. Différence sur le niveau de tolérance**

Cet indicateur évalue la différence entre membres et non membres de la société civile en matière de tolérance des autres (comme les drogués, les personnes d'une autre race, les personnes séropositives ou sidéennes, les homosexuels, etc). Il s'avère aussi qu'il n'y a pas sur ce thème, de différence de comportements marquée entre membres et non membres de la société civile (score de 7,1).

#### **4.7.3. Différence en matière d'esprit civique**

Cet indicateur évalue la différence de comportements entre membres et non membres de la société civile par rapport à l'esprit civique. Ce dernier est appréhendé, ici, à travers le jugement des personnes enquêtées par rapport à des situations mettant à l'épreuve leur esprit civique (ex : trouvent-ils justifié ou non de tenter de bénéficier d'avantages sociaux auxquels on n'a pas droit ou, trouvent-ils justifié ou non de frauder le fisc si on a la possibilité de le faire, etc.). Il s'avère, d'après les données d'enquête, que la différence entre membres et non membres de la société civile est minime (score = 1,7%).

#### **4.7.4. Le crédit accordé à la société civile**

Cet indicateur est un indice qui synthétise les pourcentages de personnes faisant confiance à différents types d'organisations de la société civile comme les organisations religieuses, les syndicats, les organisations écologistes, les organisations de femmes, les organisations caritatives et humanitaires. Le score obtenu (84,4) indique que les gens font plutôt confiance à la société civile.

### **Conclusion**

Un peu moins de la moitié des experts et des OSC enquêtées pensent que l'impact de la société civile sur la redevabilité sociale et sur le comportement civique est significatif. L'impact social de la société civile est aussi perçu comme moyenne et les OSC sont plus optimistes que les experts sur ce sujet. Près de 40% des experts et OSC pensent que l'impact politique des OSC est au moins tangible. Les valeurs de confiance, tolérance, esprit civique ne différencient pas vraiment les membres des non membres de la société civile. Enfin, une forte majorité de la population accorde sa confiance aux OSC.

## 5. ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

Cette dimension enregistre un score moyen de 55,4/100, soit un environnement assez favorable. Les scores relatifs aux sous-dimensions associées sont relatés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau III.30 :** Dimension 'Environnement extérieur'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
<b>5.</b>	<b>Environnement extérieur</b>	<b>55,4</b>
5.1	Contexte socio-économique	58,9
5.2	Contexte sociopolitique	48,3
5.3	Contexte socioculturel	58,9

### 5.1. Contexte socio-économique

Le contexte socio-économique obtient un score moyen de 58,9.

**Tableau III.31:** Les indicateurs de la sous-dimension 'contexte économique'

<b>Réf.</b>	<b>Dénomination</b>	<b>Score</b>
5.1.1.	Indice des capacités de base	76,0
5.1.2.	Corruption	26,0
5.1.3.	Inégalité	59,7
5.1.4.	Contexte économique	74,1

#### 5.1.1. Indicateur des capacités de base

Cet indicateur est fourni par Social Watch. La valeur pour 2010 est de 76%. Cet indicateur fait la moyenne des pourcentages d'enfants atteignant la cinquième année à l'école, le pourcentage d'enfants atteignant l'âge de 5 ans et le pourcentage d'accouchements assistés par un personnel médical spécialement formé à cet effet. Le score relativement bon traduit les progrès réalisés ces dernières années en matière de santé de la mère et de l'enfant, ainsi que les progrès en matière de scolarisation. Toutefois, beaucoup reste à faire aussi bien en matière de santé que d'éducation. Ainsi, le taux d'abandon scolaire dans le cycle primaire est de 6,3% entre les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010 et le taux de redoublement est de 14,9%. Du côté de la mortalité infanto-juvénile<sup>8</sup>, le rapport EDS 2008-2009 l'évalue à 72 cas pour mille naissances vivantes.

#### 5.1.2. Corruption

L'indice de corruption dans le secteur public est évalué par Transparency International. Selon les derniers chiffres disponibles, la valeur de l'indice est passée de 3 à 2,6 sur une échelle de 10 entre l'année 2009 et 2010. Une valeur inférieure à 3 correspond à une corruption endémique et la situation de Madagascar s'est détériorée en la matière depuis l'entrée dans la crise politique en 2009. La valeur de l'indice a été rééchelonnée sur une échelle de 0 à 100, ce qui donne un score de 26%. Il est à noter que l'existence de beaucoup de corruption, au niveau de l'administration publique est de nature à entraver les activités des acteurs économiques et sociales.

#### 5.1.3. Inégalité

Le degré d'inégalité calculé d'après le coefficient de Gini (0,403 pour 2010 d'après l'INSTAT) transformé<sup>9</sup> de façon qu'un haut score signifie moins d'inégalité et finalement rééchelonné sur une échelle de 0 à 100. Le score pour l'indicateur est donc 59,7. On peut noter qu'il y a eu

<sup>8</sup> Probabilité à la naissance de mourir avant d'atteindre la cinquième année

<sup>9</sup> Soit G est le coefficient de Gini, le score retenu pour l'ISC est  $100*(1-G)$



augmentation de l'inégalité depuis 2005, car le coefficient de Gini est passé de 0,365 en 2005 à 0,403 en 2010.

#### 5.1.4. Contexte économique

Le contexte économique est évalué à travers le ratio Dette extérieure /Revenu National brut. La valeur de ce ratio pour l'année 2009 est de 25,94%. La valeur calculée pour le score de l'indicateur est  $100-25,94 = 74,06\%$  de façon qu'un bon score soit associé à une meilleure situation économique. Il faut noter ici que le score est trompeur pour Madagascar dont le ratio dette/RNB n'est pas extravagant alors que l'économie malgache est grandement affectée par la crise. A titre illustratif, on peut évoquer la fermeture des zones franches depuis le début de la crise en 2009, impliquant d'énormes pertes en emploi. Ainsi, les résultats de l'enquête permanente auprès des ménages 2010 (INSTAT) exhibe un sous-emploi massif du facteur travail (respectivement 25% et 42% des actifs occupés sont en situation de sous-emploi lié à la durée de travail et en situation d'emplois inadéquats). Par ailleurs, la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté est évaluée en 2010 à 76,5% de la population (INSTAT).

### 5.2. Contexte sociopolitique

Le score moyen de cette sous-dimension est de 48,3. Les indicateurs sont :

**Tableau III.32:** Les indicateurs de la sous-dimension 'contexte sociopolitique'

<i>Réf.</i>	<i>Dénomination</i>	<i>Score</i>
5.2.1.	Droits et libertés politiques	17,5
5.2.2.	Autorité de la loi et libertés individuelles	52,8
5.2.3.	Droits des associations et des organisations	58,3
5.2.4.	Vécu de l'encadrement légal	80,0
5.2.5.	Efficacité de l'état	32,9

#### 5.2.1. Droits et libertés politiques

L'indice des droits et libertés politiques est publié par Freedom House. En 2011, le niveau de l'indice est de 7 pour Madagascar (sur une échelle de 40). Il est à noter que ce score est en dégringolade depuis l'entrée en crise en 2009, car cet indice oscillait entre 22 et 25 entre 2003 et 2009. La valeur calculée pour l'indice a été rééchelonnée sur une échelle de 0 à 100. Ce qui donne un score de 17,5%. Ce faible score traduit la dégradation des libertés politiques depuis l'entrée en crise. L'expression de cette faible liberté est dans la difficulté qu'on les personnes à tenir des manifestations.

#### 5.2.2. Autorité de la loi et libertés individuelles

Cet indicateur est calculé d'après l'indice des libertés civiles publié par Freedom house pour l'année 2011. Trois composants de ce dernier indice sont intégrés dans l'indicateur 5.2.2. : l'indice de l'état de droit et droits de l'homme, l'indice sur l'autonomie des personnes et les droits individuels et l'indice sur la liberté d'expression et de croyance. Le score calculé pour l'indicateur est de 52,1.

Par rapport à l'état de droit et droit de l'homme, Madagascar enregistre un faible score (6 sur une échelle de 16). Cette situation est à relier avec la restriction, avec la survenue de la crise politico-économique, des libertés politiques

Les deux autres composantes de l'indice (autonomie des personnes et droits individuels et, la liberté d'expression et de croyance), les scores enregistrés pour Madagascar sont moyens (respectivement 9/16 et 10/16). A titre illustratif, on relève que la liberté de culte existe à Madagascar car on assiste actuellement à la multiplication de nouvelles églises non traditionnelles sans que ces dernières ne rencontrent vraiment des entraves de la part de l'Etat malgache.

Freedom house classe les pays en trois catégories (libres, partiellement libres, non libres). Madagascar appartient au groupe des pays partiellement libres.

### **5.2.3. Droits des associations et des organisations**

Cet indicateur est aussi calculé d'après l'indice publié par Freedom house pour l'année 2011. La valeur de l'indice est de 7 sur une échelle de 12, ce qui donne en rééchelonnant sur une échelle de 0 à 100 : 58,3.

### **5.2.4. Vécu de l'encadrement légal**

Cet indicateur calcule la moyenne entre le pourcentage d'organisations qui trouve que les réglementations auxquelles sont soumises les OSC sont facilitatrices et le pourcentage d'organisation qui n'a pas fait l'objet d'une interdiction ou d'une attaque abusive de la part de l'administration. Les scores obtenus est de 80%.

L'étude de cas sur le cadre légal a montré que la plupart des organisations de la société civile manquent cruellement de moyens et dépendent fortement des financements des bailleurs de fonds. Aussi, pour la plupart des OSC, la principale motivation devient la recherche de financement et du côté des membres, c'est souvent la recherche de profit et d'avantages personnels qui motivent ces derniers. L'étude de cas a aussi montré que les lois qui régissent les associations et les ONG sont tellement permissives qu'elles sont détournées par certaines organisations qui devraient être classées dans le secteur privé, du fait de la nature de leurs activités. On relève aussi que cet appât du gain a contribué à détériorer la crédibilité des OSC malgaches.

### **5.2.5. Efficacité de l'Etat**

L'efficacité de l'Etat est un indice calculé par la banque mondiale. La valeur enregistrée pour l'année 2009 est de 32,9%. La signification du score est que Madagascar appartient au tiers des gouvernements les moins efficaces.

## **5.3. Contexte socioculturel**

Cette sous-dimension obtient un score de 58,9.

**Tableau III.33:** Indicateurs de la sous-dimension 'contexte socioculturel'

<i>Réf.</i>	<i>Dénomination</i>	<i>Score</i>
5.3.1	Confiance	29,9
5.3.2	Tolérance	55,2
5.3.3	Esprit civique	91,6

### **5.3.1. Confiance**

Moins du tiers des personnes interrogées (29,9%) font naturellement confiance à leurs semblables. Le score bas indique donc la prédominance de la méfiance.

### **5.3.2. Tolérance**

Cet indicateur évalue le pourcentage moyen de personnes pour qui avoir comme voisins certains groupes de gens (comme les personnes d'une autre religion, d'une autre race, les immigrés / étrangers, les personnes séropositives ou sidéennes, les homosexuels) ne pose pas de problème. Le score général est moyen 54,5%. Il est à noter que les groupes de personnes les moins tolérés sont les homosexuels. Les autres groupes de personnes ne sont rejetés que par une proportion faible de personnes.

### **5.3.3. Esprit civique**

Cet indicateur évalue le pourcentage moyen de personnes qui ont trouvé non justifiés ou condamnables de pratiquer des écarts de conduite comme : tenter de bénéficier d'avantages sociaux auxquels on n'a pas droit, voyager sans billet, frauder le fisc si on le peut, accepter un pot de vin dans l'exercice de ses fonctions. Le score obtenu pour cet indicateur est assez bon (91,6). On peut nuancer ce bon score en se rappelant qu'il s'agit d'un chiffre à partir de ce que les personnes disent et non à partir de ce qu'ils font.

#### **Conclusion**

Le contexte socio-économique est caractérisé par un indice des capacités de base moyen, une corruption endémique, une dette extérieure représentant près du cinquième du revenu national brut. Il faut noter que la situation économique Malgache est très précaire avec plus du trois-quarts de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Le contexte sociopolitique est caractérisé par une liberté politique très restreinte, depuis la crise politico-économique de 2009. L'état de droit et les libertés individuelles peuvent être qualifiés de moyenne. L'encadrement légal est plutôt bien perçu par les organisations, tandis que l'efficacité de l'état fait défaut. Le contexte socioculturel peut être résumé par une forte proportion de personnes ayant un esprit civique, une proportion moyenne de personnes tolérantes envers les autres et une faible proportion de personnes faisant naturellement confiance à leurs semblables.

## IV. FORCES ET FAIBLESSES

L'évaluation des forces et faiblesses de la société civile a été réalisée de manière participative durant les ateliers des groupes focaux régionaux. Une forte implication à toutes les étapes du processus de toutes les parties prenantes, à savoir, le Comité Consultatif national et les membres des groupes focaux régionaux a été requise, selon la méthodologie de Civicus, pour refléter et traduire au mieux la situation des sociétés civiles. Durant le Séminaire National, le même exercice a été repris afin de compléter et d'affiner les éléments obtenus. La démarche a ainsi permis d'identifier à la fois les forces, atouts et avantages comparatifs de la société civile mais également ses faiblesses dans tous les domaines. La synthèse des constats fait apparaître les éléments suivants :

### 1. FORCES

- **Grande diversité des organisations de la société civile** : de nombreuses associations, réseaux d'associations s'éparpillent sur l'ensemble du territoire malgache. Différents types d'organisations sont en effet visibles à Madagascar : associations, ONG, Organisations paysannes, réseaux, plateformes... Ils travaillent sur les différentes thématiques liées au développement.

- **Existence reconnue de la société civile par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) comme acteurs clés dans le développement participatif** : qui se traduit par leur implication dans les concertations sur les questions majeures et politiques nationales et leur implication comme prestataires ou opérateurs de réalisation des projets et programmes sectoriels et des collectivités.

- **Bonne relation avec les communautés de base favorisée par la proximité géographique** : La plupart des sociétés civiles malgaches travaillent en étroite collaboration avec les communautés de base. La société civile a largement contribué à la mise en œuvre de différentes planifications participatives à travers l'élaboration des PRD et PCD par exemple.

- **Existence des réseaux et plateformes** : Quoiqu'en nombre limité, les réseaux constituent un point fort pour la société civile malgache. Les réseaux sont constitués par des organisations qui décident de collaborer ensemble. Leur atout réside dans le fait de son caractère formel et d'une reconnaissance officielle. A cela s'ajoute la facilité de la coordination et de mise en cohérence de la vision et des objectifs pour le développement du pays. En effet, les réseaux servent comme un espace d'échanges et de concertation entre les différents acteurs de la société civile généralement du même secteur ou ayant des objectifs/missions similaires.

- **Forte mobilisation des OSC dans le domaine social** : Que ce soit en termes d'étendue ou de profondeur, un fort engagement de la société civile a toujours été constaté dans le domaine social. Partout à Madagascar, la société civile a toujours manifesté sa volonté de participer à l'amélioration des conditions de vie (sociale) de la population.

- **Partenariat avec les bailleurs/PTF** : En général, la relation existante entre la société civile et les PTF/bailleurs de fonds qui se traduit par l'appui technique et financier apporté par ces derniers, a eu un résultat palpable au niveau du développement du pays. La confiance des bailleurs accordée aux sociétés civiles a poussé ces dernières à respecter et honorer les contrats établis dans le cadre de la collaboration.

- **Expériences et expertises des OSC** : Plusieurs sociétés civiles ont accumulé un certain nombre d'expériences dans différentes thématiques de développement grâce à leur partenariat avec les bailleurs notamment en termes de renforcements de capacités. Elles sont plus capables de contribuer aux investissements socio économiques notamment à travers des activités de sensibilisation et de mobilisation sociale/communautaire.

- **Confiance accordée par la population à la Société Civile** : Contrairement à la Société politique, la population a plus de confiance à la société civile, notamment aux organisations reconnues en matière des œuvres de charité. De plus, la présence de quelques organisations de la société civile qui osent faire des interpellations accroît également cette confiance.

## 2. FAIBLESSES

La société civile est généralement faible en termes d'organisations et de finances (ressources ou gestion financières). Cette situation tend à affaiblir ses capacités à se profiler en contre pouvoir ou plutôt en partenaire crédible de l'Etat en vue d'amener ce dernier à rendre compte de ses actes.

- **Insuffisance organisationnelle et institutionnelle** : qui se manifeste par une faible application des principes de base de la bonne gouvernance interne (respect des statuts et règlements, clarté dans la séparation des fonctions, transparence,...). Une association possède un manuel de procédure mais ce dernier n'est pas respecté. Le manque de transparence dans la gestion et la non prise en compte des intérêts des membres sont souvent constatés. A la fois, une personne joue le rôle de président et de trésorier d'une association ce qui rend difficile le contrôle interne des ressources financières. « Une personne a plusieurs casquettes », telle est souvent la phrase qui résume la situation : des conflits d'intérêt sont perçus. Un autre problème de gouvernance très fréquent également est la faiblesse de la base de représentativité sociale. La méconnaissance des contenus des textes, légiférant les organisations de la société civile et même ceux en interne (statuts et règlements intérieurs) les organisant, est aussi une des causes de cette insuffisance organisationnelle qui entraîne généralement un manque d'efficacité de l'OSC concernée.

- **Manque de force de propositions** en particulier en direction de l'Etat et des Partenaires techniques et financiers ou du Secteur privé. Une pression sous forme d'intimidation de la part de l'Etat a été souvent constatée. Cet aspect a été surtout mentionné au niveau des régions comme Sava et Boeny. La société civile, en tant que structure d'interpellation et de proposition dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques et des stratégies, n'est pas très effective. L'implication de la société civile dans le cadre de gestion des affaires publiques à différents niveaux semble encore limitée. En effet, sans une interaction avec d'autres acteurs, la société civile malgache n'arrive pas encore à faire valoir sa position et contribuer ainsi à la prise de décision.

- **Insuffisance d'organisation et de leadership** entraînant ainsi un manque de vision partagée et une absence de projet commun. A cela s'ajoute l'absence de circulation de l'information entre les acteurs de la société civile causée dans la plupart des cas par l'insuffisance des ressources financières entraînant des lacunes même dans la communication même à l'interne des informations. Les ressources financières sont souvent instables provoquant des désorganisations fréquentes au sein des associations qui, en majorité, vivent des cotisations de leurs membres (si celles-ci existent). Or les membres ne paient pas correctement leur part de cotisations.

- **Absence de solidarité** entre les composantes de la société civile et faible collaboration entre eux. Souvent, les classes sociales aisées se désintéressent de la vie associative entraînant ainsi une faible participation de leur part dans des engagements sociaux. De plus, la société civile malgache, du fait de l'insuffisance des moyens financiers se présente en tant que prestataire dès qu'un appel d'offre est lancé par les PTF/bailleurs. De ce fait, l'esprit de solidarité est complètement effacé, même pour les associations affiliées dans un même réseau. La société civile s'investit beaucoup plus dans des prestations plutôt que s'engager pour le changement social.

- **Inexistence de loi régissant les concepts de 'volontariat' et 'bénévolat'** : Cette situation freine l'adhésion voire l'engagement des membres au sein d'une association. Ces concepts restent encore flous à Madagascar.

- **Existence de conflit interne** : Souvent, il a été constaté que les associations sont créées juste pour concourir à un marché offert par les bailleurs. La raison d'être des OSC dépend ainsi de la conjoncture et des aides des organismes internationaux. De ce fait, ces associations n'ont pas une bonne assise tant du point de vue organisationnelle, institutionnelle ou financière. Cela entraîne souvent des conflits à l'interne car elles deviennent seulement un outil pour canaliser les fonds obtenus et comme leurs structures ne sont pas pérennes, cela cause des divergences entre membres et fondateurs.

- **Absence de positionnement clair de la société civile dans le jeu des acteurs** : Il y a une forte confusion (d'image et d'actions) entre la société civile et la société politique malgaches. Les politiciens jouent un rôle majeur dans ce constat dans la mesure où, en tant que politiciens, ils créent des associations qu'ils dénomment faire partie de la société civile et à travers lesquelles ils mobilisent des partisans politiques. La séparation entre société civile et société politique devient alors confuse et reste toujours floue. La société civile est souvent utilisée pour véhiculer les idéologies politiques et ne sert point à être une organisation autonome jouant le rôle de contre pouvoir dans le débat public ou de force de pression auprès des décideurs. Les suggestions/propositions émises par la société civile sont souvent étiquetées de pro-pouvoir ou de l'opposition selon l'affiliation politique présumée de l'organisation qui les véhicule.

- **Insuffisance de la culture démocratique dans les OSC** : La majorité des OSC ne respectent pas les règles et principes coopératifs fondés sur la culture démocratique dans la désignation de ses premiers responsables, le renouvellement régulier des équipes dirigeantes et la légitimité de leur action sur terrain.

- **Non reconnaissance de la Société Civile par le Secteur privé** : La majorité des OSC enquêtées ont ressenties qu'elles ne sont pas suffisamment reconnues par le Secteur privé.

- **Insuffisance de la mise à l'échelle des actions des OSC au niveau national** : De nombreuses actions effectuées par les OSC restent parfois méconnues par la population. Le circuit d'information n'est pas toujours fluide. On assiste parfois à des retentions d'information de la part des médias due au censure.

- **Insuffisance de centralisation et d'harmonisation des données sur les OSC** : De nombreuses études ont été effectuées sur la société civile mais les données sont souvent éparpillées. La faible existence des réseaux ou plateformes d'échange accentue ce non partage et non fluctuation d'informations. A cela s'ajoute la précarité des infrastructures de communication dans le milieu rural.

- **Faible capacité de négociation et de plaidoyer, faible capacité de défense des intérêts de la société civile** : la capacité des associations en terme de mise en œuvre d'activités de plaidoyer est faible voire inexistante. Cette situation est plus accentuée dans le milieu rural où les plaidoyers pour la prise en compte des priorités locales sont quasiment inaperçus. La faiblesse de la capacité de négociation des accords par exemple conduit les associations (rurales) à être toujours contrôlées, voire gérées par d'autres expertises extérieures. La majorité des associations rurales n'arrivent pas à mettre en place des dispositifs institutionnels de mobilisation sociale pour influencer les décisions et orientations politiques. De plus, les bailleurs ont une méfiance envers les OSC. Ainsi, ils préfèrent confier aux ONG les grands projets.

## V. PLAN D'ACTION ET RECOMMANDATIONS

Quelques axes stratégiques ont été identifiés afin de capitaliser les activités identifiées pour pallier les lacunes rencontrées dans le cadre du renforcement de capacités de la société civile. Les activités mentionnées sont issues de la synthèse des idées recueillies auprès des groupes focaux mis en place au niveau des 6 régions.

### 1. PLAN D'ACTION

Quatre axes stratégiques ont été identifiés pour consolider ces multiples propositions d'activités de renforcement de la société civile.

- Axe stratégique 1 : Amélioration du cadre d'intervention des OSC
- Axe stratégique 2 : Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des OSC
- Axe stratégique 3 : Consolidation des espaces d'échanges et de communication entre acteurs au sein de la société civile et entre la société civile et d'autres acteurs
- Axe stratégique 4 : Développement d'un processus de suivi, d'observation, d'interpellation, de rendre compte et de recours

### 2. RECOMMANDATIONS

La recommandation primordiale et transversale valable pour toutes les parties prenantes serait la réinstauration de la confiance mutuelle entre tous les intervenants, population, OSC, Etat, PTF. Un climat de confiance est une condition sine qua non de la réussite de toute action de développement ; la transparence et la redevabilité devraient être un état d'esprit. D'un côté, l'infantilisation de la population (y compris les OSC) à tous les niveaux devrait cesser tant de la part de l'Etat que des PTF ; de l'autre côté, la population ne devrait plus attendre que l'Etat ou les PTF fassent tout à sa place, que ces derniers lui apportent tout sur un plateau d'argent.

Il est aussi important d'insister sur la compréhension et l'instauration de la démocratie comme système de gouvernance, le mieux indiqué pour assurer à tout citoyen « justice civile et politique, justice économique, justice sociale, culturelle et environnementale » prévues par toutes les constitutions établies à Madagascar depuis son indépendance. En effet, il ne peut y avoir cohésion sociale sans justice.

Les recommandations citées ci après vont à l'encontre de toutes les parties prenantes impliquées dans la société.

#### ➤ Au niveau des Organisations de la Société Civile

Il serait nécessaire, même urgent de renforcer et de développer, au sein des OSC membres des groupements et des plateformes, la culture et l'esprit de « l'unité dans la diversité » où les compétences de l'un fait la force de tous, en mettant en exergue l'importance du maillage (réseautage), du partage et de l'esprit d'équipe pour l'atteinte d'un ou des objectif(s) commun(s) ; ce qui nécessite un renforcement de capacité en techniques de réseautage et organisationnelles.

Les ramifications du réseau qui seront composées par les OSC de base au niveau même des Fokontany constitueront les relais de proximité du réseau connaissant les attentes et les besoins des communautés de base car vivant avec eux ; ce serait en terme imagé comme le système de circulation sanguine d'un corps où les capillaires dépendent du cœur tout autant que le cœur a besoin de tous les vaisseaux sanguins pour remplir son rôle, cela dans un objectif commun appelé vie.

La société civile doit agir partout où il convient d'être présent avec des compétences avérées et démontrées, en étant un acteur actif voire proactif et un instigateur de nouvelles orientations et initiatives, lui permettant ainsi d'être l'interlocuteur incontournable et obligatoire de toutes questions touchant le bien être de la population ; ce qui nécessite des actions de renforcement

de capacités en Management et Leadership pour permettre à la société civile de devancer et non suivre, pour agir et non subir.

Il serait aussi nécessaire d'apprendre et à éduquer les OSC à se prendre en charge, à être plus autonomes en favorisant et en incitant la création d'Activités Génératrices de Revenus mais surtout renforcer la structuration des OSC tant en leur sein qu'au sein de la filière où elles agissent pour que ces dernières puissent travailler et fonctionner d'une manière professionnelle et être ainsi plus efficaces dans leurs actions, que l'association ne soit plus limitée à des actions sociales du type : présentation de vœux lors du nouvel an, de condoléances en cas de deuil, ... mais vraiment pour le bien de la société voire pour le développement du pays ; ce qui nécessite des renforcements de capacités en management des organisations et des associations, en marketing social voire en gestion des conflits.

➤ Au niveau de l'Etat

Un code de déontologie et d'éthique, une sorte de cahier de charges, valant loi devrait être élaboré et sorti pour normaliser le cadre de travail des OSC. Ce code fera partie des documents de constitution de l'OSC et sera signé par elle pour confirmer son engagement à le respecter. Le non respect du code entraînera la déchéance de l'OSC et le retrait de son agrément en tant qu'OSC. Le respect des normes et des standards de travail devrait entrer dans les mœurs de la SC. La formation et l'information sur ce code doivent être systématiques pour toutes les OSC.

En conséquence, l'Etat se doit d'accepter que la SC est un des piliers du développement durable du pays et lui donner le respect qu'il lui doit en tant que tel.

➤ Au niveau des PTF

Un recensement le plus exhaustif possible de toutes les études sur la SC et faites par la SC devrait être entrepris pour permettre d'identifier, de capitaliser et de valoriser tant les compétences et les expertises existantes que les expériences acquises et les recommandations formulées, les OSC étant issues d'horizons et de secteurs très variés. Cette diversité permettrait à la SC d'embrasser tous les domaines touchant la vie publique et d'y agir avec efficacité pour le bien vivre de la population.

Dorénavant, toutes interventions des PTF devraient être conditionnées par l'implication et la participation active de la société civile.

### 3. PROCHAINES ETAPES

- **Dissémination des résultats** : des ateliers de restitution au niveau national et régional devront se tenir afin de diffuser les résultats de l'ISC et que chaque région puisse en bénéficier. Les études de cas concernant les 5 dimensions seront transposées sur des brochures, accessibles au grand public. De même, les résultats de l'ISC seront présentés sur dépliants pour faciliter la lecture.
- **Elaboration de la note politique** : la note politique doit à la fois donner les grandes lignes des principaux résultats de l'ISC et mettre en relief le plan d'action mis au point lors de l'atelier national ainsi que les recommandations pour corriger les faiblesses de la société civile et dynamiser ses forces.

### 4. L'APRES ISC

- ❖ Mise en place d'un programme national pour la société civile pour répondre aux aspirations et besoins réels de la population après une concertation des 3 piliers : secteur public, secteur économique et société civile sur les objectifs à atteindre et les missions respectives.
- ❖ Mise en place d'une équipe chargée d'assurer la concrétisation des recommandations (une équipe de pilotage stratégique nationale, une équipe organisationnelle et de coordination au niveau régional et équipe opérationnelle au niveau des districts). En



effet, à la différence des autres études entreprises sur la société civile, qui sont pour la plupart restées sans suite, les actions préconisées dans la note politique méritent d'être réalisées, pour ce faire, un Comité élargi de suivi composé des membres du CC renforcés par des représentants des GFR et des institutions qui ont entrepris les études de cas ainsi que de l'ENI appuyés par des représentants des PTF devrait être mis en place afin de réfléchir et de chercher toutes les voies et moyens pour rendre effectif les actions de la note politique. Des TDR doivent être élaborés avec des plans d'actions, des chronogrammes avec des jalons et des indicateurs de suivi et d'évaluation.

- ❖ Les GFR, en tant que structure de proximité, doivent être renforcés tant en capacités qu'en ressources pour qu'ils puissent jouer le rôle de moteur de développement de la SC dans leurs régions respectives. Les GFR pourraient alors se constituer à terme en Groupement Régional des Organisations de la Société Civile qui assurera le suivi régional de la réalisation de la note politique.
- ❖ La collaboration et la concertation avec des projets de renforcement de la société civile tels le VIF et la composante 4 Transparence et Redevabilité Sociale du PGDI II seraient à encourager pour une meilleure synergie et une meilleure efficacité des actions en faveur de la Société Civile.
- ❖ De grands efforts de communication doivent être entrepris pour faire connaître la note politique et les résultats du projet détermination de l'ISC à Madagascar. Pour ce faire, un plan de communication doit donc être établi. L'édition d'un bulletin d'information sur l'ISC serait encouragée. La redevabilité et la transparence ne doivent pas être de vains mots. Des ateliers de formation, des réunions d'informations, des débats télévisés ou tout autre moyen permettant d'informer et de rendre compte doivent être mis en œuvre ; la culture de transparence et de redevabilité doit être instituée voire vulgarisée et devenir ainsi un réflexe, une mode de pensée et d'action.
- ❖ Renforcement des structures faïtières et de mise en réseau par zone géographique et par thématique afin qu'elles puissent vraiment jouer leur rôle d'appui avec une approche systémique (mise en exergue de l'inter – dépendance) afin de conjuguer les efforts et non favoriser la destruction.
- ❖ Mise en place d'un réel espace de concertation avec la Société Civile.
- ❖ Mise à disposition de la Société Civile, dans un endroit accessible et centralisé, des résultats des études faites pour être capitalisés.
- ❖ Des études de mise à jour de l'ISC doivent être entreprises périodiquement et régulièrement pour connaître l'évolution de la perception de la SC à Madagascar ; ces études doivent être élargies à d'autres régions pour permettre d'intégrer leurs spécificités.

## CONCLUSION

Le diamant de la société civile malgache est moyen, ce qui peut être considéré comme un bon résultat, compte tenu du vécu de la situation existante qui apparaît moins optimiste. En effet, l'engagement des citoyens dans les actions sociales, par exemple, est substantiel mais est plutôt concentré dans les types d'organisations où les malgaches s'impliquent traditionnellement (organisations confessionnelles, associations familiales, associations de natifs). En revanche l'engagement dans les actions politiques est faible. Par rapport au niveau d'organisation, les scores enregistrés sur la gouvernance interne, l'affiliation à un réseau la communication, les ressources financières et technologiques, sont relativement élevés. Mais ces chiffres dissimulent certaines réalités quant à la pratique réelle de la prise de décision démocratique, les bénéfices éventuels de l'appartenance à un réseau ou le fait que la grande majorité des OSC malgaches manquent cruellement de financements. Les perceptions sur les valeurs promues au sein de la société civile et sur les impacts de cette dernière sont subjectives et donc fragiles.

L'environnement extérieur est la dimension qui récolte le plus haut score. Toutefois, l'on doit dire que le contexte socio-économique est marqué par une régression économique conséquente à la crise politique actuelle, qui est venu aggraver une situation de pauvreté déjà problématique. Le fait marquant dans le contexte sociopolitique est une forte dégradation des libertés politiques. Seul, le bon score du contexte socioculturel (58,5) est vraiment à l'image de la sociabilité naturelle des malgaches qui est reconnu à travers l'importance que les malgaches accordent au fihavanana<sup>10</sup>.

Aussi, l'indice de la société civile est un outil important en vue du renforcement des capacités de la société civile malgache. Mais il faut noter que si le souci de comparabilité internationale oblige de garder un même mode de calcul des indicateurs de l'ISC, il faut prendre en compte d'autres éléments spécifiques à la réalité malgache pour avoir une compréhension effective de la situation actuelle de la société civile malgache.

---

<sup>10</sup> Le fihavanana est une valeur malgache qui peut être traduit, de façon très fruste en : souci et respect de la parenté. Tous les malgaches se considèrent comme un et en ce sens ils tendent naturellement à se respecter et à prendre soin les uns les autres.

## LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1. Matrice des données ISC**
- Annexe 2. Liste des membres du CC**
- Annexe 3. Diamant de perception des CC**
- Annexe 4. Identification des activités suivant les dimensions**
- Annexe 5. Plan de renforcement de capacités**
- Annexe 6. Résumé des études de cas ((5 dimensions)**
- Annexe 7. Liste des Organisations enquêtées**
- Annexe 8. Autres informations sur les zones d'intervention**
- Annexe 9. Présentation du PNUD, du Consortium MSIS-CNPC**
- Annexe 10. Liste des participants à l'Atelier national**
- Annexe 11. Liste des membres de l'Equipe action**

## Annexe 1. Matrice des données ISC

<b>Sous-dimension</b>	<b>Indicateur</b>	<b>MADAGASCAR</b>
<b>1) Dimension : Engagement citoyen</b>		<b>48,89</b>
1.1. <i>Etendue de l'engagement social</i>		44,2
Appartenance à une organisation à vocation sociale 1	1.1.1	36,4
Bénévolat dans le domaine social 1	1.1.2	43,1
Engagement au niveau de la communauté 1	1.1.3	53,1
1.2. <i>Profondeur de l'engagement social</i>		
Appartenance à une organisation à vocation sociale 2	1.2.1	36,03
Bénévolat dans le domaine social 2	1.2.2	17,8
Engagement au niveau de la communauté 2	1.2.3	25,9
1.3. <i>Diversité de l'engagement social</i>		64,4
Diversité de l'engagement social	1.3.1	
1.4. <i>Etendue de l'engagement politique</i>		85,48
Appartenance à une organisation politique 1	1.4.1	85,48
Bénévolat dans le domaine politique 1	1.4.2	16,26
Militantisme à titre individuel 1	1.4.3	7,4
1.5. <i>Profondeur de l'engagement politique</i>		9,5
Appartenance à une organisation politique 2	1.5.1	31,9
Bénévolat dans le domaine politique 2	1.5.2	
Militantisme à titre individuel 2	1.5.3	22,66
1.6. <i>Diversité de l'engagement politique</i>		15,2
Diversité de l'engagement politique	1.6.1	33,9
<b>2) Dimension : Niveau d'organisation</b>		<b>18,9</b>
2.1. <i>Gouvernance interne</i>		
Direction	2.1.1	88,74
2.2. <i>Architecture</i>		88,74
Organisations de soutien	2.2.1	<b>51,21</b>
2.3. <i>Communication à l'intérieur du secteur</i>		55,6
Communication "peer-to-peer" 1	2.3.1	55,6
Communication "peer-to-peer" 2	2.3.2	61
2.4. <i>Ressources</i>		61
Stabilité des ressources humaines	2.4.1	61,35
2.5. <i>Ressources financières et technologiques</i>		62,8
Stabilité financière	2.5.1	59,9
Ressources technologiques	2.5.2	18,7
<b>3) Dimension : Pratique des valeurs</b>		<b>50,73</b>
3.1. <i>Prise de décision démocratique</i>		78
Gouvernance avec prise de décision démocratique	3.1.1	78
3.2. <i>Droit du travail</i>		37,32
Egalité des chances	3.2.1	63,1
Taux de syndiqués	3.2.2	13,2
Formation au droit du travail	3.2.3	34,4
Standards de travail	3.2.4	38,6

<b>Sous-dimension</b>	<b>Indicateur</b>	<b>MADAGASCAR</b>
3.3. <i>Code de conduite et transparence</i>		45,05
Code de conduite à disposition publique	3.3.1	55,7
Transparence	3.3.2	34,4
3.4. <i>Standards environnementaux</i>		39,2
Standards environnementaux	3.4.1	39,2
3.5. <i>Perception des valeurs dans la SC dans son ensemble</i>		54,08
Perception de la non-violence	3.5.1	55,4
Perception de la démocratie interne	3.5.2	54,7
Perception du degré de corruption	3.5.3	25,3
Perception de l'intolérance	3.5.4	61,4
Perception du poids des groupes faisant preuve d'intolérance	3.5.5	72,4
Perception de la promotion de la non-violence et de la paix	3.5.6	55,3
<b>4) Dimension : Perceptions des impacts</b>		<b>43,43</b>
4.1. <i>Réactivité (perception interne)</i>		40,95
Impact sur le premier sujet de préoccupation	4.1.1	37,3
Impact sur le deuxième sujet de préoccupation	4.1.2	44,6
4.2. <i>Impact social (perception interne)</i>		58,92
Impact social en général	4.2.1	53,85
Impact social de sa propre organisation	4.2.2	64
4.3. <i>Impact politique (perception interne)</i>		40,66
Impact politique en général	4.3.1	28,7
Activité politique de sa propre organisation	4.3.2	39,7
Impact politique de sa propre organisation	4.3.3	53,6
4.4. <i>Réactivité (perception de l'extérieur)</i>		47,6
Impact sur le premier sujet de préoccupation	4.4.1	45,2
Impact sur le deuxième sujet de préoccupation	4.4.2	50
4.5. <i>Impact social (perception de l'extérieur)</i>		50,57
Impact social sur des sujets précis	4.5.1	52,35
Impact social en général	4.5.2	48,8
4.6. <i>Impact politique (perception de l'extérieur)</i>		41,9
Impact politique sur des sujets précis	4.6.1	51,2
Impact politique en général	4.6.2	32,6
4.7. <i>Impact de la SC sur les comportements</i>		23,40
Différence entre le niveau de la confiance accordée aux membres de la société civile et celui de la confiance accordée à ceux qui n'en font pas partie	4.7.1	0,42
Différence entre le niveau de tolérance des membres de la société civile et celui de ceux qui n'en font pas partie	4.7.2	7,06
Différence entre l'esprit civique des membres de la société civile et celui de ceux qui n'en font pas partie	4.7.3	1,75
Le crédit accordé à la société civile	4.7.4	84,4
<b>5) Dimension : Environnement extérieur</b>		<b>55,38</b>
5.1. <i>Contexte socio-économique</i>		58,94
Indice des capacités de base	5.1.1	76
Corruption	5.1.2	26
Inégalité	5.1.3	59,7
Contexte économique	5.1.4	74,06

<b>Sous-dimension</b>	<b>Indicateur</b>	<b>MADAGASCAR</b>
5.2. <i>Contexte sociopolitique</i>		48,3
Droits et libertés politiques	5.2.1	17,5
Autorité de la loi et libertés individuelles	5.2.2	52,8
Droits des associations et des organisations	5.2.3	58,3
Comment est vécu l'encadrement légal	5.2.4	80
Efficacité de l'État	5.2.5	32,9
5.3. <i>Contexte socioculturel</i>		58,91
Confiance	5.3.1	29,9
Tolérance	5.3.2	55,22
Esprit civique	5.3.3	91,62

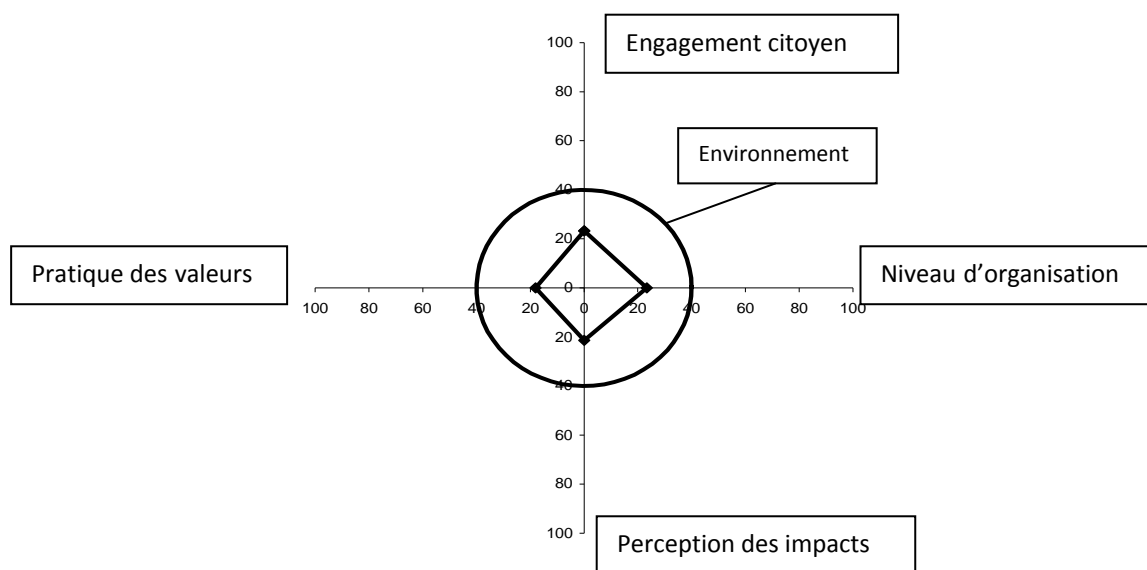
Annexe 2. Comité Consultatif

	NOM ET PRENOMS	ENTITE	DOMAINE	TELEPHONE MAIL
<b>OSC D'INTERET SOCIAL - CULTUREL - CONFESIONNEL</b>				
1	NOROMANANA LALAHARIVONY	PFSCE	ENFANCE	033 14 330 41 <a href="mailto:pfsce@moov.mg">pfsce@moov.mg</a>
2	RAMANANA DORIS	CSRJ	JEUNESSE	034 06 122 44 <a href="mailto:ramananadoris@yahoo.fr">ramananadoris@yahoo.fr</a>
3	RANDRIANARISON BEATRICE OLGA FIZOMA		PERSONNE AGEE	032 04 139 73 <a href="mailto:beatrice.olga@yahoo.fr">beatrice.olga@yahoo.fr</a>
4	RABENDRAINNY SENDRAHARISOA	PFPH	PERSONNES HANDICAPEES	033 14 462 32 <a href="mailto:pfphmod@yahoo.fr">pfphmod@yahoo.fr</a>
5	RATSIAZO SANDRA NJATOMALALA	RESEAU GENRE	GENRE	034 06 636 87 <a href="mailto:sandranjato@gmail.com">sandranjato@gmail.com</a>
6	RAZAKAMANARINA NDRANTO	VOAHARY GASY	ENVIRONNEMENT	033 12 080 37 <a href="mailto:nrazakamanarina@hotmail.com">nrazakamanarina@hotmail.com</a>
<b>OSC D'INTERET POLITIQUE</b>				
7	RAHAGA RAMAHOLIMIHASO	MEDIA	GOUVERNANCE	034 11 480 94 <a href="mailto:rmramaholi@gmail.com">rmramaholi@gmail.com</a>
8	VOAHANGY RAVELOSON	KMF CNOE	GOUVERNANCE	034 09 869 46 <a href="mailto:cnoe@moov.mg">cnoe@moov.mg</a>
9	RANDRIANITOVINA PARFAIT	SAHA	GOUVERNANCE	032 04 592 31 <a href="mailto:saha.com@iris.mg">saha.com@iris.mg</a>
<b>STRUCTURES FAITIERS</b>				
10	MAHAMOUDOU ANDRIANDAHY	PFNOSCM	FAÏTIRE NATIONALE	032 04 946 99 <a href="mailto:mndriand@yahoo.fr">mndriand@yahoo.fr</a>
11	RAFOLISISOA HANITRINIALA	UNMDH	FAITIERE THEMATIQUE DROITS HUMAINS	034 05 249 35 <a href="mailto:rafolisisoa@yahoo.fr">rafolisisoa@yahoo.fr</a>
<b>FONCTIONS</b>				
12	LYRA RAJENARISON	OBSERVATOIRE INTEGRITE	OBSERVATION	033 15 625 25 <a href="mailto:oni.coordination@gmail.com">oni.coordination@gmail.com</a>
13	RAVELOARIJAONA RADO	AIDE ET ACTION	EDUCATION	032 04 517 38 <a href="mailto:aea.doi@moov.mg">aea.doi@moov.mg</a>
<b>OSC D'INTERET ECONOMIQUE</b>				
14	ANDRIAMAMONJIARISON NORO	GEM	ORGANISATION FAITIERE SECTEURS	032 07 811 73 <a href="mailto:andriamamonjjarison@moov.mg">andriamamonjjarison@moov.mg</a>
15	RITA RAVELOJAONA	FHORM	FILIERE TOURISME	032 07 713 30 <a href="mailto:rita@moov.mg">rita@moov.mg</a>
<b>PARTENAIRES TECHNIQUES</b>				
16	ANDRIANOELISON JEAN JACQUES	PREA/PGDI	PROGRAMME	032 62 092 88 <a href="mailto:psepgdi@moov.mg">psepgdi@moov.mg</a>
17	RAKOTOARISON JEAN JACQUES	OEMC	PROGRAMME EDUCATION CITOYENNE	033 15 101 21 <a href="mailto:jjrakoto@hotmail.com">jjrakoto@hotmail.com</a>
18	DOMINIQUE RAKOTOMALALA	FRIEDRICH EBERT STIFTUNG	PROGRAMME	033 12 344 24
<b>PARTENAIRES STRATEGIQUES</b>				
19	ANJARA MANANTSARA	DG DECENTRALISATION	SECTEUR PUBLIC	033 37 973 89 <a href="mailto:dgd@matd.gov.mg">dgd@matd.gov.mg</a>
20	HANITRA RAHARINJATOVO	DG FDL	SECTEUR PUBLIC	033 37 144 40 <a href="mailto:atdap.mtrdat@yahoo.fr">atdap.mtrdat@yahoo.fr</a>

### Annexe 3. Diamant de perception

Source : Travaux de groupe CC - Atelier 15déc –Ankerana

Scores des dimensions	
Dimension	Score
Engagement citoyen	23,33333333
Niveau d'organisation	23,33333333
Pratique des valeurs	18
Perception des impacts	21,42857143
Environnement	40





## Annexe 4. Identification des activités suivant les dimensions

A part l'identification des forces et faiblesses de la société civile malgache, les ateliers des groupes focaux régionaux menés au niveau des 6 régions avaient également pour but de proposer des activités qui permettront d'établir un plan de renforcement de capacités de la société civile. Pour cela, des exercices ont été effectués afin de cibler les activités pouvant être menées selon les 3 principales dimensions que sont l'engagement citoyen, le niveau d'organisation et la pratique des valeurs. Quand à la dimension perception des impacts, elle a été traitée selon les impacts que peuvent avoir la société civile en général. L'objectif principal étant de dégager les idées permettant de formuler des recommandations en vue d'avoir une société civile forte.

### Dimension 1 : Engagement citoyen

DIMENSION	ACTIVITES
1.1. Etendue de l'engagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation sur le volontariat et le bénévolat</li> <li>- IEC sur la gestion des activités bénévoles</li> <li>- Mise en place de plateforme d'OSC</li> <li>- Mise en place d'un bureau permanent de l'Organisation au lieu de bénévole</li> </ul>
1.2. Profondeur de l'engagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation en montage et création de projet</li> <li>- Education des gens à s'autofinancer par des AGR</li> </ul>
1.3. Diversité de l'engagement social	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Information, Education et Sensibilisation de toutes les classes sociales sur l'égalité des droits de l'homme et de la femme</li> </ul>
1.4. Etendue de l'engagement politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Education des citoyens en matière de civisme, de participation citoyenne, sur leurs droits, devoirs et obligations</li> <li>- Sensibilisation sur les droits et obligations civiques</li> <li>- Actualisation et renforcement du cadre juridique des associations et des ONG</li> <li>- Formation sur les textes régissant la vie associative</li> </ul>
1.5. Profondeur de l'engagement politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Education des gens à endosser des responsabilités</li> <li>- Formation en gestion d'une association (management associatif), leadership</li> <li>- Formation de formateurs en vie associative (sensibilisation sur les activités d'une association)</li> </ul>
1.6. Diversité de l'engagement politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vulgarisation de l'approche genre</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Sensibilisation de la population sur la participation citoyenne, sur les missions et rôles de la société civile</li> <li>- Vulgarisation de la Charte des OSC</li> </ul>

## Dimension 2 : NIVEAU D'ORGANISATION

DIMENSION	ACTIVITES
2.1. Gouvernance interne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des membres en gestion d'une association (mission, but, rôle, droits, devoirs, fonctionnement, ...)</li> <li>- Audit externe</li> <li>- Renforcement de capacité en gestion et leadership</li> </ul>
2.2. Architecture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de réseaux</li> <li>- Formation sur le réseautage, sur les textes régissant les plateformes, les fédérations, ...</li> <li>- Renforcement et amélioration de la communication entre les associations membres d'une fédération : création d'un centre d'information ou centre d'écoute</li> <li>- Renforcement de la cohésion des membres</li> </ul>
2.3. Communication à l'intérieur du secteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation sur l'importance de l'échange et de la communication</li> <li>- Formation des membres en gestion d'une réunion (comment se réunir efficacement).</li> <li>- Formation en communication, en leadership et en management.</li> </ul>
2.4. Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Education civique pour les dirigeants</li> <li>- Nécessité d'avoir des ressources financières stables : AGR ou d'autres sources de revenus.</li> <li>- Formation sur ce que sont le bénévolat et le volontariat.</li> <li>- Mise en place d'un secrétariat exécutif (Bureau exécutif)</li> </ul>
2.5. Ressources financières et technologiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de capacités</li> <li>- Facilitation du mode de paiement et d'accès des OSC aux ressources technologiques</li> <li>- Formation des associations en techniques de montage de projet et de recherche de financement</li> <li>- Recherche de partenariat technique et financier</li> </ul>

### Dimension 3 : PRATIQUE DES VALEURS

DIMENSION	ACTIVITES
3.1. Prise de décision démocratique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de capacités des ONG/Associations et des leaders de la Société Civile</li> <li>- Formation en techniques de gestion, de conduite et d'animation d'une réunion</li> </ul>
3.2. Droit de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Application stricte de la loi en vigueur</li> <li>- Mise en place de la politique de l'Etat sur la campagne de sensibilisation et diffusion de droit</li> <li>- Mise en place de structure syndicale</li> <li>- Vulgarisation des lois de travail</li> <li>- Education sur l'équité et le respect du genre</li> <li>- Formation sur le droit du travail et sur le syndicalisme</li> </ul>
3.3. Code de conduite et transparence	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vulgarisation de l'importance du code de conduite au sein des associations/ONG</li> <li>- Amélioration de la communication interne/externe</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Education sur la nécessité de la transparence (avantages)</li> <li>- Formation en gestion financière d'une association</li> <li>- Mise à jour et vulgarisation des textes sur les associations, les ONG ou toutes autres formes associatives</li> </ul>
3.4. Standards environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Education environnementale.</li> <li>- Vulgarisation des textes sur les standards environnementaux.</li> <li>- Formation sur ce qu'est une association et ses obligations environnementales</li> </ul>
3.5. Perception des valeurs dans la société civile dans son ensemble	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des responsables sur l'importance de la paix sociale et de la sécurité publique</li> <li>- Respect des procédures</li> <li>- Sensibilisation des citoyens sur la culture de paix et la non violence</li> </ul>

Annexe 5. Plan de renforcement de capacité

**Axe stratégique 1 : Amélioration du cadre d'intervention des OSC**

Cet axe vise principalement à promouvoir un environnement politique, social, économique et culturel propice pour l'évolution de la société civile.

JUSTIFICATIONS	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	PROGRAMMES	ACTIVITES	RESPONSABLES	PERIODE
Ignorance des textes et valeurs fondamentales des OSC	Instaurer un cadre réglementaire légal des OSC	Le cadre légal régissant les OSC est instauré	Programme de plaidoyer pour une amélioration du cadre légal des OSC	- Inventaire des textes existants - Mise à jour des textes existants - Etablissement d'un code d'éthique	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015
	Vulgariser les textes régissant les OSC (association, ONG, réseau, fédération,...)	Les textes régissant les OSC sont vulgarisés à tous les niveaux (local, régional, national)		- Vulgarisation des textes existants (charte des OSC,...) - Diffusion des textes à tous les niveaux - Séance d'information voire de formation sur les contenus des textes régissant les OSC		
Absence de collaboration entre l'Etat, la société civile et les autres acteurs de développement	Mettre en place d'un cadre de partenariat entre l'Etat, la Société civile et les autres acteurs de développement	Le cadre de partenariat entre l'Etat, la société civile et les autres acteurs de développement est mis en place	- Mise en place d'un basket fund pour la société civile – Renforcement du VIF	- Etablissement de conventions de partenariats clairs entre les acteurs - Développement et mise en œuvre d'actions collectives sectorielles (santé, éducation,..) à travers des contrats programmes entre les	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015

				acteurs (Etat et OSC ou Secteur Privé et OSC) - Rapprochement des institutions financières - Organisation d'actions de mobilisation de ressources financières et en création d'AGR		
Faiblesse dans la mobilisation et dans l'engagement civique	Engager plus de citoyens dans les OSC	La capacité de mobilisation et d'engagement civique de la société civile est renforcée	Programme d'éducation civique et de vulgarisation des actions sociales	- Campagne d'éducation de la population à la citoyenneté - Formation des élus à l'éducation citoyenne et au civisme - Mobilisation communautaire pour des actions sociales	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015
Inexistence du mécanisme de volontariat	Instaurer un mécanisme de volontariat accepté par tous les acteurs	Le mécanisme de volontariat est mis en place	Programme de promotion du volontariat	- Réglementation des statuts de volontariat - Formation et conscientisation sur le concept de Volontariat - Création et application d'un cadre juridique pour le volontariat - Sensibilisation aux valeurs du volontariat - Promotion et diffusion de bonnes pratiques sur le volontariat	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015

## Axe stratégique 2 : Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des OSC

Cet axe vise principalement à renforcer les capacités techniques et organisationnelles des OSC et à développer leur savoir-faire et compétences afin d'améliorer leur contribution dans la réalisation des programmes qui affectent les conditions de vie des citoyens.

JUSTIFICATIONS	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	PROGRAMMES	ACTIVITES	RESPONSABLES	PERIODE
Insuffisance de capacités organisationnelle et institutionnelle et méconnaissance des valeurs et des règles régissant la société qui engendre des actes d'incivisme	Assurer le renforcement de capacités des OSC	Les capacités des OSC sont renforcées	Mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation thématique et recyclage des OSC sur la gestion d'une association, le syndicalisme, les droits du travail, la tenue des comptes, la redevabilité sociale, le leadership, le civisme et la citoyenneté.</li> <li>- Formations thématiques sur des activités/enjeux sectoriels</li> </ul>	Etat, OSC, Bailleurs /PTF	2012-2015
Faiblesse de la participation de la société civile dans le contrôle de l'action publique	Influencer les actions et politiques	La société civile est effective dans son rôle de contre pouvoir vis-à-vis du gouvernement	Contribution à l'élaboration d'une véritable politique/programme de développement en tenant compte des besoins sociaux des plus défavorisés	Recherche d'actions permettant de définir et de gérer des initiatives de développement	Etat, OSC, Bailleurs /PTF	2012-2015
Incompréhension du concept et des rôles et responsabilités de la société civile	Eclaircir le concept de la société civile malgache	Le concept de la société civile ainsi que ses rôles et responsabilités sont clairs et bien définis	Campagne intensive de communication pour la sensibilisation et l'éducation citoyenne (talk show, émission d'explication, interview,...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revue et mise à jour de la Charte des OSC existant</li> <li>- Large diffusion de la Charte à toutes les échelles d'intervention</li> <li>- Compilation des documents sur la société civile</li> </ul>	Etat, OSC, Bailleurs /PTF	2012-2015

**Axe stratégique 3 : Consolidation des espaces d'échanges et de communication entre acteurs au sein de la société civile et entre la société civile et d'autres acteurs**

Cet axe vise principalement à renforcer les réseaux déjà existants d'une part et à renforcer la communication entre la société civile et les autres acteurs de développement d'autre part.

JUSTIFICATIONS	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	PROGRAMMES	ACTIVITES	RESPONSABLES	PERIODE
Inexistence de cadre de concertation et de réflexion	Mettre en place un cadre de concertation et de réflexion	Le cadre de concertation est mis en place et fonctionnel	Formalisation des espaces de concertation	- Organisation des ateliers de réflexion, de sensibilisation, de partage et de formation des OSC	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015
Faiblesse des réseaux existants	Renforcer les réseaux existants	Les réseaux existants sont renforcés		- Création de nouveaux réseaux - Renforcement des réseaux existants en vue de capitaliser les expériences	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015
Absence de communication entre les OSC	Améliorer les échanges d'informations entre les OSC	La communication entre les OSC est fluide		- Partage d'information à travers les réseaux - Mise en place de centres d'écoutes et d'échanges d'information au niveau des régions/districts - Séances de communication des bonnes pratiques des OSC - Renforcement de l'utilisation des medias par les OSC - Intégration des associations de journalistes dans les OSC	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015

**Axe stratégique 4 : Développement d'un processus de suivi, observation, interpellation et de recours afin de vulgariser la culture de redevabilité et d'obligation de rendre compte à tous les niveaux**

Cet axe vise principalement à mettre en place un processus de suivi évaluation permettant d'interpeller les acteurs pour qu'il y ait une fluidité des informations au niveau des organisations des sociétés civiles mais également entre l'Etat, les bailleurs/PTF et les OSC.

JUSTIFICATIONS	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS ATTENDUS	PROGRAMMES	ACTIVITES	RESPONSABLES	PERIODE
Insuffisance de l'implication des citoyens dans la conduite de la vie publique	Renforcer l'implication des citoyens à travers les OSC dans la conduite de la vie publique	Les citoyens, à travers les OSC, sont impliqués et engagés dans la conduite de la vie publique	Promotion du mécanisme et de la culture de redevabilité sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de capacité en matière de redevabilité sociale en se basant sur les principes de la bonne gouvernance</li> <li>- Renforcement des connaissances des stratégies politiques et économiques</li> <li>- Application des outils et mécanismes de redevabilité sociale dans la conduite des affaires publiques afin de promouvoir la participation communautaire</li> <li>- Institutionnalisation de l'application des mécanismes et outils de redevabilité sociale</li> </ul>	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015



Insuffisance d'informations et de mécanismes permettant aux citoyens d'assurer le suivi évaluation	Mettre en place un mécanisme facilitant l'implication des communautés dans les suivis des programmes	Des mécanismes (par secteur) sont en place pour permettre aux citoyens de suivre les réalisations	Mise en place de mécanismes adéquats d'observations et de recours	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place de mécanismes d'observations impliquant tous les acteurs par secteur</li> <li>- Mise en place de dispositifs de recours (par les citoyens et les OSC)</li> <li>- Mise en place de cadre juridique pour la protection des interpellateurs et témoins</li> </ul>	Etat, OSC, Bailleurs/PTF	2012-2015
--	--	---	---	---	--------------------------	-----------

## **Dimension 1. Engagement citoyen**

### **Thème : Volontariat**

#### INTRODUCTION

Le diamant de la société civile de Madagascar a été déjà construit à partir des enquêtes quantitatives. Mais pour avoir plus d'information, une étude qualitative a eu lieu. Nous avons étudié « l'engagement citoyen » et particulièrement le volontariat. Ce thème porte deux volets dont : l'engagement social qui fait référence à la participation des citoyens dans les activités sociales des organisations et l'engagement politique qui fait référence à la participation des citoyens aux manifestations politiques, des défenses des droits...

Spécialement pour Madagascar, cette étude est très importante du fait que : d'abord, de nombreuses OSC existent chez nous, elles œuvrent pour le développement étant donné que le pays est encore en voie de développement ; ensuite la crise politique à Madagascar a duré longtemps et cette étude a permis de mesurer l'engagement politique de chacun.

Les questions majeures traitées sont :

- quelle est la conception du volontariat à Madagascar
- quelles sont les motivations à devenir des volontaires
- quel est l'impact du volontariat sur la société
- quelles sont les limites du volontariat

Les hypothèses sont :

- Les OSC malgaches n'engagent jamais de volontaires
- Les membres des organisations actuelles, comme ceux d'autrefois, font preuve d'un engagement fort (profond et étendu) dans l'exercice de leurs devoirs
- Tous les groupes sociaux sont représentés dans les instances sociales
- La promotion de volontariat s'avère nécessaire pour que la population entière s'engage dans une organisation.

La méthodologie adoptée était celle basée sur l'approche participative. Pour la pratique, l'exploitation des ressources documentaires se faisait avant l'établissement des questionnaires. Ensuite, les grilles d'entretien ont été élaborées. Les entretiens étaient semi dirigés et les enquêteurs suivaient le fil de discussion pour ne pas troubler la pensée de la personne enquêtée afin d'arriver à un maximum d'échange. Des synthèses et analyses ont été faites entre l'équipe qui a utilisé l'outil FFOM.

Cinq OSC ont répondu aux enquêtes : Association Internationales des charités (AIC), Ravinala, Mahavagnona, Trano Aro Zo. La raison de choix de ces OSC repose d'abord sur l'existence de tous les répondants au sein de l'organisation : dirigeant, membres bénévoles ou volontaires, membres salariés, bénéficiaires. Ensuite, ces OSC ont été déjà les objets de l'enquête quantitative. Enfin, ces OSC œuvrent dans le domaine de développement.

#### ANALYSES ET RESULTATS

Comme résultat, l'étude a fait ressortir qu'il n'y avait pas de volontaire mais de bénévoles. Ce qui motive surtout les membres à devenir bénévoles sont le « fihavanana », la conviction religieuse, l'expérience, les indemnités, les relations, « l'union fait la force ». Quant aux bénéficiaires, ils affirmaient que l'existence des bénévoles a apporté des changements au niveau de la société tels que : le respect des droits humains, les secours palliatifs (lors des différents événements), scolarisation, développement rural, esprit de solidarité entre les membres et ceux qui ont même lieu d'origine.

Néanmoins, les principales faiblesses de ces OSC étaient l'insuffisance matérielle et financière, il y avait aussi un certain manque de compétences.

Ces résultats ont permis de dire que le concept de volontariat/bénévolat est encore mal compris au sein de ces OSC.

Les motivations de bénévoles reposent sur la moralité et sur le travail.

Les impacts sont sentis par les bénéficiaires. Les impacts tels que le respect de droit humains et la solidarité sont difficiles à acquérir mais une fois acquis, ceux-ci peuvent durer. D'où, on peut espérer la pérennisation des impacts.

La limite se pose sur le manque de fonds. Ceci est normal du fait que le pays même est dans une pauvreté extrême. Des compétences manquent aussi car les malgaches mettent plus d'importance sur les relations que sur les raisonnements et les compétences.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le volontariat existe à Madagascar mais il est mal connu ; pratiquement aucune organisation ne s'en occupe, c'est le « chacun pour soi », alors que c'est une ressource disponible et non négligeable pouvant être utilisée, si elle est structurée, dans les actions permettant à la population de jouir de ses droits fondamentaux. Mais pour que cette ressource soit disponible, il faut que ceux qui en demandent sachent où la trouver et comment utiliser efficacement et à bon escient les compétences offertes. Le volontariat serait l'outil de développement par excellence : mettre la bonne personne à la bonne place au moment qu'il faut avec les valeurs et l'éthique qu'il faut. Si légiféré et structuré, le volontariat est un palliatif au chômage et au sous-emploi mais avec des valeurs plus nobles qui sont partage, solidarité, fihavanana.

La création d'un centre de volontariat s'avère nécessaire, il serait une solution pour « professionnaliser » et régulariser le volontariat à Madagascar, il serait créé pour recenser d'une manière exhaustive les volontaires opérant à Madagascar afin d'en constituer un annuaire, de renforcer leurs capacités et leurs compétences, de rassembler toutes les informations et d'accueillir toutes les activités de volontariat et de mettre en relation les demandeurs de services et les volontaires, mais surtout de contribuer et favoriser à la mise en place d'un cadre légal permettant aux volontaires de travailler dans un environnement plus serein. Ce centre est alors constitué pour assurer le rôle d'interface entre les partenaires techniques et financiers et les OSC pour la réalisation de toute action permettant à la population de jouir de ses droits fondamentaux.

L'étude basée sur l'enquête qualitative prouvée par l'hypothèse a permis de donner les suggestions qui suivent :

- d'argent
  - Renforcement de capacité sur le concept de bénévolat : Bénévolat et notion
  - Renforcement de capacité sur les statuts des Organisations
  - Renforcement de capacité sur la gestion d'une vie associative
  - La continuation des financements extérieurs

## **Dimension 2. Niveau d'organisation**

### **Thème : La structure de la société civile selon les zones d'implantation, secteurs, population cible**

#### **INTRODUCTION**

Dans le cadre de la détermination de l'indice de la Société Civile à Madagascar, l'étude de leur niveau d'organisation a eu pour principale attribution de situer la capacité des OSC des régions Analamanga et Analanjirifo en termes d'administration, de gestions, de communication et de relations interne et internationale. Certes très nombreuses, il est clair que ces OSC tendent à s'effacer dans le cadre de développement à Madagascar, il n'est pourtant pas question de nonchalance mais d'efficacité. Quel est donc le fond du problème d'organisation de ces OSC ? L'hypothèse qu'on se propose d'infirmer ou de confirmer est que le niveau d'organisation des OSC Malgaches est faible.

La collecte des données a suivi les étapes suivantes : une collecte de données secondaires, une approche aux autorités, des interviews au sein des OSC notamment des responsables, des simples membres, des bénéficiaires non membres et du public cible. Les questionnaires respectifs de ces catégories de personnes ont eu pour base l'outil de diagnostic de performance fourni par le Consortium MSIS-CNPC. L'échantillon considéré est de 25 OSC par région dans les secteurs économiques, socioculturels, et quelques autres secteurs qui méritent d'être abordés dans le contexte national et international actuel, citons, l'environnement et la gouvernance. Les données ont été étudiées selon ces secteurs précités, selon la zone d'implantation et selon les critères que le CIVICUS a proposé d'étudier.

#### **ANALYSES ET RESULTATS**

- La gouvernance interne

La notion de bonne gouvernance n'est pas encore effective dans les OSC malgaches, en effet, l'existence juridique est assez pour les malgaches pour pouvoir faire de petites activités lucratives ou non. Le problème d'incompétence des responsables accentue la mauvaise gouvernance interne rencontrée dans les OSC.

- L'architecture

C'est un point qui certes, pour le moment ne fait pas preuve d'efficacité évidente mais qui pourtant, offre une lueur d'espoir dans l'amélioration des conditions de travail et d'existence des OSC. Les membres de plateforme existante à Madagascar ont des ressources clés considérables et une même vision d'amélioration de leur condition et activités, mais faute de financement les réseaux établis ne font pas leur preuve.

- Les communications à l'intérieur du secteur

Vu la conjoncture actuelle, la situation précaire des ménages, un élargissement du champ de communication des Organisations semble utopique. Nous faisons plutôt face à une acharnante concurrence plus précisément dans la Capital. Les OSC sont devenues de petites entreprises masquées. Le partage d'information dans le cadre des activités de l'OSC d'appartenance existe effectivement mais le problème de subsistance reste toujours la priorité.

- Les ressources humaines

Madagascar est forte d'une ressource humaine très dynamique mais malheureusement, sans motivation et avec peu de compétence. Le bénévolat, pour le cas des malgaches, est certes une action de grâce qu'on ne pourrait acheter mais c'est aussi une action qui périclète petit à petit la petite famille de ce qui le pratique, maintenant qu'on ne peut plus vivre qu'avec l'argent.

- Les ressources financières et technologiques

La vulgarisation de la communication, c'est-à-dire les nouvelles technologies de l'information et de communication joue considérablement en la faveur des OSC. La région d'Analamanga

présente un avantage par rapport à Analanjirofo de par la proximité de cette technologie. La ressource financière demeure un problème majeur pour la quasi-totalité des OSC, surtout, celles dirigées par les autochtones. En premier lieu, il y a une incapacité évidente en gestion des ressources financières de certains responsables, à laquelle l'OSC doit faire face et faire avec. Cas qui, indubitablement, retient les bailleurs dans leur octroi de financement car trop de risque à encourir.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATION

L'étude a prouvé que le niveau d'organisation des OSC à Madagascar est relativement bas dû à des problèmes d'ordres techniques, financiers et mais surtout des lacunes en termes de ressources humaines. Les conditions d'existence des OSC sont aussi mal définies. Chaque point étudié durant cette enquête mérite d'être appuyé et renforcé, mais la priorité repose surtout dans le renforcement de la capacité des ressources clés, l'accompagnement par des appuis techniques surtout dans le domaine de la gestion des OSC. Enfin, une amélioration de la relation, la collaboration entre tous les acteurs de développement à Madagascar : l'Etat et l'Organisation de la Société Civile. D'une manière générale, on peut dire que les OSC à Madagascar souffrent d'une déficience de vision stratégique, de capacité organisationnelle et managériale mais aussi de ressources aussi bien humaines, financières que technologiques.

### Dimension 3. Pratique des valeurs

#### Thème : Obligation de rendre compte en interne et à l'externe des OSC

##### INTRODUCTION

Depuis 2010, le PNUD a mis en place un mécanisme rapide d'évaluation multi secteur dans le pays qui permet d'évaluer les forces et faiblesses de l'organisation de la société civile. Actuellement à Madagascar, ce dernier a conduit en 2010 une série d'études quantitatives dans les régions suivantes : d'Analamanga, Boeny, Analanjorofo, Vatovavy Fitovinany, SAVA et Atsimo Andrefana. Cette année, afin d'avoir une vue plus précise, l'évaluation a été élargie par une étude qualitative dans ces mêmes régions. Le présent rapport porte sur la définition de la dimension de la pratique des valeurs : « obligation de rendre compte en interne et à l'externe des organisations de la société civile » dans région d'Atsimo Andrefana.

- *Pertinence du sujet pour Madagascar*
  - Le principe démocratique ne s'applique que très rarement et les dirigeants ont une forte influence vis-à-vis des membres afin d'accélérer la prise de décision et rendre efficace la décision.
  - Peu de membres de personnel connaissent et jouissent pleinement de leurs droits de peur de perdre l'emploi malgré les mauvaises conditions au travail ; de plus, le marché actuel de l'emploi semble très précaire.
  - Les OSC n'ont pas l'habitude de rendre publiques les informations les concernant notamment les informations sur la question de finance
  - Excepté les OSC se spécialisant dans le domaine de la conservation et de la protection de l'environnement, la plupart s'adonnent à la mobilisation des ressources locales afin d'entreprendre des activités génératrices de revenus ou autres activités qui affectent les conditions environnementales
  - Les membres de la société civile sont tellement pris et engagés sur les questions de planification, gestion de budget, atteinte des objectifs, etc. et se font très peu de souci sur les questions touchant les relations interpersonnelles.

- *Questions de recherche*

La recherche a été focalisée sur cinq questions principales :

- Les prises de décision suivent-elles le processus démocratique ?
- Le droit de travail est-il appliqué et respecté ?
- Comment les OSC se comportent-elles face à la transparence ?
- Comment réagissent-elles face aux problèmes environnementaux actuels ?
- Comment les valeurs sont-elles perçues au sein des OSC

- Hypothèses :

Pour la dimension « pratique des valeurs »

- Le processus démocratique est adopté et appliqué sur la gouvernance de la société civile
- Le droit applicable et en vigueur relatif au travail est respecté ;
- La transparence dans la gestion et la gouvernance des OSC gagne de plus en plus de terrain ;
- Les questions touchant l'environnement sont systématiquement prises en considération dans les actions des OSC
- La pratique des valeurs sociales est délaissée à cause de la crise actuelle
- Les dirigeants et membres de la société civile négligent l'obligation de revoir les systèmes de valeur dans les organisations.

La méthodologie que l'équipe a adoptée a été globalement basée sur les approches participatives en ce sens que les catégories d'acteurs en lien direct ou indirect avec les OSC

étudiées participeront d'une manière ou d'une autre à l'apport d'informations concernant les deux dimensions.

Une pratique et méthode de travail a été mise en œuvre tout au long de la mission :

- ✓ Utilisation des outils de travail standard
- ✓ Maximum d'échanges qui devront aboutir à des résultats concrets, au travers des entretiens individuels et de focus group.
- ✓ Exploitation des ressources documentaires

Cette méthodologie intègre en effet l'approche participative en se servant notamment des outils d'analyse PESTEL et FFOM et de l'approche genre.

L'enquête s'est intéressée sur six (6) OSC résidant dans la région Atsimo Andrefana, présentes ou non à l'atelier organisé par MSIS. Ces OSC ont été sélectionnées pour représenter toutes les catégories d'informateurs clef.

L'absence de données valides pour certaines questions de l'enquête communautaire et de la consultation des acteurs indique un manque de connaissance des répondants quant à l'objet de la question.

- Les réponses à certaines questions sont apparues fort éloignées de la réalité et plusieurs d'entre elles n'étaient pas valides. Cependant, ces réponses,
- Les populations en général et les OSC/ONG en particulier, sont peu enclines aux activités de recherche et rechignent le plus souvent à fournir des informations.
- L'équipe d'enquêteurs n'ont pas pu avoir toutes les catégories d'informateurs prévus lors de la phase de conception.

## ANALYSES ET RESULTATS

Les résultats ci-après décrivent l'indice de la société civile actuelle au niveau des pratiques des valeurs qui pourront servir de base de programmation pour des actions humanitaires. Ils sont issus des informations recueillies auprès de six (6) Organisations de la Société Civile dans lesquelles la collecte de donnée a été conduite avec succès.

- Le processus démocratique est adopté et appliqué sur la gouvernance de la société civile par la plupart des OSC enquêtées, ce constat est basé sur les réponses des OSC concernant leur connaissance sur la matière et son application. Ce qu'il faut remarquer, est que toutes les OSC n'ont pas fait la distinction entre les différents types de décisions. Toutes les décisions que ce soit une décision stratégique ou une décision concernant les mises en œuvre sont prises durant les réunions. Cette pratique entraîne un certain nombre de problème qu'elles ont des difficultés à résoudre. Ainsi, nous suggérons que des formations sur ce thème s'imposent
- Le droit applicable et en vigueur relatif au travail est respecté en partie, on a constaté aussi que ni les dirigeants, ni les bénévoles, ni les salariés ne maîtrisent pas le codes de travaille Malgache. Dans ce domaine aussi, une formation s'impose.
- Selon notre hypothèse, la transparence dans la gestion et la gouvernance des OSC gagne de plus en plus de terrain. Pourtant, d'après notre constatation, cette pratique n'est pas de rigueur pour les OSC Malgache. Pour certains, cette notion est pratiquée mais les normes ne sont pas encore respectées.
- Pour les questions touchant l'environnement et qui doivent être systématiquement prises en considération dans les actions des OSC, certains OSC qui ont répondu à nos question se considèrent en dehors de ce problème crucial. Des sensibilisations ainsi que des formations sont donc indispensables.
- La pratique des valeurs sociales est délaissée à cause de la crise actuelle. Cette constatation est confirmée par les OSC d'Atsimo Andrefana malgré leurs efforts.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En conclusion, on peut dire que cette étude s'avère très important pour la connaissance des OSC à Madagascar. Elle a démontré les points faibles des OSC Malgaches, car pour être efficace et pour qu'ils soient de véritables acteurs et moteurs de développement, des formations et des sensibilisations sont indispensables et urgentes.

## **Dimension 4. Perception des impacts**

### **Thème : L'influence des organisations de la société civile dans la prise de décision en matière de politique publique**

#### INTRODUCTION

Influencer la politique est nécessaire dans le développement et la rationalisation des actions des Organisations des Sociétés Civiles. Ces dernières ont utilisé plusieurs mécanismes pour poursuivre leurs objectifs afin d'influencer la décision politique. Des lobbyings, des campagnes publiques, des actions médiatiques pour et/ou contre les politiques sont leurs moyens d'interpellations.

La population ne perçoit pas vraiment l'impact concret des actions menées par les organisations de la société civile (OSC). Elle trouve que certaines OSC sont devenues des outils politiques qui ne sont plus indépendants de la sphère étatique.

La présente étude cherche à examiner effectivement les influences des OSC dans la prise de décision en matière de politique publique.

Il est nécessaire en premier lieu de définir ce que c'est la Société Civile, de qualifier ses rôles et ses secteurs d'activités, afin de voir de près leurs actions au niveau local, régional, que national.

Pour approfondir notre analyse, l'étude propose les hypothèses suivantes :

- 1) La Société Civile est un acteur incontournable dans le processus de développement du pays.
- 2) La Société Civile est un intermédiaire entre les citoyens et l'Etat, l'adhésion de la SC à un processus de décision politique garantit sa légitimité et reflète le respect du principe de base même de la démocratie.
- 3) L'efficacité des interventions des OSC, la capacité d'influencer la décision politique permettent l'atteinte des objectifs.

La présente étude s'est menée par les analyses de toutes informations collectées auprès des différentes OSC et d'autres personnes extérieures à la SC. De même, différents documents et sites web ont été consultés pour les besoins de l'étude. Lors des collectes sur terrain, les interviews se sont divisés en deux volets, le premier s'agit de la perception interne c'est-à-dire auprès des observateurs appartenant à la société civile ; le second celle de l'extérieur appartenant à l'Etat.

#### ANALYSES ET RESULTATS

Depuis certains temps, les OSC malgaches se sont battus pour participer dans le processus de la vie politique, pour apporter leur savoir-faire dans la politique publique, pour sortir de la non-consideration des organes délibérants et la méfiance de la population.



D'une part, elles n'ont pas ménagé leurs efforts pour affronter les obstacles qui les paralysaient avant, avec une recherche de collaboration entre elles pour créer une coalition afin de donner une force pour faciliter leurs interventions au niveau de la nation.

En dépit de ces cas, certaines d'entre elles ont encore peur d'agir à cause de certains problèmes financiers, organisationnels, y compris le cadre juridique. Par contre, certaines OSC grâce à leur grande envergure au niveau national qu'international, avec leur coopérations avec les bailleurs et des organismes internationaux, elles peuvent tenir facilement leur rôle d'intermédiaire, d'interface et de contrepoids au pouvoir. Pour l'efficacité de leurs actions, elles se mobilisent par les actions médiatiques, des campagnes publiques, des ateliers et forum pour rendre public leurs interventions dans le but d'attirer l'attention de toutes les parties concernées et leurs proposer leurs propres solutions.

Comme montre notre étude, la participation de toutes les parties prenantes dans une telle action permet le succès de leurs interventions. En parlant de succès, les OSC en parlent pour définir une prise en compte et des résultats positifs de leurs interventions. Dans le concret, beaucoup d'OSC de différents secteurs d'intervention ont connu des résultats jusqu'à la prise en considération de leurs propositions, certaines ont atteint jusqu'à une modification d'institutions et de politique donnée. Mais avec un tel résultat, les OSC ne peuvent pas se comporter comme victorieuse face à la décision de l'Etat, car on constate que la prise en compte des propositions reste souvent au niveau de l'écrit, mais les actions tardent à venir.

Dans la réalisation de la présente étude, on a pu constater que les OSC pourraient avoir une grande influence en matière de la prise de décision dans la politique publique si on arrive à surmonter les problèmes sus évoqués.

On a présenté une vue d'ensemble des problèmes les plus importants auxquels sont confrontés les Organisations des Sociétés Civiles à Madagascar. On peut aussi voir une image expliquant la raison pour laquelle les OSC malgache sont encore classées comme étant faibles, et qu'elles ne peuvent pleinement assumer leurs rôles. Liés à ces problèmes, des recommandations ont été proposées par notre équipe ainsi que parmi les attentes de certaines OSC interviewées.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Par rapport aux problèmes de la SC malgache précités, et les attentes des personnes interviewées, on a pu suggérer les recommandations suivantes :

- ❖ La première recommandation s'agit de l'intensification du dialogue entre le gouvernement et la SC.
- ❖ Il faut améliorer le cadre juridique des OSC qui n'est pas encore réglé de manière définitive. Cela concerne bien leur existence, leur travail, et surtout leur droit à la décision. Celle pourrait aider les OSC à se servir de leur rôle de contre poids au pouvoir, d'oser s'opposer de manière officielle à des décisions politiques spécifiques ou se prononcer, même de manière générale dans le débat public.
- ❖ Répandre des informations et faire une sensibilisation sur la SC malgache est nécessaire car en tant que représentant et intermédiaire des citoyens, cette fonction demande la confiance de ces derniers. Il est important alors que la population reconnait exactement le véritable rôle des OSC

## **Dimension 5. Environnement**

### **Thème : Cadre juridique des OSC**

#### INTRODUCTION

L'étude du cadre juridique des OSC consiste à analyser les différents textes régissant ces dernières et à mener des enquêtes auprès des organismes concernés dans le but de relever les principales menaces, faiblesses et opportunités de ces organisations pour le renforcement de la capacité de la société civile. A Madagascar, la pertinence de cette étude va dans le sens où : étant donné la situation politique actuelle du pays, la société civile n'a pas la place qu'elle escomptait du fait de l'hégémonie d'un pouvoir de plus en plus autocratiques. Et cerner et identifier les menaces et faiblesses des OSC à travers l'étude de leur cadre, aiderait la société civile Malgache à trouver sa place. De ce fait, il s'avère nécessaire de poser la question : dans quelle mesure la qualité des lois et règlements et leur assimilation par les OSC influencent la réalisation de leurs missions ainsi que leur bon fonctionnement ? Pour répondre à cette question, les principales hypothèses qui sont à vérifier sont : l'inadéquation des textes régissant les OSC aux contextes actuelles ; l'incertitude juridique causée par le contexte politique du pays prône le doute sur la crédibilité et la légitimité des OSC ; La non maîtrise des lois, la dissemblance entre normes et réalités, le conflit de champ d'application de l'ordonnance 60-133 relative aux associations et de la loi 99-004 relative aux coopératives, ainsi que le détournement à la loi.

En vue d'obtenir les résultats escomptés pour l'étude, il a d'abord fallu déterminer les diverses sources potentielles de données qui peuvent être catégorisées en source juridique et en source institutionnelle. Cette dernière peut se subdiviser également en source publique et source associative. En conséquence, la collecte des données a été menée de plusieurs manières selon les typologies des sources : travail documentaires pour les sources juridiques composées des principaux textes, descentes sur terrain avec questionnaires et guide d'entretien pour les sources associatives et publiques.

Les OSC cibles ont été choisies en se basant sur leurs formes légales ainsi que leur champ d'action.

Formes légales : Association (60-133), ONG (96-030)

Champ d'Action : Développement rurale, éducation, Intérêt politique, Genre, Confessionnel. Handicapé.

Ces choix qui ont conduit à l'échantillonnage sont dus au fait que les associations et les ONG sont les formes associatives les plus courants à Madagascar, et les domaines d'actions choisies sont la base même du développement.

Pour le traitement qualitatif des données, l'analyse de contenu, l'identification des atouts et limites, la comparaison entre norme et réalité obtenue par approche participative, la description de manière « compréhensive », « inductive » et « constructiviste » ont été mis en œuvre. On peut donner comme limites de l'étude le fait que la totalité des OSC sont régies par l'ordonnance 60-133 et la loi 96-030 ce qui exclut les OSC telles les fondations, les Syndicats.

#### ANALYSES ET RESULTATS

##### *- La légitimité et la crédibilité des OSC*

La légitimité sur plan interne est acquise grâce à l'engagement des OSC dans la résolution de la crise actuelle alors que sur le plan international elle est mise en doute du fait que la crise persiste, et l'Etat continu ses dérives autocratiques.

La dépendance économique vis-à-vis des financiers étrangers fait peser le doute sur la crédibilité des organisations de la société civile.

#### *- Connaissance et maîtrise des lois et règlements*

L'étude a permis de savoir que la maîtrise des textes reste insuffisante dans les deux régions concernées, les organismes enquêtés se situent dans des degrés de connaissance intermédiaire, entre ceux qui connaissent superficiellement les normes et ceux qui les connaissent à peu près en profondeur.

#### *- Avantage du cadre actuel*

En fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des différents organismes, les normes régissant les OSC favorisent la liberté d'association tout en constituant un guide pour les OSC enquêtés. On a pu relever aussi des opportunités qu'offrent les différentes lois comme le droit : d'ester en justice, d'acquérir à titre onéreux, de posséder et administrer des biens.

#### *- Inconvénient du cadre actuel*

Il y a des inconvénients que l'on peut traduire pour des « malfaçons en soi » des différents lois et règlements qui sont essentiellement : leur caducité, leur rigidité, leur complexité, ainsi que leur inadéquation au contexte du pays

De plus certains termes causent le flou et l'incompréhension par exemple le « But non lucratif » En outre, un constat alarmant a été perçut grâce à l'étude, la totalité des OSC enquêtées ont fait savoir que l'Etat n'exerce pratiquement aucun contrôle par rapport à leur conformité avec la loi et c'est le système juridique même qui en pâtissent.

#### *- Les Manifestations de l'inadéquation des lois et règlements*

On peut citer : le détournement à la loi, le conflit de champ d'application entre la loi 60-133 et la loi 99-004, les contradictions entre les sources associatives et les sources publiques.

Cette inadéquation est la base même de tous les résultats car elle est en relation avec l'hypothèse de recherche. Et il en résulte que les OSC s'affaiblissent du point de vue organisationnel. La mauvaise qualité des lois et règlements empêche les OSC de bien réaliser leurs missions.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les OSC œuvrent pour l'intérêt commun que ce soit au niveau local ou national, elles sont régies par des lois jugées opportunes et adéquates par l'Etat qui dispose du pouvoir réglementaire. D'une certaine manière la société civile composée par les OSC, est régulée et doit être tolérée par l'Etat alors qu'elle fait office de contre-pouvoir. Il est important alors de voir les rapports qu'entretiennent les OSC avec l'Etat par le biais de la législation en vigueur. Le cadre juridique des OSC revêt une importance particulière parce que il fixe leurs droits et obligations dans leur fonctionnement et dans la réalisation de leurs Missions d'où l'importance de cette étude.

En guise de recommandation nous présentons ces quelques points :

- L'adoption d'un pacte de collaboration ou de respect mutuel avec l'Etat en vue de prévenir tout conflit de compétence et d'interventionnisme étatique.
- La mise en place un centre d'information sur la société civile à tous les échelons locaux pour faire face au non maîtrise des textes.
- La Création d'une structure étatique de contrôle de conformité des organisations de la société civile à la loi au niveau national et au niveau local en vue d'obtenir un système juridique effectif.
- Faire une refonte des textes afin de les rendre plus compréhensibles, simples et beaucoup plus flexibles.

Annexe 7. Liste des Organisations enquêtées

DENOMINATION	COMMUNE
<b>REGION ANALAMANGA</b>	
LIGUE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES-SECTION MADAGASCAR (LADHP)	ALASORA
SOANAVELA ASSOCIATION DES ARTISANS D AMPANGABE	AMBALAVAO
ATOME ANDRY SY TOKY MIKAROKA EZAKA	AMBALAVAO
LOHARANO	AMBALAVAO
KINTANA	AMBALAVAO
AMMI AMBOHIBARIKELY MITRAKA	AMBALAVAO
CENTRE DES JEUNES (CSRJ)	ANDOHARANOFOTSY
PEACE UNION	ANDOHARANOFOTSY
ETABLISSEMENT SANDY EDUCATION CULTURELLE	CU ANTANANARIVO
RESEAU SOA	ATSIMONDRANO
CENTRE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE (CNEMD)	BEMASOANDRO ITAOSY
JPM (JEUNE PATRONAT DE M/CAR)	CU ANTANANARIVO
CDE (CLUB DEVELOPPEMENT ET ETHIQUE)	CU ANTANANARIVO
MAHAZO/CFPA	CU ANTANANARIVO
FEMME JUNIOR	CU ANTANANARIVO
SBBAR	CU ANTANANARIVO
DEJA (DEFI ENTREPRENEURIAL DES JEUNES ACTIFS)	CU ANTANANARIVO
FDC VIAVY TESAKA (FVTA)	CU ANTANANARIVO
DJAMAAT DES FEMMES MUSULMANES FO MBEHIVAVIVANONA	CU ANTANANARIVO
ENDA OCEAN INDIEN	CU ANTANANARIVO
KOZAMA	CU ANTANANARIVO
ONG M/CAR ALZHEIMER /MASOANDRO MODY	CU ANTANANARIVO
AJD	CU ANTANANARIVO
AINA	CU ANTANANARIVO
S/FIMPIAR(SENSYCAT FEDERASIONA IVONDRONAN'NY MPANDRAHARA MPIVAROTRA ANTANANARIVO	CU ANTANANARIVO
GROUPE DEVELOPPEMENT	CU ANTANANARIVO
REV ANALAMANGA	CU ANTANANARIVO
OTIV MAHASOA	CU ANTANANARIVO
UAMA (UNION DES ARTISANS DE M/CAR)	CU ANTANANARIVO
FVS/FMM (FIRAISAN'NY VEHIVAVY SYNDICALISTES/FIVONDRONAM-BEN'NYMPIASA MALAGASY	CU ANTANANARIVO
FANAVOTANA	CU ANTANANARIVO
ONG/PLANET FINANCES	CU ANTANANARIVO
CCIA (CHAMBRE DE COMMERCE)	CU ANTANANARIVO
ONG SOS AUX VICTIMES DU NON DROIT	CU ANTANANARIVO
FJKM DEVELOPPEMENT (SAF/FJKM)	CU ANTANANARIVO
GROUPE RELIGIEUX (FJKM)	CU ANTANANARIVO
ASS POMPY A	CU ANTANANARIVO
CENTRE SEMBANA MIJORO	CU ANTANANARIVO
ASSOCIATION RUGBY	CU ANTANANARIVO
ECB (ENGLISH CLUB BETAFO)	CU ANTANANARIVO
CAIT LA SOUNE	CU ANTANANARIVO
DRV	CU ANTANANARIVO
FANIRY	CU ANTANANARIVO
HANDICAPE INTERNAT	CU ANTANANARIVO
TABITA	CU ANTANANARIVO

DENOMINATION	COMMUNE
JAME (JEUNES ALLIES DE M/CAR)	CU ANTANANARIVO
CARITAS MADAGASCAR	CU ANTANANARIVO
CREM (CERCLE DE REFLEXION DES ECONOMISTES DE M/CAR)	CU ANTANANARIVO
JEUNE CHAMBRES INTERNATIONALE (JCI)	CU ANTANANARIVO
AKAMA (AKANIN'NY MARENINA)	CU ANTANANARIVO
CERES (CERCLE D'ETUDE ET REFLEXION ECONOMIE ET SOLIDARITE)	CU ANTANANARIVO
ASSOCIATION DE FORMATION D ACTION ET DE RECHERCHE SOCIALE- AFARS	CU ANTANANARIVO
BIMTT (BIRAO IFANDRAISAN'NY MPAMPIOFANA EO @TONTOLOAMBANIVOHITRA	CU ANTANANARIVO
FFAM(FIKAMBANANA FIALAMBOLY ANKALAMANGANA ETO MADAGASCAR	CU ANTANANARIVO
CRJA CONSEIL REGIONAL DE LA JEUNESSE ANALAMANGA)	CU ANTANANARIVO
SYNDICAT CHRETIEN MALAGASY (SEKRIMA)	CU ANTANANARIVO
SA/SONAPAR	CU ANTANANARIVO
PEACE UNION (PAIRS EDUCATEURS ACTIFS COMPETENTS EFFICACES)	CU ANTANANARIVO
FOCUS DEVELOPMENT ASSOCIATION	CU ANTANANARIVO
RASSEMBLEMENT DES CITOYENS	CU ANTANANARIVO
ASSOCIATION 7 MIARADIA	CU ANTANANARIVO
SALFA	CU ANTANANARIVO
KREDO	CU ANTANANARIVO
CEM PROJET TARATRA	CU ANTANANARIVO
ONG MANDA	CU ANTANANARIVO
ASSOCIATION VOAHARY SALAMA (AVS)	CU ANTANANARIVO
CROIX D"OR	CU ANTANANARIVO
DRV ANALAMANGA	CU ANTANANARIVO
ID JEUNE(IDEE)	CU ANTANANARIVO
PEPH-MAD PLATE	CU ANTANANARIVO
CNCC COMITE NATIONAL DE COMMERCIALISATION DU CAFE	CU ANTANANARIVO
SIMIRALENTA (OBSERVATION DU GENRE)	CU ANTANANARIVO
SIM(SYNDICAT DES INDUSTRIES DE M/CAR)	ILAFY
ANOSY VONONA	MANGAMILA
OTIV RINDRA	MANGAMILA
FIVOARANA	MANGAMILA
TAFITA SOA	MANGAMILA
AVOTRA	MANJAKANDRIANA
MPAMAFY	MANJAKANDRIANA
ASSOCIATION FANAMBY	MANJAKANDRIANA
OTIV (OMBONA TAHIRY IFAMPISAMBORAM-BOLA)	MANJAKANDRIANA
<b>REGION ANALANJIROFO</b>	
FITIA	FENERIVE EST
TSARA AINA	FENERIVE EST
TSARAVAROTRA	FENERIVE EST
HAZOMANAJARA	FENERIVE EST
ONG MATEZA	FENERIVE EST
CAISSE FEMININE TANTELY	FENERIVE EST
OTIV EZAKA	FENERIVE EST
KINTANA FITARINKANDRO	SAHATAVY
CROIX ROUGE	SAHATAVY
FANAVOTANA	SAHATAVY
FIAINAM-PIANGONANA	SOANIERANA IVONGO
CSA	SOANIERANA IVONGO

DENOMINATION	COMMUNE
SANDRY MAMIRATRA	VOHIPENO
FRAM EPP VOHIPENO	VOHIPENO
<b>REGION ATSIMO ANDREFANA</b>	
CONSEIL REGIONAL POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE -CRPC	TOLIARA I
ASSOCIATION AVOTRA	TOLIARA I
CROPH	TOLIARA I
MAITSO MAMY	TOLIARA I
FAFED (FEDERATION DES ASSOCIATIONS FEMME ET DEVELOPPEMENTS)	TOLIARA I
GROUPEMENT DES INTELLECTES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLES DE MADAGASCAR (GIDDM)	TOLIARA I
FIKAMBANANA MAMPIELY BAIBOLY	TOLIARA I
ONG BEL AVENIR TULEAR	TOLIARA I
MAHATEATEA	TOLIARA I
PLATE FORME DES JEUNES TAHO	TOLIARA I
SALESIENS DON BOSCO	TOLIARA I
ASSOCIATION DES FEMMES ARTISTES DU SUD A-FA-SUD	TOLIARA I
FIFAMAFA (FIKAMBANANA TANORA MALAGASY HO AN'NY FAMPANDROSOANA)	TOLIARA I
ASSOCIATION TARATRA	TOLIARA I
GROUPEMENT DES TECHNICIENS QUALIFIES DE TULEAR	TOLIARA I
ASSOCIATION TSIRY	TOLIARA I
FEDERATION DES ASSOCIATIONS FEMME ET DEVELOPPEMENT-FAFED	TOLIARA I
ASSOCIATION MADERA	TOLIARA I
JEUNES CADRES POUR LE DEVELOPPEMENT	TOLIARA I
RADIO FEON NY FANANTENANA ADVENTISTA	TOLIARA I
UNMDH (UNION NATIONALE MALAGASY DES DROITS HUMAINES)	TOLIARA I
RESEAU POUR L'ERADICATION DE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES (REV)	TOLIARA I
ASSOCIATION DES JEUNES POUR LE DEVELOPPEMENT DE TULEAR	TOLIARA I
ASSOCIATION "EVOLUTION"	TOLIARA I
AFASUD (ASSOCIATIONS DES FEMMES ARTISTES DU SUD)	TOLIARA I
<b>REGION BOENY</b>	
SAF FJKM AMBONDROMAMY	AMBONDROMAMY
OTIV	AMBONDROMAMY
LIONS CLUB MAJUNGA	CU MAJUNGA I
ZAFIN IARIVO MAHAJANGA	CU MAJUNGA I
FIAMA FIRISAKINAN'NY ANDRIAMBAVILANITRA MALAGASY BOENY	CU MAJUNGA I
SANTATRY NY BOENY (ASSOCIATIONS DES JEUNES FEMMES HANDICAPES)	CU MAJUNGA I
AIDES (ACTIONS INTEGRE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL)	CU MAJUNGA I
ACTES (ACTION DES CADRES ET TECHNICIENS POUR L'ECONOMIE ET SOCIAL)	CU MAJUNGA I
EFAM (ENTREPRENDRE AUX FEMININS A MADAGASCAR)	CU MAJUNGA I
FAMPIVOARANA	CU MAJUNGA I
FTMMH (FIKAMBANAN'NY TANORA MIJORO MIATRIKA NY HOAVY)	CU MAJUNGA I
CDEF (COLLECTIF DES DROITS DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE )	CU MAJUNGA I
EZAKA BOENY (MSM)	CU MAJUNGA I
BOENY MIRANGA	CU MAJUNGA I
GOSOC KOMANGA	CU MAJUNGA I
FITAMA FIKAMBANAN NY TANTSAHA MAROVOAY	CU MAROVOAY
ANGAYA YASMYNY	KATSEPY
FIFAFI (PV VIH)	MAHAJANGA I
ONG MAZAVA MANATSARA NY TANY SY NY ZAVABOARINY	MAROVOAY

DENOMINATION	COMMUNE
ASSOCIATION MENDRIKA	URBAINE MAROVOAY
<b>REGION SAVA</b>	
ONG - VATIFA:VAIAVIN ANDAPA TIA FANDROSOANA	CU ANDAPA
LA SOURCE-LOHARANO	CU ANDAPA
SADR - SERVICE D APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL	CU ANDAPA
FEMMES INTERESSEES AU DEVELOPPEMENT D'ANTALAHA (FIDA)	CU ANTALAHA
AMI-ANTALAHA MIEZAKA	CU ANTALAHA
ORCHIDE VANILLE	CU ANTALAHA
APEL-ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DES ENFANTS	CU ANTALAHA
KMF/CNOE	CU SAMBAVA
ASSOCIATION DES AGENTS TECHNIQUES AGRICOLES DE SAVA A SAMBAVA	CU SAMBAVA
ROSE SAVA REHAREHAN'NY ONY SAMBAVA EO AMIN'NY SAVA	CU SAMBAVA
SAF/FJKM SAMBAVA	CU SAMBAVA
VONDRONY MIRALENTA HO AN'NY FAMPANDROSONA	CU SAMBAVA
JEUNNESE MOBILE POUR LE DEVELOPPEMENT DE SAMBAVA(JMDS)	CU SAMBAVA
JEUNES ACTIFS POUR LE DEVELOPPEMENT (JAPE)	CU SAMBAVA
MPIRAY DINIKA MIARAMIAINA AMIN'I KRISTY	CU SAMBAVA
REV (RESEAU POUR L'ERADICATION DE LA VIOLENCE AUX FEMMES	CU SAMBAVA
BANOMO (PERSONNES AGEES)	CU SAMBAVA
ASSOCIATION DES HANDICAPES ESPERANCE DE SAMBAVA	CU SAMBAVA
ORT SAVA	CU SAMBAVA
SOLIDARITE DES ENSEIGNANTES DE SAMBAVA (SES)	CU SAMBAVA
FIVEHITA (FIKAMBANANA VEHIVAVY TARATRA SAMBAVA CENTRE)	CU SAMBAVA
VEHIVAVY MIRAY HINA MAROVATO(VMM)	MAROVATO
<b>REGION VATOVAVY FITOVINANY</b>	
TIAVO	IFANADIANA
TAFA	MANAKARA
DRV	MANAKARA
ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS	MANAKARA
RAVINALA	MANAKARA
ASSOCIATION FRAM MANGARIVOTRA	MANAKARA
MANAMBATO MIVONDRONA	MANAKARA
ASOS	MANAKARA
FTB(FIKAMBANAN NY TERAK I BASILAMO QUARTIER AMBODIAPALY)	MANAKARA
SEMIMA	MANAKARA
FAFED	MANAKARA
CRAM	MANAKARA
ZATOVON'ANDOVOSIRA MIRAY (ZAM)	MANANJARY
ASSOCIATION DES JEUNES ARTISTES DE VATOVAVY	MANANJARY
ASSOCIATION DES COMMERCANTS	MANANJARY
F5	MAROFARIHY
GPS MAVITRIKA	MAROFARIHY
MADAGASCAR NATIONAL PARK	RANOMAFANA
MDMK MPIRAY DINIDINIKA MIARA MIASA AMIN'NY KRISTY	RANOMAFANA

## Annexe 8. Autres informations sur les zones d'intervention

Répartition des régions d'enquêtes suivant l'importance des OSC et le degré de pauvreté

	Présence d'OSC ->	Très forte	Forte	Intermédiaire	Faible
Degré de pauvreté de la région ->	« Moins pauvre »	Analamanga	Boeny		
	« Moyennement pauvre »				Sava
	« Très pauvre »		Atsimo Andrefana	Analanjirifo, Vatovavy Fitovinany	

Source : ONC

Incidence de la pauvreté dans les régions

Classement	Région	Ratio de pauvreté en %	Echantillon
Moins pauvres	DIANA	54,4	
	Analamanga	54,5	Oui
	Boeny	62,6	Oui
	Menabe	64,2	
	Alaotra Mangoro	68,2	
Moyennement pauvres	Sofia	71,5	
	Sava	74,9	Oui
	Vakinankaratra	75,8	
	Bongolava	76,8	
	Itasy	79,9	
Très pauvres	Melaky	80,2	
	Ihorombe	80,7	
	Atsinanana	82,1	
	Atsimo Andrefana	82,1	Oui
	Betsiboka	82,2	
	Analanjirifo	83,5	Oui
	Anosy	83,5	
	Matsiatra Ambony	84,7	
	Amoron'i Mania	85,2	
	Vatovavy Fitovinany	90,0	Oui
	Androy	94,4	
	Atsimo Atsinanana	94,5	

Source : INSTAT, EPM, 2010

Classement des régions selon l'intensité des interventions d'OSC

Classement	Région	Echantillon
Très forte	Analamanga	Oui
Forte	Atsimo Andrefana	Oui
	Diana	
	Atsinanana	
	Boeny	Oui
	Haute Matsiatra	



Classement	Région	Echantillon
	Vakinankaratra	
Intermédiaire	Sofia	
	Analanjirifo	Oui
	Bongolava	
	Vatovavy Fitovinany	Oui
	Amoron'i Mania	
	Alaotra Mangoro	
	Analanjirifo	
	Menabe	
	Anosy	
Faible	Androy	
	Melaky	
	Betsiboka	
	Atsimo Atsinanana	
	Ihorombe	
	Sava	Oui

Source : INSTAT/EPM, 2010

## Annexe 9. Présentation du PNUD et du Consortium MSIS-CNPC

### **PNUD**

Le Programme des Nations Unies pour le développement est le réseau mondial de développement des Nations Unies. Il prône le changement et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources nécessaires pour améliorer la vie de leurs citoyens. Actuellement, le PNUD est présent dans 166 pays. Présent à Madagascar depuis les premières années de son indépendance, le PNUD accompagne les efforts de Madagascar pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le Développement, visant à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015.

La Charte des Nations Unies confère au PNUD un mandat impérieux de travailler avec les OSC. Plusieurs programmes du PNUD Madagascar s'adressent et répondent aux besoins des OSC et ses appuis ont été précieux dans l'émergence et le renforcement de plusieurs structures faîtières des OSC œuvrant dans différents domaines/secteurs.

### **MSIS**

Multi Sector Information Service (MSIS) est une Organisation/Association à but non lucratif. MSIS est membre du Réseau PACT MADAGASCAR. Elle a été créée à partir des acquis de Pact Madagascar dans les domaines du développement des connaissances, des systèmes d'informations, de la planification et de la gouvernance.

La mission principale de MSIS est de promouvoir la bonne gouvernance à travers l'utilisation, le partage et la facilitation de l'accès à des informations multisectorielles fiables.

Membre de l'ONC, MSIS assure l'administration globale du projet et la conduite des recherches participatives.

### **CNPC**

Le Consortium National pour la Participation Citoyenne est un réseau formé par 7 collègues d'acteurs dont la mission principale consiste à promouvoir la participation citoyenne à Madagascar, dans tous les domaines et dans le respect des valeurs identitaires et culturelles malagasy, pour tous les leaders d'entité et les citoyens. Son défi est de garantir une participation active des citoyens dans le renforcement de la bonne gouvernance.

Le CNPC est le fruit d'un processus participatif, appuyé par le PNUD depuis décembre 2005. Membre de l'ONC, CNPC, en tant qu'expert en société civile, assure la mobilisation des acteurs.

Annexe 10. Liste des participants à l'Atelier National

	NOM	ORGANISME
<b>Groupes Focaux Régionaux</b>		
1	Gabriel Rasolo	UNMD Atsimo Andrefana
2	Rejovololoniaina Justine	REV Atsimo Andrefana
3	Rakotomanantsoa Vernet	MPAS Atsimo Andrefana
4	Naude Gaston Michel	Justice et Paix Atsimo Andrefana
5	Fienena R.A. Parfait	SYTAVITO Atsimo Andrefana
6	Solondraza Arson Theodolin	SG Région Atsimo Andrefana
7	Razafindrasoa Marie Claude	FAFED Analanjirofo
8	Rabako Justin	SDPAS Analanjirofo
9	Dokolahy Lainirina Donné	DDR Analanjirofo
10	Dahy Anselme	CCJ Analanjirofo
11	Rakotomihanta Mbolatiana	CRM Analanjirofo
12	Beanarana Jeanne Ursula	AATAS Sava
13	Cadet Razafindrafara Perline	TT Sava
14	Samby Randrianarisoa Théodore	SG Région Sava
15	Bevavy Isidore	JMDS Sava
16	Bevazaha Marion	MPAS Sava
17	Klimchand Georges	COREDIIH Boeny
18	Ratolojanahary Dauphin Andrianaivo	CRM Boeny
19	Ramanandraisoa Justine	CDEF Boeny
20	Nourina	COPH Boeny
21	Zafimahova Vanessa	AJM Boeny
22	Rakotovao Albert	MPAS Boeny
23	Ravelonarison Setratiana Jacquit Michel	MPAS V7V
24	Andrianantenaina Tsarakosy	ONN V7V
25	Ramorasata Alain	DRJL V7V
26	Rakotondramanana Z. Martin	SEMIMA V7V
27	Tsifanay Fahelaniriko Rota	Trano Arozo V7V
28	Rakotoarison Edmond	Croix d'Or Analamanga
29	Razafindrahajamanana Dorothée	KREDO Analamanga
30	Ranaivomandroso Francois Régis Marie	RDB Analamanga
31	Rajaonarison Nantenaina	PFFPH Analamanga
<b>Comité Consultatif National</b>		
32	Razakamanarina Ndranto	AVG
33	Ramanana Doris	CSRJ
34	Ndriandahy Mahamoudou	PFNOSCM
35	Rakotoniaina Jean Fidele	KMF CNOE
36	Ratsiazo Sandra	Réseau GENRE
37	Rajenarison Lira	ONI
38	Andriamanga Andry	AVG
39	Randrianarison Olga	FIZOMA
40	Rafolisisoa Hanitrinala	UNMDH
41	Rabendrainy Sandra	PFFPH
<b>Partenaires étatiques, PTF et Autres personnalités</b>		
42	Razafindrakoto Hasina Herizo	Région Analamanga
43	Rajaonera Ida	INSTAT
44	Andriamamonjy Tahiry Naharijaona	MPAS
45	Corinne Rafeall	USAID
46	Ramamonjisoa Bertrand	CUA
47	Rasoarimalala	MPAS
48	Naivo Marius Rakotozafindrabe	SG MPAS
49	Ruth Alfredo Romeo	CR Andranonahoatra
50	Razazatiana Louise	MPAS
51	Randriamampionona Lalao	PFNOSCM
52	Hugues Rajaonson	CREM
53	Pablo Isla Villar	Union Européenne

	<b>NOM</b>	<b>ORGANISME</b>
54	Razafimandimby Andrianjaka Rado	Banque Mondiale
55	Rakotoarison Miora	CREM
56	Ratodisoa Ando	JICA
<b>Institutions supérieures chargées des Etudes de Cas</b>		
57	Mananjaraherisoa Lina	Département Economie Ankatso
58	Ramilison Andrianiaina	Département Economie Ankatso
59	Sata Ny Aina Andriamanamihaja	CRADEC
60	Helena Razafimbelo	CRADEC
61	Florent	CRADEC
62	Randrianarisoa Mino Aviarna	ISTS
63	Rakotobe Arinivo Anjanoro	ISTS
64	Razorson Baholy	ISTS
65	Andrianaribako Avotra	ISTS
66	Raniriharinosy Harimanana	UCM
67	Satou Nirina Giovanni	UCM
68	Raveloson R. Gabriel	UCM
<b>Système des Nations Unies</b>		
69	Corneille Agossou	PNUD
70	Abdou Salame	PNUD
71	Mamadou Diallo	PNUD
72	Rakotonandrasana Justice	PNUD
73	Toavina Ralambomahay	PNUD
74	Nanou Fiankinana	PNUD
<b>Organisme National de Coordination</b>		
75	Harijaona Andriamoraniaina	MSIS
76	Haja Andrianjafy	MSIS
77	Fabienne Randrianarisoa	MSIS
78	Eva Andrianasolo	MSIS
79	Tsiry Tiavina Razafindrakoto	MSIS
80	Edmondine Ramaroson	CNPC
81	Emmanuel Rakotomavo	CNPC
82	Paul Gabriel Razafimahatratra	CNPC
83	Maria Zafitsara	CNPC
84	Ralaiarijaona Zo	CNPC
<b>CIVICUS</b>		
85	Patricia Deniz	CIVICUS
86	Henri Valot	CIVICUS
<b>Presse</b>		
87	Herivonjy Rajaonah	Gazetiko
88	Ranaivo Jacques	Lakroa
89	Dimisoa	Courrier de Madagascar
90	Vonjy Radasimalala	Express de Madagascar
91	Hilda Hasinjo	L'Observateur
92	Rabenoro Njaka	Tia Tanindrazana
93	Roland Ramboatiana	Times of Madagascar
94	Andry Rakoto	Radio Tana
95	Nirina Rabodoarivelo	Radio Don Bosco
96	James Robin	Radio Fanambarana
97	Johnson Sylvianne	Radio Farimbona
98	Andriamamisoanantenaina Jean de Dieu	Malagasy Press Board
99	Andriamady Jean Claude	Sobika.com
100	Hanitra Ralalaharisoa	TV Plus

Annexe 11. Liste des membres de l'équipe action

Région	Nom
SAVA	BEVAZAHA Marion
	BEVAVY Isidore
BOENY	ZAFIMAHOVA Vanessa
	RAKOTOVAO Albert
ATSIMO ANDREFANA	NAUDE Gaston Michel
	RATOVONIRINA Parfait
ANALANJIROFO	DOKOLAHY Lainirina Donné
	RAKOTOMIHANTA Mbolatiana
V7V	ANDRIANANTENAINA Tsarakosy
	RAVELONARISON Setratiana Jacquit Michel
ANALAMANGA	RAZAFINDRAHAJAMANANA Dorothée
	RAMAMONJISOA Bertrand

## BIBLIOGRAPHIE

- Catholic Relief Service (2004), Enquête de base relative au renforcement des capacités des organisations de la société civile à Madagascar, Rapport définitif, décembre 2004.
- Civicus, Civil Society Index Report for Germany (2005), Civil Society, a new solution beyond state and market
- Civicus, Civil Society Index Report for Italy (2006), Italian Civil Society facing new challenges, Second edition
- Civicus, Civil Society Index Report for Uganda (2006), Civil Society in Uganda : at the crossroads
- Civicus, Rapport de l'Indice de la Société Civile au Burkina Faso (2004-2008), Première étude holistique de la société civile au Burkina Faso
- Civicus, Rapport de l'Indice de la Société Civile au Togo (2006), Etude Diagnostic de la Société Civile Togolaise
- COWI, Union Européenne, FED (2005), Cartographie des acteurs non étatiques et acteurs de la société civile malgache, décembre 2005, 117p
- Friedrich Ebert Stiftung, KMF/CNOE (2009), Qu'est ce que la Société Civile, 37p
- FTHM (2010), Création d'un basket fund destiné au renforcement de la société civile malgache pour son implication dans le développement et la lutte contre la pauvreté, Rapport final, 2010, 97p.
- INSTAT (2010), Enquêtes auprès des ménages.
- Le portail des Organisations Non Gouvernementales de Madagascar. Adresse sur Internet : <http://www.ong-madagascar.org> (date 21 août 2008)
- Ministère de la Population. Direction du Développement Social, Service des ONG, Annuaire des ONG, Juillet 2003.
- MISONGA, USAID (2006), Rapport sur l'évaluation de la capacité des OSC : Diagnostic organisationnel et institutionnel
- Ordonnance N° 60-133 du 3 octobre 1960 portant régime général des associations.
- Ordonnance N° 90-001 portant régime général des partis et organisations politiques.
- Organisations de la Société Civile de Madagascar- OSCM en marche pour la plate forme nationale, Comité National préparatoire (CNP), Atelier national préparatoire. Itaosy/Antananarivo, 21, 22 et 23 juin 2004, Rapport de synthèse, Antananarivo, 23 juin 2004.
- PACT, Ambassade Suisse (2006), Appui à l'Association FEMM, Rapport technique final d'activités 2006, 23p.
- PACT/MSIS, MEDAIR (2007), Rapport sur la Conduite de diagnostic organisationnel et institutionnel et formation de la Plateforme pour le Développement Durable de la Baie d'Antongil, 18p.

- PACT/MSIS, PNUD, PREA/AMAP (2009), Rapport sur l'amélioration du cadre de partenariat régional entre le Gouvernement et les Organisations de la Société Civile, 90p.
- PFNOSCM (2005), La charte commune de la société civile, 6p.
- PNUD (2003) Rapport National sur le Développement Humain 2003 « Genre, Développement Humain et Pauvreté ». Décembre 2003.
- PNUD (2008), Renforcement de la société civile. Adresse sur Internet : <http://www.snu.mg/new/sites/pnud/article.php?article id=342&lang=fr>
- PNUD (2010) Rapport sur le développement humain.
- PNUD, TAN.TSA.H (2010), Evaluation des capacités de la PFNOSCM et CNPC, 2010, 118p.
- Population Référence Bureau (2011), [www.prb.org](http://www.prb.org)
- Programme d'Appui aux Initiatives de Quartier. Répertoire des Associations et des ONG, Novembre 2003.
- République de Madagascar, Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), 2003.
- République de Madagascar, Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), Mise à jour juin 2005.
- Transparency International (2010), Indice de Perception de la Corruption
- [www.statistiques-mondiales.com](http://www.statistiques-mondiales.com)